

ANTHROPOLOGICA

N. S. Vol. VIII, No. 2 1966



LE CENTRE CANADIEN
DE RECHERCHES
EN ANTHROPOLOGIE
UNIVERSITÉ D'OTTAWA

THE CANADIAN RESEARCH
CENTRE
FOR ANTHROPOLOGY
UNIVERSITY OF OTTAWA

COLLABORATEURS — CONTRIBUTORS

Pierre Beaucage
Normand A. Chance - Hsien Rin -
Hung-Ming Chu
Albert Doutreloux
James C. Faris
Peter C.W. Gutkind
Frances Henry
André Lux
Richard F. Salisbury
Marc-Adélarde Tremblay
Bruce G. Trigger

LE CENTRE CANADIEN DE RECHERCHES EN ANTHROPOLOGIE THE CANADIAN RESEARCH CENTRE FOR ANTHROPOLOGY

Directeur: Jean TRUDEAU, O.M.I.
Director:

Directeur adjoint: Victor VALENTINE
Assistant Director:

Secrétaire-trésorier: JOSEPH E. CHAMPAGNE, O.M.I.
Secretary and Treasurer:

Directeurs conseillers: Asen BALIKCI, W.E. TAYLOR, L. OSCHINSKY,
Consultative Directors: Wilson DUFF, Guy DUBREUIL, M.A. TREMBLAY, Fernand DUMONT, June HELM, Ronald COHEN, Tom McFEAT.

ANTHROPOLOGICA

Directeur: Frank VALLEE
Director:

Rédacteur en chef: JOSEPH E. CHAMPAGNE, O.M.I.
Editor in Chief:

Rédacteurs adjoints: W.E. TAYLOR, Asen BALIKCI, Victor VALENTINE,
Assistant Editors: Jean TRUDEAU, O.M.I., Ronald COHEN.

RENSEIGNEMENTS

- *Anthropologica* est une revue bi-annuelle qui publie des articles relevant de l'anthropologie et des disciplines connexes.
- Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement celles du Centre de Recherches.
- Les articles à paraître dans la revue doivent être adressés à:

Frank Vallee
707 Parkdale
Ottawa, Ont., Canada Tél.: 232-3271 or 729-4410 Rés.

- Pour les abonnements et pour toute autre affaire concernant le Centre, s'adresser au:

Centre Canadien de Recherches en Anthropologie
223, rue Main
Ottawa 1, Ontario, Canada Tél.: (613) 235-1421

- Le prix de l'abonnement est de \$5.00 par année.

INFORMATION

- *Anthropologica* is published twice a year and accepts articles in the various fields of the Science of Man.
- The views expressed in this magazine are those of the authors and not necessarily those of the Research Centre or its officers.
- All articles and editorial matters should be referred to:

Frank Vallee
707 Parkdale
Ottawa, Ont., Canada Tél.: 232-3271 or 729-4410 Res.

- Subscriptions and other matters concerning the Research Centre should be referred to:

The Canadian Research Centre for Anthropology
223 Main Street
Ottawa 1, Ontario, Canada Tél.: (613) 235-1421

- The annual subscription fee is \$5.00.

ANTHROPOLOGICA

N. S.

VOL. VIII,

NO. 2,

1966

SOMMAIRE — CONTENTS

Les Caraïbes noirs: trois siècles de changement social PIERRE BEAUCAGE 175

Modernization, Value Identification, and Mental Health: a Cross-Cultural Study NORMAN A. CHANCE — HSIEN RIN — HUNG-MING CHU 197

Tenure foncière et valeurs socio-culturelles dans un groupe africain ALBERT DOUTRELOUX 217

The Dynamics of Verbal Exchange: A Newfoundland Example JAMES C. FARIS 235

African Urban Chiefs: Agents of Stability or Change in African Urban Life? PETER C.W. GUTKIND 249

Recent Labor Legislation in Trinidad: Its Economic and Political Implications FRANCES HENRY 269

Industrialisation et dynamique des tensions raciales et sociales dans l'ancien Congo Belge ANDRÉ LUX 291

Structuring Ignorance: The genesis of a myth in New Guinea RICHARD F. SALISBURY 315

La société acadienne en devenir: l'impact de la technique sur la structure sociale globale MARC-ADÉLARD TREMBLAY 329

Sir John William Dawson: A Faithful Anthropologist BRUCE G. TRIGGER 351

Recensions — Book Reviews 361

SOCIOLOGUE OU ANTHROPOLOGUE demandé dans l'industrie et les affaires

Un service de consultation et de recherches en organisation humaine demande un scientifique en sciences sociales. Les projets en cours se rapportent à l'étude du comportement organisationnel à tous les niveaux du monde de l'industrie et du commerce. Les candidats doivent posséder une maîtrise en anthropologie culturelle ou sociale, ou en sociologie. Ceci est une excellente occasion d'entreprendre d'intéressantes recherches.

Veillez vous adresser à:

LA COMPAGNIE NORTHERN ELECTRIC LTÉE.
Département 108
C.P. 6123
Montréal, P.Q.

SOCIOLOGIST OR ANTHROPOLOGIST for business and industry

To join a department whose objective is to supply research and consulting services in the field of human organization. Existing projects relate to organizational behaviour at all levels in both industrial and commercial situations. Candidates should have a masters degree in social or cultural anthropology or in sociology. Good research opportunities.

Apply to:

NORTHERN ELECTRIC CO. LTD.
Department 108
P.O. Box 6123
Montreal, P.Q.

ÉDITORIAL

Les anthropologues des universités Laval et McGill sont heureux de présenter aux lecteurs d'*Anthropologica*, cette livraison spéciale, préparée en collaboration. L'entreprise est nouvelle, d'une collaboration conjointe d'anthropologues de langues française et anglaise. Les rencontres, ainsi occasionnées entre les deux départements d'anthropologie, ont été des plus intéressantes et des plus fructueuses. Les sujets d'études que nous avons choisis, étant déjà de ceux qui préoccupent les anthropologues canadiens d'aujourd'hui, nous pouvons espérer qu'ils éveilleront l'intérêt commun des lecteurs.

Nous désirons exprimer notre gratitude au personnel de la revue et au R.P. Joseph Champagne en particulier, pour sa contribution au succès de notre projet.

Albert Doutreloux
Université Laval

Bruce G. Trigger
McGill University

Les Caraïbes noirs: trois siècles de changement social¹

PAR PIERRE BEAUCAGE

RÉSUMÉ

In this ethno-historical study of the Black Carib, the author shows that social change is not always accompanied by disintegration or disorganization.

Les études de *changement social* ont souvent été menées comme à contre-cœur. Devant l'impossibilité d'appliquer ses nouvelles statiques à une société en transformation, le chercheur cède parfois à la tentation de ne voir dans ce changement qu'une *désintégration* ou une *désorganisation* oubliant qu'une société, si elle se déstructure à un niveau, doit se restructurer à un autre, sans quoi elle cesse d'exister. Ceci fut le cas de plusieurs sociétés primitives, certes, mais d'autres réagirent en abandonnant certains traits de leur culture qui étaient incompatibles avec la situation nouvelle et en modifiant les autres au rythme du changement. Il en fut ainsi de la société caraïbe, comme nous tenterons de le démontrer.

L'étude des transformations successives qui ont eu lieu au sein d'une société devrait reposer sur une connaissance exhaustive de sa *structure sociale* au début de la période étudiée, d'une part, et des *circonstances historiques* particulières dans lesquelles ces transformations se sont effectuées, d'autre part. Ce point demanderait

¹ Nous tenons à remercier ici l'Université Laval, qui nous défraya de nos deux voyages au Honduras, pendant les étés 1963 et 1964. La cueillette des données et leur analyse fut grandement facilitée par la collaboration de M. Marcel Samson, qui étudia la structure familiale. La présence de nos deux épouses nous fut une aide précieuse dans l'établissement de relations cordiales avec la population de Limon, village caraïbe où nous avons séjourné. Enfin mentionnons l'apport important de deux amis caraïbes, MM. Nicolas G. Molina et Santiago Mejia, dont les services comme informateurs et traducteurs facilitèrent de beaucoup notre travail.

des développements qui débordent le cadre de cet article. Qu'il nous suffise d'énoncer ici, comme postulat, que le processus concret de changement naît d'une dialectique entre ces deux termes. Dans le cas de la société technologiquement simple et socialement homogène qu'étaient les Indiens Caraïbes au seizième siècle, nous savons que les causes du changement ont été entièrement extérieures. Ce sont les contacts avec les Européens et les Noirs qui ont placé cette société face à des situations nouvelles auxquelles sa structure interne lui a fait répondre dans tel sens plutôt que dans tel autre, chaque réponse affectant la situation globale de telle sorte que les transformations ultérieures furent fonction des précédentes. C'est cette dynamique des déterminations successives que nous essaierons ici de mettre en lumière. Nous utiliserons principalement pour cela des documents écrits, récits de voyageurs, pendant les dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième siècles, et travaux ethnographiques, depuis les débuts du vingtième siècle. En plus de ces sources, nous avons puisé nos informations dans la tradition orale caraïbe, recueillie pendant un de nos séjours sur le terrain.

Comme l'ethnographie des Caraïbes noirs actuels a déjà fait l'objet de travaux spécialisés (Conzemius 1928, 1930; Taylor 1951), nous ne nous attarderons pas à la décrire. Nous en résumerons seulement les traits essentiels à la compréhension de notre sujet.

Les Caraïbes noirs comptent environ quarante mille individus, disséminés dans une trentaine d'agglomérations qui s'étendent sur le littoral antillais de l'Amérique Centrale, depuis Punta Gorda, au Honduras britannique, jusqu'à Plaplaya, dans la république du Honduras, soit une distance d'environ trois cent cinquante milles. Le peuplement caraïbe s'est fait tout entier en bordure de la mer, tandis que l'arrière-pays immédiat est en général très peu peuplé, en raison de son caractère insalubre et marécageux. Les montagnes de l'intérieur, plus fertiles et plus tempérées que la côte, sont habitées par des métis d'Indiens et d'Espagnols (appelés ici *Ladinos*²). Ceux-ci, jusqu'au début du siècle, n'ont occupé

² Ce terme était employé par les autorités espagnoles de la période coloniale pour désigner les Indiens qui avaient appris l'espagnol. Son sens premier est *viñ d'esprit, rusé*.

que quelques points du littoral, dans un but militaire et commercial, surtout.

Au point de vue politique, les Caraïbes relèvent de trois administrations distinctes: la colonie du Honduras britannique et les républiques du Guatemala et du Honduras. Tandis que la population des deux premiers territoires est surtout concentrée dans des agglomérations urbaines, celle de la république du Honduras est répartie dans vingt-cinq villages, en plus de former d'importantes minorités dans les quatre villes côtières.

Racialement, les Caraïbes noirs actuels sont le produit d'un métissage entre Amérindiens et Noirs, avec une telle prédominance de ces derniers que le voyageur non-prévenu pourrait croire qu'ils sont d'origine africaine pure. L'ascendance indienne n'est immédiatement perceptible que chez quelques individus, par les yeux bridés, la peau moins foncée et la texture moins crépue des cheveux.

L'étude linguistique faite par Taylor (1951) au Honduras britannique a montré que, tout en conservant les structures fondamentales de la langue des Indiens Caraïbes, les Caraïbes noirs transformèrent profondément la phonétique indienne originelle, en sonorisant les consonnes et en vocalisant les phonèmes. Ils y introduisirent également, en les modifiant, un nombre considérable de mots français, anglais et espagnols, correspondant aux divers contacts qu'ils eurent avec les Européens.

Les Caraïbes d'aujourd'hui partagent de nombreux traits de culture matérielle avec les noirs antillais. Ils s'habillent à l'euro-péenne, pratiquent une agriculture de brûlis et se servent d'outils, d'ustensiles de ménage et d'instruments de musique communs à toute l'aire des Antilles. A ce niveau, cependant, ils se distinguent de leurs voisins par leur division du travail entre les sexes et les techniques élaborées qui entourent la culture et la préparation du manioc, activités essentiellement féminines. Les hommes divisent leur temps entre la pêche et la culture des bananiers, des cocotiers et du riz. La plupart tirent également une partie de leurs revenus du travail salarié à l'extérieur.³

³ Pour une description plus détaillée, cf. Taylor 1951:55-68; Beaucage s.d.: 7-12.

Les Caraïbes noirs ont également conservé de leurs ancêtres Indiens un certain nombre de rites, en particulier ceux qui entourent la naissance, la maladie et la mort (v.g. Coelho 1949).

*

*

*

Au moment de la découverte de l'Amérique, les Indiens Kalinago (nom qui fut hispanisé en *Caribe*, d'où le français *Caraïbe*) habitaient les Iles du Vent et une partie de Trinidad. De provenance guyanaise, ils avaient conquis ces territoires à une époque récente, semble-t-il, sur les Arawak (cf. Rochefort 1665:350) qui n'occupaient plus que les Grandes Antilles, à l'arrivée de Colomb.

Les Caraïbes, dont la culture et l'organisation sociale étaient beaucoup plus rudimentaires que celles des Arawak, pratiquaient l'écobuage et la pêche, complétés par la chasse et la cueillette des produits forestiers.

Chaque village comprenait un certain nombre de huttes (*muna*) où vivaient les femmes et les enfants, groupées autour de la maison des hommes (*tabui*), demeure de tous les mâles après l'initiation. Un ancien avait la charge de cette maison commune, mais ses fonctions semblent s'être limitées à la direction des travaux collectifs et à l'accueil des visiteurs de marque. Un *chef suprême* (*ubutu*) commandait parfois à de vastes confédérations de villages pouvant s'étendre à la moitié d'une île, mais son autorité ne dépassait pas le cadre des activités militaires (Rouse 1943:555).

Les sources écrites indiquent que les Indiens Caraïbes étaient uxori-locaux. En effet, un homme construisait à son épouse une hutte dans le village de cette dernière et, en cas de polygamie, les visitait à tour de rôle (Rochefort 1665:544). Seuls les *chefs suprêmes* avaient le droit de permettre la virilocalité à leurs fils mariés, ce qui les mettait à la tête de maisonnées nombreuses et accroissait encore leur force et leur prestige (Taylor 1946:210). Bien que l'uxorilocalité coïncide souvent avec une certaine forme de matrilinearité, celle-ci n'a attiré l'attention d'aucun voyageur de l'époque. Il est vrai que les Caraïbes avaient alors peu de

biens à transmettre ou à administrer, ce qui ne favorisait pas le développement de groupes de descendance très structurés. La terre, très abondante par rapport à la population, était allouée à quiconque se donnait la peine de la mettre en culture. Quant aux maisons, canots et autres biens meubles, ils étaient détruits à la mort de leur propriétaire (Rochefort 1665:544). La matrilinearité, si elle a existé, a donc été limitée à la transmission du nom, pour les hommes, avec en outre la détermination de la résidence, pour les femmes.

Une analyse de la terminologie de parenté, appuyée sur sa connaissance précise de la langue caraïbe, a conduit Taylor (1946: 206-7) à affirmer l'existence du mariage préférentiel avec la cousine croisée patrilatérale. Il faut cependant souligner que les chroniqueurs de l'époque ne mentionnent que le mariage avec la cousine croisée, sans plus de précisions (Rochefort 1665:544) et que le seul texte qui confirme son hypothèse est loin d'être clair. Il semble donc hasardeux d'en déduire des conclusions sur la structure et les fonctions des groupes de descendance, comme il le fait (Taylor 1946:206-7).

Indépendamment du système de parenté, une organisation militaire fortement hiérarchisée groupait de façon permanente tous les hommes à partir de l'initiation. Les membres d'une *maison des hommes* formaient l'unité de base de cette organisation qui s'actualisait lors des expéditions maritimes au cours desquelles on allait razzier les Arawak et même les Caraïbes des îles voisines.

Après leur première union, obligatoirement, avec une cousine croisée, c'est grâce à leurs exploits militaires que les jeunes hommes pouvaient acquérir d'autres épouses et augmenter ainsi leur prestige et leur statut économique de même que le nombre de leurs alliés.

Alors que sa première union donnait au jeune mari un statut subalterne dans le village de son beau-père, la situation était très différente lors des mariages subséquents. Rochefort (1665:545 ss.) rapporte que les pères de filles à marier, soucieux de s'allier aux guerriers que leurs exploits désignaient comme chefs probables, se disputaient l'honneur de leur donner leurs filles. Le guerrier le plus habile se retrouvait donc, au terme de sa carrière, chef

d'un village ou d'un groupe de villages et allié de familles importantes.

Ce système d'alliances, couplé sur l'organisation militaire, permettait une certaine unité dans une société où les lignages semblent n'avoir jamais été assez profonds et structurés pour fournir un cadre stable à l'organisation sociale.

*

*

*

Les contacts avec les Européens, au seizième siècle, semblent avoir eu assez peu de répercussions sur la société caraïbe. Les Espagnols, qui s'intéressaient surtout, en Amérique, aux terres riches en métaux précieux et densément peuplées (Mexique, Amérique Centrale, régions andines), délaissèrent ces petites îles montagneuses et boisées dont les habitants avaient une solide réputation d'anthropophages. Ils n'utilisèrent qu'occasionnellement les ports naturels des Îles du Vent pour refaire leurs provisions avant de continuer vers l'Amérique du Sud. Néanmoins, ces contacts épisodiques introduisirent dans les îles les outils d'acier, les armes à feu et quelques animaux domestiques comme le porc et les volailles. Après avoir connu ces biens, surtout les serpes, les haches et les fusils, les Caraïbes cherchèrent à se les procurer par tous les moyens, dont le commerce et le pillage.

Le comportement des Anglais et des Français, aux Antilles, fut très différent de celui des Espagnols. Ils s'intéressèrent principalement aux ressources agricoles en vue d'une économie de plantations. L'expérience des Portugais au Brésil avait montré qu'il était possible d'exploiter très avantageusement les territoires fertiles des tropiques pour la culture des produits exotiques, alors très en demande sur les marchés métropolitains.

A partir de 1623, des colonies françaises s'établirent successivement à la Guadeloupe, la Martinique, la Désirade, la Marie-Galante et la Grenade, tandis que les Anglais occupaient Nevis, Sainte-Lucie, Montserrat et la Barbade. Les Indiens Caraïbes qui occupaient ces îles se montrèrent souvent amicaux, au début, car dans leur phase d'installation, les colons leur apportaient en quantité les produits manufacturés dont ils avaient désormais besoin.

La coexistence des deux sociétés sur ces territoires exigus que sont les Petites Antilles fut cependant compromise très tôt par le conflit entre l'expansionnisme des colonies, qui tendait à exploiter toutes les terres arables, et l'agriculture itinérante des Indiens, qui nécessitait de vastes étendues de sol en friche. Les Caraïbes réagirent en attaquant les plantations isolées, mais les expéditions de représailles les décimèrent. Certains des survivants s'assimilèrent rapidement à la population créole; d'autres se retirèrent à la Dominique et à Saint-Vincent, où les Européens ne s'étaient pas encore établis.

En même temps que leur existence même était compromise par la colonisation, les expéditions militaires des Caraïbes devenaient plus fructueuses que jamais, dans la seconde moitié du dix-septième siècle, en raison du chaos politique créé dans les îles par les guerres perpétuelles entre la France et l'Angleterre. Ayant désormais leurs bases à la Dominique et à Saint-Vincent, ils purent attaquer régulièrement les îles avoisinantes et s'y approvisionner en marchandises européennes.

Cette première transformation qu'on remarque chez eux est bien conforme à la structure de leur société, qui privilégiait la vie militaire comme source unique d'honneurs et de biens. C'est pourquoï, en dépit des échecs nombreux qu'ils subirent à chaque fois qu'ils eurent à affronter directement la société européenne, ils accrurent encore leurs activités militaires, au détriment de leur système de subsistance que les pertes continuelles de main-d'œuvre masculine durent certainement déséquilibrer.

Un des effets accidentels de ces raids fut la capture d'esclaves noirs (Dutertre 1667-71: II:574)⁴ auxquels vinrent s'ajouter les survivants du naufrage d'un négrier portugais (Debbasch 1961: 43).

Au début, les chefs caraïbes s'attachaient les Noirs qu'ils enlevaient en qualité d'esclaves, suivant en cela l'exemple des Européens. Par la suite les Noirs, de plus en plus nombreux s'unirent à des femmes indiennes et leurs descendants semblent

⁴ L'auteur cite une pétition de planteurs martiniquais qui se plaignent de l'enlèvement de cinq cents noirs.

s'être intégrés sans difficultés à la société caraïbe (Rochefort 1665:533).

En 1660, un traité passé entre les chefs de Saint-Vincent et de la Dominique, d'une part, et les autorités anglaise et françaises, d'autre part, garantissait aux Caraïbes la libre possession de ces deux îles, s'ils cessaient leurs raids contre les colonies.

Les Noirs des îles voisines étaient sans doute au courant de ces négociations, car Labat (1734:147) mentionne que nombre de Noirs de la Barbade réussissent à s'enfuir en se laissant dériver en radeau jusqu'à Saint-Vincent, qui est *sous le vent*, et où ils trouvent refuge. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que, grâce à ces renforts constants, les Noirs et les Métis soient devenus plus nombreux que les Indiens, dès 1715. Ils contraignirent même ces derniers à leur céder toute la partie nord de l'île, tandis que les Indiens se trouvèrent refoulés à la pointe sud, la moins fertile. Les descendants des Noirs, cependant, avaient adopté la langue et la culture des Caraïbes, sauf l'organisation militaire qui ne semble pas avoir survécu à la paix forcée que les puissances européennes finirent par imposer au dix-huitième siècle.

Ce *transfert racial progressif* à l'intérieur d'une relative continuité culturelle n'a pas été unique, dans l'Amérique coloniale. Chaque fois qu'ils voisinèrent avec des populations indigènes, les esclaves fugitifs se procurèrent des femmes chez les Indiens, et la culture de leurs descendants représenta une synthèse entre les éléments créoles et indigènes.

Dans la plupart des cas toutefois les communautés de Noirs en fuite ne purent opérer complètement la fusion, car elles furent rejointes assez tôt par la société coloniale et détruites ou assimilées par elle. Ce furent respectivement les cas des nombreux *quilombos* brésiliens (Bastide 1961:115-35), de même que des Noirs *mar-rons*⁵ de Saint-Domingue et de la Jamaïque. A Saint-Vincent, au contraire, l'autonomie de la société caraïbe tout au long de la période de contact avec les Noirs (1650-1760) permit l'assimilation culturelle de ces derniers en même temps que le mode de vie se transformait sensiblement sous leur influence.

⁵ Ce terme, désignant aux Antilles les esclaves échappés, provient de l'espagnol *cimarron*, qui habite les montagnes, car ils se réfugiaient le plus souvent dans les endroits boisés et accidentés.

La suspension des hostilités avec l'extérieur semble avoir été beaucoup plus profitable à la partie noire de la population qu'aux Indiens eux-mêmes. Il semble que le même phénomène ait eu lieu dans l'ensemble de la culture que dans la langue. Même si les petits groupes de Noirs qui débarquaient à Saint-Vincent s'intégraient aux Caraïbes, pour des raisons pratiques, ils avaient vécu de longues années dans les plantations et en avaient certainement retenu nombre de traits qu'ils tentèrent de conserver dans leur milieu. C'est uniquement à l'influence créole qu'on peut attribuer le développement sur l'île d'une agriculture plus intensive qui permit une croissance démographique sans précédent (Debbasch 1961:43). A partir de ce moment, le sort de l'île de Saint-Vincent se détache de celui de la Dominique, dont la population, décimée, n'opposa plus aucune résistance au colonisateur. Les Caraïbes noirs de Saint-Vincent, au contraire, repoussèrent, en 1718, les troupes françaises envoyées de la Martinique pour les capturer et les ramener comme esclaves. On les laissa en paix par la suite (Labat 1742: 298-300). Ils entretenaient cependant des relations commerciales, pendant les quarante années qui suivirent, avec des commerçants français qui leur échangeaient des produits manufacturés contre des bois précieux et du caret.⁶

L'expansion des Caraïbes noirs fut brusquement mise en péril en 1763, lorsque les Anglais se firent octroyer l'île, lors du traité de Paris et décidèrent de la coloniser. Au début, les forces britanniques s'installèrent dans la partie sud, la moins peuplée, et ne rencontrèrent aucune résistance de la part des insulaires. Des relations pacifiques, sinon cordiales, s'établirent entre ces derniers et les colons, car on leur garantissait la libre jouissance de la partie nord de l'île, s'ils acceptaient de retourner aux colons tous les esclaves échappés qui s'y réfugiaient. Certains Caraïbes influents se mirent même à l'école des colons et commencèrent des plantations de tabac et de coton, qu'ils faisaient cultiver par leurs esclaves.⁷

Les exigences croissantes des Européens, peu satisfaits des terres pauvres qu'on leur avait allouées, suscitèrent cependant des

⁶ Carapace d'une variété de tortue de mer qu'on utilisait pour la fabrication des peignes, en particulier.

⁷ Cf. Young, William, cité par Taylor (1951:24).

accrochages de plus en plus nombreux, qui se terminèrent par la guerre ouverte en 1771, 1783 et 1795. Dans les deux premiers cas, on mit fin aux hostilités par la conclusion de traités de paix, mais la dernière guerre dura près d'un an et les Caraïbes, avec l'aide de soldats français venus de la Guadeloupe, en arrivèrent presque à chasser les Anglais de l'île. Mais les Français furent cependant rappelés en Guadeloupe et les Anglais envoyèrent des renforts qui forcèrent les Caraïbes à capituler. En mars 1797, cinq mille quatre-vingts personnes furent déportées sur l'île de Roatan, alors déserte, en face de la côte du Honduras (Burns 1954: 505-7; 571-2). Le capitaine général du Guatemala, informé de leur présence, leur permit de passer à la côte et de s'installer où bon leur semblerait (Lunardi 1948:13).

Un certain nombre d'entre eux s'établirent dans la petite ville espagnole de Trujillo, située en face de Roatan, mais, dès 1802, certains avaient poussé vers l'ouest jusqu'au Honduras britannique, où ils fondèrent les villes de Stann Creek et de Punta Gorda, tandis que les autres émigrèrent vers l'est jusqu'à la rivière Patuca, près de l'actuelle frontière du Nicaragua.

C'est dans la république du Honduras que les villages caraïbes, en raison de leur nombre (vingt-cinq, contre un au Guatemala et cinq au Honduras britannique) et de leur double isolement de l'intérieur du pays et de la colonie anglaise, conservèrent le plus fidèlement leur mode de vie insulaire.

Tout d'abord, le milieu côtier n'y est pas aussi différent des îles du Vent que ne le sont les côtes du Guatemala et du Honduras britannique. Ces deux dernières sont surtout composées de lagunes, douces ou salées, et la rareté du terrain élevé a forcé leurs habitants à s'y grouper en agglomérations de grandes dimensions. En conséquence, ils ont dû très tôt dépendre d'activités autres que l'agriculture pour leur subsistance. Les hommes sont devenus bûcherons, ouvriers ou marins, et les femmes, servantes dans les villes créoles de Bélize ou de Puerto Barrios.

Il y a, bien entendu, de nombreuses différences écologiques entre Saint-Vincent et la côte hondurienne. Alors que le sol de la première est, dans sa plus grande partie, très fertile et peut nourrir une population dense, la côte est surtout constituée d'une large bande de sable dont la couche d'humus est infime et qui

doit sa végétation luxuriante à l'abondance des pluies. Les seuls endroits propices à une agriculture permanente sont les collines argileuses qui atteignent la mer en quelques endroits et les rives des cours d'eau où s'est déposé le limon arraché aux montagnes de l'intérieur.

Au tout début, les Caraïbes s'établirent naturellement dans les endroits qui présentaient le plus de similitude avec leur habitat antérieur. Ils choisirent donc les collines qui s'étendent sur une faible distance (une dizaine de milles) à l'ouest de Trujillo: la terre y est fertile, élevée, et on trouve en abondance le palmier *yawara* (*Attalea cohune*) dont les feuilles sont indispensables à la construction de leurs maisons.⁸ Les nouveaux arrivants pouvaient donc y continuer sans l'altérer leur mode de vie traditionnel: les hommes y pêchaient en mer, et les femmes cultivaient le manioc dans les brûlis adjacents aux habitations.

Cette zone privilégiée était cependant trop exigüe pour quatre mille personnes et les autres Caraïbes se dispersèrent, espérant rencontrer d'autres sites favorables. Dans la plupart des cas, ils furent cependant déçus et durent s'établir dans des terrains bas, infestés de moustiques, et dont le sol sablonneux s'épuise vite après quelques récoltes.

Parmi ceux qui partirent vers l'est, un groupe important atteignit le pays des Miskito, et s'installa parmi eux. Ces derniers, également métis de Noirs et d'Indiens⁹ vivaient alors sous l'autorité d'un chef qui avait été nommé *roi* par le gouverneur de la Jamaïque. Les Anglais les approvisionnaient en armes et les soutenaient contre les Espagnols de l'intérieur. Ils habitaient (comme aujourd'hui) le côte et les principales rivières du Nicaragua oriental, de même que l'extrémité nord-est du Honduras. Ils ont résolu certains des problèmes que pose cette région, marécageuse et sujette aux cyclones, par le double habitat. Ils vivent pendant la plus grande partie de l'année dans des villages situés aux embouchures des rivières, pêchant dans des lagunes et échan-

⁸ C'est à la rareté de ce palmier sur l'île que la tradition orale attribue l'émigration massive vers la côte. L'abondance de *yawara* est également un indice de la fertilité du sol.

⁹ Pour l'histoire et l'ethnographie de cette population, voir Conzemius (1935).

geant leurs produits agricoles contre du sel et des objets manufacturés. Ils y pratiquent une agriculture d'appoint (quelques bananiers et un peu de manioc doux), limitée surtout par la rareté des terres non-inondées et la violence des tempêtes, qui détruisent souvent les plantations. En saison sèche (février-juin), ils montent vers le haut des rivières et font leurs plantations en terrain plus élevé et mieux abrité. Après les récoltes de riz et de fèves, ils s'en reviennent à la côte avec leurs provisions.

Les Caraïbes qui s'installèrent au milieu d'eux, à l'embouchure de la rivière Patuca, leur empruntèrent un grand nombre de techniques qui devaient plus tard faciliter leur adaptation aux basses-terres. Ils apprirent à choisir les sols en fonction de nouveaux critères: le bananier doit se planter en terrain sec et abrité, le manioc en terre sablonneuse et élevée, le riz dans les sols riches et humides. Ils durent modifier une bonne part de leur technologie, mais ils eurent tôt fait de voir les avantages d'un système agricole qui, utilisant les cours d'eau comme voies de pénétration rendait possible l'exploitation d'une aire beaucoup plus vaste que jadis. Leur système traditionnel, en effet, ne permettait que la mise en culture des abords immédiats des villages à cause de la difficulté du transport des produits à dos d'homme. Chez les Miskito, l'utilisation de la pirogue supprimait pratiquement ce problème.

Cependant, le peuple côtier que sont les Caraïbes ne put se résigner à passer la moitié de l'année dans les forêts de l'arrière-pays et ils firent leurs plantations sur les étroites bandes de terre qui séparent les lagunes de la mer. Les ouragans et les inondations eurent tôt fait de les décourager et, en moins d'une génération, ils revinrent vers l'ouest, par petits groupes.

Les endroits qu'ils choisirent pour s'établir furent tout différents de ceux qui avaient attiré la première vague d'immigrants. Ils s'installèrent aux embouchures des rivières navigables et firent leurs plantations sur les rives. Dans cette partie de la côte, il n'est pas nécessaire de remonter très loin vers l'intérieur pour trouver des terres assez hautes pour être à l'abri des inondations, car le sol s'élève plus rapidement qu'à l'est. En même temps, l'orientation du littoral permet une plus grande protection par rapport aux ouragans.

Cette adoption partielle de l'écologie des Miskito marque, dans l'histoire des Caraïbes noirs un tournant aussi important que l'intensification de l'agriculture, un siècle plus tôt, à Saint-Vincent. Les villages établis par des noirs revenant de Patuca se développèrent beaucoup plus rapidement que les autres et attirèrent même le surplus de la population des collines. Parfois celle-ci, ayant épuisé les sols accessibles, dut mettre en culture les rives d'un cours d'eau éloigné pour pouvoir subsister.¹⁰ Cette transformation leur permit de s'établir sur la plus grande partie de la côte, plutôt que de se concentrer en quelques endroits, comme au Guatemala et au Honduras britannique.

Vu leurs dimensions réduites, les villages au dix-neuvième siècle ont été strictement exogames, car la société caraïbe du Honduras, sous l'influence européenne, semble-t-il, en vint à désapprouver les mariages entre cousins croisés tout en continuant d'interdire, comme auparavant, les unions entre cousins parallèles.

Un relevé des mariages, fait par la méthode généalogique, dans un petit village caraïbe, a donné les résultats suivants. Sur un total de 72 unions effectuées depuis la fondation,¹¹ l'homme provient de l'extérieur dans 44 cas, la femme dans 10 cas, et les deux conjoints étaient du village dans 13 cas.¹²

On voit qu'en dépit de l'existence hypothétique de matrilineages très structurés chez les Indiens Caraïbes de Saint-Vincent, les villages qui se fondèrent au Honduras constituèrent assez tôt des unités cognatiques, certes, mais où se conserva une nette prédominance matrilocale. Nous ne croyons pas que ce fait soit explicable par la simple *survivance*, car de même que les Caraïbes noirs négligèrent l'organisation militaire, ils auraient pu également laisser tomber en désuétude la matrilocalité.

Ce qui l'a maintenue si vivace, c'est sa relation étroite avec la division du travail. Celle-ci confèrent à l'homme une mobilité beaucoup plus grande qu'à la femme. Ce trait n'est évidemment

¹⁰ C'est ce qui se produisit, entre autres, dans les deux seuls villages établis sur des collines à l'est de Trujillo: Cusuna et Punta Piedra.

¹¹ Elle remonte au début du dix-neuvième siècle; cf. Young (1842:160).

¹² Les 5 cas où les deux conjoints proviennent de l'extérieur correspondent à la fondation des 5 lignées qu'on retrace dans le village: deux couples de *fondeurs* (venus de Patuca) et trois couples d'immigrants plus tardifs.

pas particulier à la société caraïbe, mais il y est spécialement important, car, en plus du soin des enfants, la femme doit pourvoir à la subsistance de la famille. Dès son adolescence, la jeune fille accompagne sa mère aux champs et elle apprend à butter le sol à la houe, à planter les boutures, à sarcler, à rapporter une fois la semaine la provision de tubercules au village, à les peler, les raper, les presser pour en extraire le suc vénéneux, à tamiser la pâte et à cuire la cassave. Ces opérations l'occupent en général cinq jours de la semaine, de quatre heures du matin jusque vers deux heures de l'après-midi. Elle emploie le temps qui lui reste à la préparation des repas, au soin des enfants et à la cueillette des noix de palme.

L'homme, au contraire n'est astreint qu'à des contributions épisodiques à la subsistance de la famille: des bananes et du poisson, de temps à autre, les réparations qui s'imposent à la maison, et surtout, le défrichage annuel d'un nouveau champ pour sa femme. Il devra de même apporter au ménage l'argent nécessaire à l'achat des biens manufacturés, surtout des vêtements.

Cette dernière fonction masculine, qui s'avéra de plus en plus importante depuis que la société caraïbe établit des contacts permanents avec les Européens, entre très souvent en conflit avec les précédentes. Les produits traditionnels, tant agricoles qu'artisanaux¹³ n'eurent jamais de marché suffisant auprès des populations créole ou ladina pour que les Caraïbes puissent en profiter pour se procurer outils, ustensiles de ménage et vêtements. Ils durent donc choisir entre deux types d'innovations pour satisfaire à ces besoins: ou pratiquer des cultures nouvelles, ou s'intégrer comme travailleurs salariés à la société extérieure. Les deux solutions ont été adoptées parallèlement mais avec prédominance de l'une ou de l'autre selon les fluctuations de la situation économique globale.

Nous avons vu que, dès l'arrivée des Anglais à Saint-Vincent, certains Caraïbes avaient entrepris des plantations de tabac et de coton. D'autres s'engageaient comme piroguiers pour décharger les bateaux que les récifs empêchaient d'approcher (Taylor 1951:

¹³ Parmi les premiers, on peut classer le manioc et les bananes; parmi les seconds, les pirogues et les objets de vannerie.

24). Dès leur arrivée en Amérique centrale, ils semblent avoir entrepris la culture du cocotier, car Thomas Young (1842), lors de son passage en 1840, remarqua dans tous les villages des plantations en pleine production. Les noix de coco étaient vendues à des goélettes de passage, qui les transportaient aux Etats-Unis. Les Caraïbes établis aux environs immédiats de Trujillo approvisionnaient la ville en poisson et en produits agricoles (Young 1842).

Dès cette époque, cependant, une fraction importante de la population masculine se rendait au Honduras britannique, pour y travailler à la coupe du bois. La plupart en revenaient, après quelques années, munis des biens indispensables à l'établissement de leur ménage: chaudrons, outils, tissus, et surtout les grandes poêles de fonte sur lesquelles on cuit maintenant la cassave.¹⁴

Ces deux tendances, production locale en vue d'un marché extérieur et travail salarié à l'extérieur, ont agi en sens contraire sur la composition des unités de résidence. La possibilité d'hériter d'une cocoteraie retient les hommes dans leur village natal et tend à transformer celui-ci en groupe cognatique à prédominance viri-locale. La mobilité qui résulte du salariat accentue, au contraire, l'uxorilocalité. Sachant qu'elle ne pourra compter sur l'aide de son mari, la femme établit alors sa maison et sa plantation près de celles de ses sœurs et de sa mère. Cette contiguïté lui permet de faire partie d'un réseau d'échange de services et de biens qui circulent en suivant les lignes matrilineaires: entr'aide dans le transport et surtout la préparation du manioc, aide d'un frère ou d'un beau-frère pour le brûlis annuel, etc.

Comme on a pu le voir d'après les statistiques des mariages indiquées plus haut, la tendance à l'uxorilocalité a été de beaucoup la plus forte. Les revenus provenant de la vente de noix de coco ont toujours été très irréguliers, au siècle dernier, en opposition avec la demande permanente de main d'œuvre, au Honduras britannique.

Sans attaches économiques permanentes à une localité, les hommes formèrent une population très mobile, non seulement vers

¹⁴ Elles ont remplacé depuis longtemps les petits disques de terre cuite qu'utilisaient les Indiens Caraïbes et dont les Noirs n'ont même plus le souvenir.

les villages, mais d'un village à l'autre. Pour être accepté dans un village, il a toujours suffi à un homme de demeurer temporairement avec une femme de l'endroit et de participer à quelques travaux collectifs. Il a alors droit à l'aide des autres et à une parcelle de forêt pour y faire son brûlis. Après quelques mois ou quelques années il s'en ira peut-être ailleurs ou reviendra vers son village natal, laissant sa famille derrière lui. Les seuls groupes coopératifs qui survivent à ce va-et-vient sont ceux dont les activités sont sporadiques et dont les membres ne tiennent que des rôles interchangeable. Ainsi les groupes de pêche ou de construction dans lesquels ces tâches sont de courte durée, et les techniques, connues de tous.

La situation toute différente des femmes, décrite plus haut, fait d'elles les seuls éléments stables de la structure villageoise. Cela permit la naissance de ces *sociétés féminines* mentionnées pour la première fois par Young (1842:123) et qui existent encore aujourd'hui. Leur premier but était commercial. Les femmes chargeaient des pirogues d'ignames, de maïs et de bananes pour que leurs maris aillent les vendre dans les petites villes côtières. Les revenus tirés de la vente semblent avoir été en partie distribués entre les membres, et en partie utilisés pour subvenir aux dépenses des fêtes qui entouraient Noël. La permanence de ces associations contraste avec la fragilité des groupements masculins.

Dans deux cas au moins les hommes tentèrent de former des associations permanentes comme celles de femmes. Leur première tentative coïncida avec la période d'expansion économique 1900-1937, au cours de laquelle des compagnies américaines, la Vaccaro Brothers, puis la United Fruit, s'intéressèrent à la côte orientale du Honduras pour la production bananière. Les Caraïbes profitèrent beaucoup de ce nouveau débouché, comme planteurs, pendant la première période,¹⁵ puis comme travailleurs salariés quand la United Fruit décida d'établir ses propres plantations, en 1918. L'apport monétaire suscita un accroissement des besoins et une association d'hommes se forma, à Limon, gros village caraïbe, pour acheter une goélette et faire le commerce sur la côte. Les

¹⁵ Jusqu'en 1918, on acheta la production locale, que des goélettes allaient recueillir dans les villages côtiers.

hommes prenaient ainsi la relève des groupements féminins que leur manque d'instruction rendait de plus en plus inaptes à remplir leurs fonctions commerciales dans ce nouveau contexte.¹⁶

L'entreprise fonctionna assez bien tant que la production bananière retint les hommes dans les villages. Mais l'association se démantela lorsqu'avec la détérioration graduelle de la situation économique qui suivit le départ de la Compagnie, en 1937, les hommes durent reprendre leur vie itinérante en quête de travail.

C'est le même facteur de mobilité qui semble avoir déterminé l'échec encore plus rapide de la *Société de casseurs de noix de palmes*, qui fut fondée à Tocamacho, autre grosse agglomération caraïbe, dans les années quarante. La commercialisation des noix oléagineuses, produit de cueillette, n'exigeant même pas d'investissement, comme une entreprise commerciale, les sociétaires se dispersèrent au premier fléchissement des prix.

Le principal obstacle à de telles entreprises est qu'elles requièrent la confiance à long terme des associés dans l'honnêteté des dirigeants, confiance qui peut difficilement exister si ceux-ci n'ont pas d'attaches permanentes dans la localité.

*

*

*

Jusqu'ici, nous avons parlé de la société caraïbe en la considérant comme juxtaposée, et non intégrée, à la société ladina. C'est pourtant cette intégration, qui, si elle se poursuit, lui fera subir une transformation assez profonde pour qu'elle cesse bientôt d'être considérée comme entité distincte au sein de la société hondurienne. A la structure communautaire décrite précédemment, qui valorise avant tout l'égalité et la réciprocité entre tous les villageois, s'en juxtapose une autre, fondée sur la différenciation sociale et la réussite individuelle. Ce dernier modèle correspond à la société ladina avec laquelle les Caraïbes sont de plus en

¹⁶ Il existe des écoles dans la plupart des villages caraïbes depuis le début du siècle, mais la scolarisation a été jusqu'à maintenant limitée presque exclusivement aux garçons, car étant donné la division actuelle du travail, on ne pourrait soustraire les filles à l'agriculture sans compromettre la production.

plus liés par les divers réseaux de l'administration, de la communication de masse (radio, surtout) et des relations commerciales.

Les hommes caraïbes ont été en contact avec cette société depuis cent cinquante ans, mais elle se limitait pour eux au monde des villes. Le village où ils revenaient s'établir après quelques années était exempt de ces influences et ils y retrouvaient la culture traditionnelle. Les possibilités de différenciation sociale y étaient très réduites, car les revenus épisodiques provenant de la vente des noix de coco (hommes) et des produits agricoles (femmes) étaient rapidement dépensés lors des *dogo* et des fêtes de Noël (*fedu*). Des deux sources traditionnelles d'enrichissement chez les Ladinos, l'élevage et le commerce, la première était socialement interdite, en raison du dommage que le bétail aurait pu faire aux plantations, et la seconde était grandement limitée par la faible circulation monétaire et la distance des sources d'approvisionnement.¹⁷

Avec l'arrivée des compagnies bananières, en 1900, des commerçants Ladinos vinrent s'établir dans les villages caraïbes les plus importants et investirent leurs profits en bétail, en dépit de l'opposition des populations locales. Celles-ci, ne disposant pas envers eux des moyens habituels de contrôle social (ridicule, isolement), s'en accommodèrent et sentirent bientôt les avantages d'un commerce permanent.

Plusieurs Caraïbes, de retour de l'extérieur, investirent aussi leurs économies dans le commerce et l'élevage, mais le manque d'expérience et de soins les firent échouer. Ce n'est que récemment qu'ils purent rivaliser avec les Ladinos dans ce domaine et ils dominent maintenant le commerce et le transport maritime sur toute la côte orientale. Le même phénomène se produisit avec les instituteurs caraïbes qui se substituèrent peu à peu aux Ladinos. Il s'est ainsi constitué, dans tous les gros villages, une catégorie d'individus dont les ressources et le statut sont de beaucoup supérieurs à l'ensemble. Comme les normes égalisatrices de leur culture

¹⁷ Jusqu'au début du siècle, le seul dépôt de biens manufacturés était le port de Belize, au Honduras britannique. Une pirogue de mer munie d'une voile (*guriara*) s'y rendait en quinze jours mais tardait un mois ou un mois et demi, au retour. La contrebande s'y pratiquait, mais sur une faible échelle, en raison de ces difficultés matérielles.

ne leur accordent pas le statut qu'ils croient mériter, ils tendent de plus en plus à se définir en fonction de la culture ladina qui, elle, leur accorde une place spéciale dans sa hiérarchie. Ces deux groupes sociaux tendent donc, chacun à sa manière, de briser l'ensemble des réciprocités qui jouent entre tous les hommes d'un village pour créer des relations suivant le modèle dyadique propre à la société ladina (Foster 1961),¹⁸ en soulignant bien qu'elles sont des relations entre inégaux. Contrairement aux instituteurs, les commerçants sont capables d'imposer leur conception de la société en liant au moyen du crédit un certain nombre de villageois qui deviennent par la suite leurs obligés. Comme ils sont dans la même position par rapport aux Ladinos influents, nous assistons à une véritable intégration de la structure sociale caraïbe au sein des unités plus vastes (à majorité ladina) où elle s'inscrit.

*

*

*

Au cours des pages qui précèdent, nous avons vu que le changement social, tel qu'il a affecté la société caraïbe au cours des trois derniers siècles, ne saurait être représenté comme une évolution linéaire d'une *société primitive intégrée* à une *société occidentale* présentée comme un modèle abstrait. Les transformations qui ont eu lieu au niveau de la structure sociale se sont révélées intimement liées aux modifications de la situation politico-économique globale.

Dans ces ajustements à une situation extérieure, il nous faut cependant distinguer deux niveaux. En premier lieu, celui où jouent les *déterminismes structurels*. Ainsi l'émigration et la culture de produits d'exportation agissent en sens contraire sur la structure des groupes de résidence, la première renforçant l'uxorilocalité, la seconde, la virilocalité. D'autre part, le changement peut venir de la *perception* qu'a le groupe social des possibilités offertes.

Par exemple, les Noirs échappés des plantations avaient de leur situation et de l'utilisation possible des ressources de l'île

¹⁸ Comme Foster le souligne, ce modèle vaut, avec des variantes, pour l'ensemble des sociétés paysannes latino-américaines.

Saint-Vincent, une vision toute différente de celle des Indiens. C'est ce qui a amené les premiers à s'adapter et les seconds à s'éteindre, bien que les deux groupes aient disposé des mêmes moyens sociaux et matériels. Il en va de même des transformations actuelles, amorcées par les instituteurs et des commerçants, qui substituent aux relations égalitaires des relations hiérarchisées.

C'est par un approfondissement de ces niveaux, déterminismes structurels et perception différentielle de la situation, étayé sur des études comparées de processus concrets de changement, que nous pouvons espérer arriver à une théorie du changement social qui dépasse les cas particuliers sans devenir tautologique.

Université Laval.

RÉFÉRENCES

BASTIDE, Roger

1960 Les religions africaines au Brésil. Paris, Presses Universitaires de France.

BEAUCAGE, Pierre

s.d. Ethnohistoire et changements sociaux chez les Caraïbes noirs du Honduras. Thèse manuscrite. Université Laval.

BURNS, Sir Allan

1954 History of the British West Indies. London, Allen & Unwin.

COELHO, Ruy

1949 The Significance of the Couvade Among the Black Carib. *Man*: 49:64.

CONZEMIUS, Eduard

1928 Ethnographical Notes on the Black Carib (Garif). *American Anthropologist* 30.

1930 Sur les Garif ou Caraïbes noirs de l'Amérique centrale. *Anthropos* 25:859-77.

1935 Ethnographical Survey of the Miskito and Sumu Indians of Honduras and Nicaragua. *Bureau of American Ethnology Bulletin* 106.

DEBRASCH, Y.

1961 Le marronnage: essai sur la désertion de l'esclave antillais. *L'Année Sociologique* 3:1-102.

DUTERTRE, R.P. Jean-Baptiste

- 1667-71 Histoire générale des Antilles habitées par les François. Paris, Thomas Jolly.

FOSTER, George M.

- 1961 The Dyadic Contract: a model for the social structure of a Mexican peasant village. *American Anthropologist* 63.

LABAT, R.P. Jean-Baptiste

- 1742 Nouveau voyage aux Isles de l'Amérique. Paris, Théodore Legras. 2^e édition.

LUNARDI, Federico

- 1948 Honduras Maya: etnologia y arqueologia de Honduras. Tegucigalpa.

ROCHEFORT, César de

- 1665 Histoire naturelle et morale des Isles Antilles de l'Amérique. Rotterdam, Arnout Leers.

ROUSE, Irving

- 1948 The Carib. In *Handbook of South American Indians*, ed. by Julian Steward. Bureau of American Ethnology Bulletin 142:4.

TAYLOR, Douglas MacRae

- 1946 Kinship and Social Structure of the Island Carib. *Southwestern Journal of Anthropology* 2.
1951 The Black Carib of British Honduras. Viking Fund Publications in Anthropology 17.

YOUNG, Thomas

- 1842 Narrative of a Residence on the Mosquito Shore. London, Smith, Elder & Co.
-

Modernization, Value Identification, and Mental Health: a Cross-Cultural Study

BY NORMAN A. CHANCE — HSIEN RIN — HUNG-MING CHU

RÉSUMÉ

Cette étude des Esquimaux de l'Alaska et des Chinois de Taiwan semble démontrer que, dans les sociétés en voie de transformations rapides, la santé mentale dépend directement, et de la connaissance des schèmes culturels modernes, et d'un sentiment marqué d'identité culturelle.

INTRODUCTION

The aim of this paper is to present a cross-cultural study of the impact of value identification on mental health under conditions of rapid change. In an earlier investigation, one of the authors (Chance 1965), found that among the north Alaskan Eskimo the relation between modern western value identification and knowledge and understanding of western society was a significant factor in predicting the mental health of Eskimos undergoing rapid modernization.¹

Specifically, the study showed that those individuals who were found to have had relatively little contact with modern western society and yet strongly identified with that society, showed more symptoms of personality maladjustment than did those

¹ The data for the Eskimo study are drawn from a long-term project, Arctic Studies in Culture Change and Mental Health, supported in part by the Arctic Institute of North America, the U.S. Office of Naval Research and its affiliated Arctic Research Laboratory, and the National Institute of Mental Health, U.S. Public Health Service. In the early phases of the study, help was provided by the American Philosophical Society. Invaluable aid has also been given by the Arctic Research Laboratory, the Arctic Health Research Center of the U.S. Public Health Service and the Russell Sage Foundation.

Eskimos who had a greater amount of intercultural contact irrespective of whether they identified with western society or not. In other words, even where newly defined goals could be achieved (an important finding of the study), the stresses placed on those Eskimos whose western identification was greater than their understanding of western society, was such as to promote more symptoms of psychic distress than among a culturally comparable group whose modern knowledge enabled them to feel more secure in their identification. Furthermore, those individuals who had extensive modern knowledge but who still chose to identify with their traditional way of life showed fewer symptoms on the same scale of personality adjustment, suggesting that they had a realistic base for their decision. The present paper attempts to compare these findings with an entirely separate study of modernization and value identification among the Chinese in Taiwan.

In the Eskimo study, the hypothesis was tested by measurements using separate indices of western value identification and western contact. The personality adjustment scale was determined by use of a revised form of the Cornell Medical Index questionnaire (CMI). A detailed statement of the research design, methodological problems, and results is already available in published form and will therefore be given minimal attention here (cf. Chance 1960; 1962; 1965).

The two other authors of the present paper carried out a separate prevalence study of psychophysiological reactions of a rural and suburban population in Taiwan also using a revised version of the CMI.² Inhabitants of Musan village near Taipei

² The Taiwan study is one of a series of psychiatric epidemiological surveys which has been carried out by the staff of the Department of Neurology and Psychiatry, College of Medicine, National Taiwan University. The investigation of psychophysiological reactions in Musan in 1963-64 was supported by a grant from the U.S. Army Medical Research and Development Command. The whole text regarding this study will be published in a monograph entitled "Psychophysiological Reactions of a Rural and Suburban Population in Taiwan", by Hsien Rin, Hung-Ming Chu, and Tsung-yi Lin.

Each of the 136 questions on the revised CMI was tested comparing responses of neurotic patients and college students (Rin *et al.* 1961). In the Musan study, a part of this health questionnaire was further remodified on the basis of the previous pre-test. The health questionnaire was utilized for obtaining health information from the sample, so that the analysis of the responses as well as the detailed content of the questionnaire will not be presented here.

were selected as subjects, the investigators drawing an age-stratified random sample of 488 reflecting four subgroups of the same size in respect to sex and ethnic origin. Chinese society is strikingly different from that of the Eskimo in size, sub-ethnic composition, and complex culture. However, it was felt that the process of psychological adjustment to rapid modernization among the Eskimo might also apply to the Chinese and other cultures in westernizing sections and by attempting a cross-cultural comparison (given the sufficiently similar design of the two studies), further insight could be gained into the middleground between anthropology and psychiatry.³

CULTURAL PROFILES

Kaktovik

The Eskimo village of Kaktovik is located approximately 400 miles northeast of Fairbanks, Alaska, along the Arctic coast.⁴ It is a small community of a little over 100 residents and is one of the most geographically isolated Eskimo villages in all of Alaska. Living in small family clusters scattered along the northeast part of the Alaskan coast, these Eskimo had very little face-to-face contact with whites, except for infrequent meetings with missionaries, bush pilots, and nearby traders.

Before the late 1940's the basic economic pattern was one of hunting and fishing supplemented by some cash income derived from trapping. Families were composed of coexisting bilateral kin groups, flexible in their composition and not infrequently undergoing minor variations to fit individual needs. The emphasis placed on mutual cooperation and obligation in the sharing of food and labor was much more rigidly defined, however, both in intra- and inter-related family affairs. Furthermore, the Eskimo practice of extending kinship privileges to non-kin by means of

³ The analysis of the data and the writing of the present paper were carried out when one of the authors (H.R.) joined the staff of the Section of Transcultural Psychiatric Studies, McGill University, in 1964-65.

⁴ The following brief cultural description of the Kaktovik Eskimo is elaborated in other publications (Chance 1960; 1966); cf. also Chance and Trudeau 1963: 49-51.

formal partnerships frequently enabled other Eskimos in the area to become integrated into the existing cooperative system.

In 1953-54, when construction began on a nearby defense radar installation, the local Eskimo pattern of life underwent a dramatic change. The site was erected within a few hundred yards of the newly emerging village and all available Eskimo men were given employment opportunities at relatively high salaries. Since there were not enough local residents to fill the new positions, a number of families moved to the village from other Eskimo communities as far away as Barrow and Aklavik. While some were new-comers, quite a few of these new immigrants were actually returning to an area in which they had lived earlier and had many friends and relatives in the community. This influx of new residents was not large enough to seriously disrupt the close kin and friendship ties characteristic of most of the older community members.

During the period of construction, several Eskimos were given specialized training in semi-skilled occupations, and a few even achieved positions as union carpenters and mechanics. The fact that Eskimos were considered an asset by most construction and government personnel kept discrimination to a minimum.

Although problems of drinking and sexual misconduct occasionally arose, the government policy enabling Eskimos to set up their own restrictions concerning the admittance of whites to the village kept this potentially disruptive force under control. Those white men who made friends with the Eskimos and participated in their social and recreational life were welcomed by the community members, whereas those who were viewed as a potential threat to the village were discouraged. Any man, white or Eskimo, causing serious problems in the village or at the site, would be fired or sent to another installation.

Positive inter-ethnic relations were also furthered by the congruence of traditional Eskimo leadership traits and those required to articulate with whites. The Eskimo leaders' mental alertness, industriousness, generosity, cooperativeness, and ability to learn new technical skills were attributes also valued highly by whites, thereby enabling the local leaders to maintain their effectiveness and position of importance in both groups. At Kaktovik,

the two traditionally recognized leaders worked steadily as carpenters, machine operators, and labor foremen and also formed close ties with construction and government personnel in the area.

In 1957, major construction of the DEW line was completed. This did not result in a reduction of jobs, however, since extensive maintenance was still required. In recent years, approximately 75 per cent of the men in the village have been earning salaries of six hundred dollars a month. For most of these men this is a full-time relatively permanent occupation. Although unions ceased functioning at the close of construction, and the large majority of salaries no longer differentiate between occupational skills, members of all age groups over eighteen continue wage work in preference to their earlier pattern of hunting, trapping, and fishing.

Musan

The term Musan consists of two Chinese characters referring to the wood fence by which Chinese cultivators protected themselves from the attack of aborigines. The Musan district is an area with 29,000 acres of hills and a small plain located at a southeastern suburb of Taipei over the mountain range boundary. It consists of nine villages, only two of which are in the rice planting plain. The earliest known cultivation of this area was undertaken by a group of Chinese immigrants from Fukien in 1728. This caused territorial battles with Burishi tribal people for over a hundred years, resulting in the eventual extermination of those tribesmen.

In 1895, when Taiwan came under Japanese administration, Musan was a remote village with 140 households and 2,000 people. Transportation depended chiefly on the waterway along the Shintien River, and bamboo rafts were used from Musan up into the mountains. Replacement of the Shenkon temple in the early 1900's to a hill of this district contributed to the improvement of land transportation. With the discovery of coal and the marketing of tea, Musan grew steadily as a rural area. In 1945, the population numbered approximately 10,000, the inhabitants nearly all of Fukienese descent. Musan was well known to outsiders for its Shenkon temple, which, as a significant Buddhist center, attracted picnickers as well as devout worshippers. This,

in turn, stimulated greater retail trade. By the end of World War II, roughly 60 per cent of the population were engaged in agriculture.

The mass migration of Mainland Chinese to Taiwan took place in 1949-50. Over two million Chinese were distributed throughout the island resulting in major expansion of local facilities of all kinds and severe overcrowding, especially in the larger cities. During the years 1955-57, numerous government and military offices were relocated in suburban areas and small towns, including the district of Musan.

The changes in Musan since World War II have been dramatic. The population doubled between 1945 and 1960, due both to the influx of Mainland Chinese and to natural increase. Inter-marriage between Mainland Chinese and Taiwanese has become more frequent. The agricultural population decreased to 31 percent by 1960, a drop of 29 percent in ten years. Native and migrant Taiwanese households now engage in more trading and salaried employment. Although there has been a steady increase in standard of living, home improvement, and transportation facilities, the cultural traditions relating to family size, kinship, and religious life remain largely unchanged. Effective community leadership roles are held by local village representatives, physicians and teachers, many of whom come from three predominantly local clans — Chang, Kao, and Hwang. Despite the increased living standards, still higher economic aspirations cause many Taiwanese in the district to complain about their limited income. Furthermore, the production of rice has not been able to keep up with the enormously growing population. The continued growth in retail trade is largely due to the increased purchasing power of the newly arrived civil workers and Buddhist worshippers, since many younger Taiwanese workers seek their economic and social future in the cities.

Although a few hundred Mainland Chinese families moved to Musan before 1954, the major influx occurred between 1955-57. By 1963, approximately two-fifths of the district population was comprised of Mainlanders. The majority of these migrants are civil service workers and their families. Their educational and socio-economic status is generally higher than that of the local

Taiwanese and most families are composed of middle-aged persons and children. The younger adult group prefer to remain in the large cities.

About 15 percent of the Mainland Chinese in the Musan district are Christians, 30 percent non-believers, and the remainder are Buddhist. For the local Taiwanese, the religious pattern reflects a more traditional orientation; 51 percent are Buddhist (Buddhism and Taoism are indistinguishable in this area), and very few are Christians. Most of the few hundred Taiwanese women married to Mainlander men come from outside the Musan district.

METHOD

Mental Health Index

For the Eskimo study, a revised form of the CMI was used as an indicator of mental health. Ninety one percent of the Kaktovik residents over the age of 17 completed the questionnaire ($n=53$). Those not interviewed were temporarily absent on other jobs, hospitalized, or away for other reasons. A detailed statement of the methodological, conceptual and administrative problems faced in using this questionnaire among the Eskimo is contained in a separate publication (Chance 1962).

A broader method of sampling, data collection and diagnosis for the Taiwan study was undertaken as follows: an age-stratified random sample of 488 was drawn from the 3,748 inhabitants over 15 years of age in the village of Musan and Changchao, both in the Musan district. Four kinds of study form were designed: family card, social data sheet, health questionnaire, and psychiatric examination sheet. On the family card, detailed occupation and working place, income, history of social mobility, and social and religious activities were included. Managers of the civil administration section of the local government were asked to fill out the family card. These cards were then utilized for the age-stratified sampling and home visit.

The social data sheet consisted of the following major items: personal identification, length of residence in Musan, marital

status, use of language, religion, education, sibling rank, size of family, working status and kind of occupation, type of family, dwelling, residential environment, income, social class, water facilities, toilet system, management of household, recreation, neighbourhood, and change of economic and social status in the past five years. Each item was classified in detail and a checking method was applied. Criteria were described for each item.

The abridged and remodified form of the CMI health questionnaire particularly designed for this study consisted of 136 health questions with 14 additional attitude questions (Rin *et al.* 1961). Health questions were classified in nine physiological systems and seven kinds of emotional syndromes and used as a diagnostic aid.

Three civil managers, representatives of the local government assisted in the field survey. Household visits were made by a Taiwanese psychiatrist and two social workers as a team accompanied by a community leader. Health information and social data were obtained by the social workers through questionnaires, followed by psychiatric interviews and medical examinations by the psychiatrist. Two psychiatrists and seven social workers took part in this home visit work for four months.

The psychiatric examination sheet consisted of eight major items. Particular attention was given to the discussion of psychophysiological and mental symptoms in order that accurate complaints and symptoms of inhabitants could be assessed at the interview. Criteria for symptom manifestation and degree of symptom impairment were described in terms of episode, duration, frequency, intensity, psychogenesis and organicity of cause and nature. For each of these elements, criteria were established.⁵

⁵ Diagnoses of psychophysiological reactions similar to those used in the Department of Neurology and Psychiatry, National Taiwan University, were adopted in the present study. These are based on the Diagnostic and Statistical Manual: Mental Disorders, issued by the American Psychiatric Association, Committee of Nomenclature and Statistics in 1952. However, in order to define the psychiatric entity of these diseases among the community sample, and objective rating method of impairment for nine psychophysiological systems was established: musculoskeletal, gastrointestinal, cardiovascular, respiratory, genito-urinary, skin, sensory, endocrine and nerve systems. On the matter of criteria and detailed method of diagnosis, see the whole text referred to in Note 2.

To show the degree of total impairment of each physiological system, an a, b, c, and d rating method was applied. Finally, the highest impairment score was taken to indicate the total impairment of the individual. For this a I, II, III, and IV rank was given. Clinical diagnosis was independent of the degree of total symptom impairment, but a high correlation was obtained between the diagnostic standard and impairment of systems. Four categories of diagnosis, A, B, C, and D, were used to indicate: definitely sick, possibly sick, possibly not sick, and definitely not in a sick condition. Cross-validation and final diagnoses were made by the investigators after the home visits. For the prevalence study of the diseases, the individuals who showed I and II degrees of symptom impairment which matched A and B categories of diagnosis were considered as the psychiatric cases. In the present study, prevalence rates of psychological reactions are used to determine the degree of mental health. In the sample, 206 persons (42 percent) showed these reactions.

Modern Contact and Value Identification Indices

In order to measure the degree of modern contact and value identification, separate quantitative indices were developed in both studies. Indices used to determine the extent of Eskimo-white contact included the following: 1) amount of formal education, 2) knowledge of English, 3) residential mobility, 4) hospitalization, 5) salaried employment, 6) access to mass media, 7) National Guard or military service. Indices of contact used for the Chinese sample included: 1) education, 2) dwelling, 3) water system, 4) bathroom, 5) kitchen, 6) toilet, 7) household arrangement in modern style, 8) frequency of individual modern social and recreational activities, 9) contact with neighbours in terms of increase of knowledge, 10) social class.

Indices used to determine the extent of Eskimo western identification included: 1) participation in western-oriented (versus Eskimo) activities, 2) preference for western (versus Eskimo) foods, 3) preference for western clothing and hair styles (versus Eskimo). Indices used in the Chinese sample included: 1) religion, 2) language used in the family, 3) family structure, 4) traditional individual, social, and recreational activities, 5) tradi-

tional family members' social and recreational activities, 6) concept of illness.⁶

In both studies, three ranks — high, medium, and low — of modern contact and of value identification were established by dividing scores obtained from the two sets of indices (see Appendix A and B; Chance 1965). Then three comparative categories of contact and value identification ranks were made for the purpose of comparing the mental health ratings among the different categories, i.e. the rank of modern-life contact exceeds modern value identification (X), the contact rank equals identification rank (Y), and the contact rank is less than identification rank (Z).

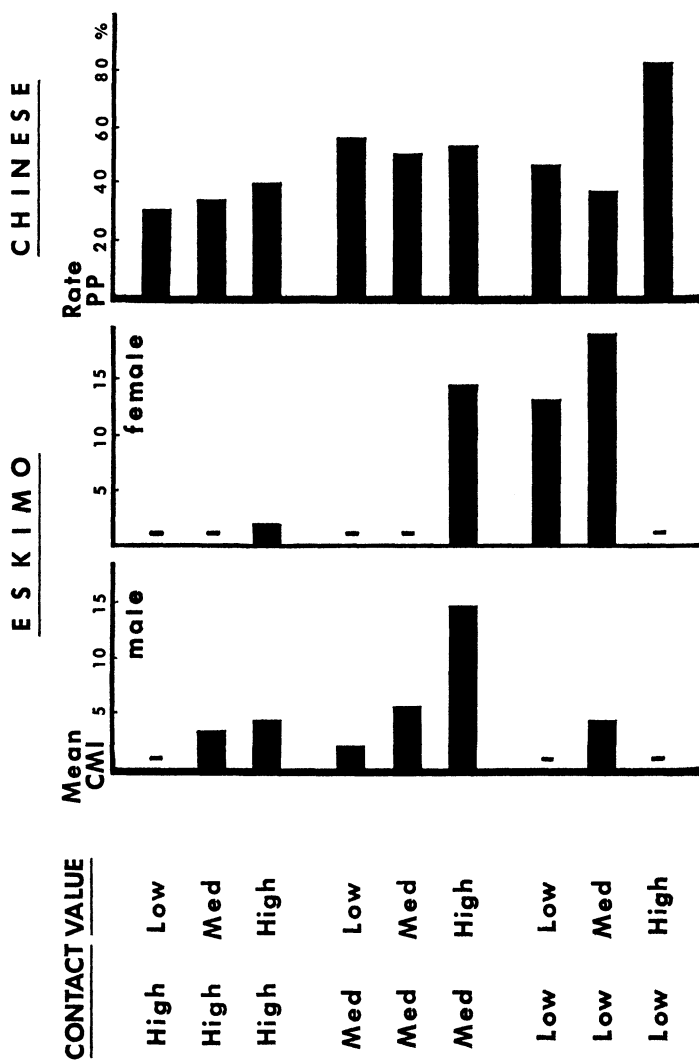
RESULTS

Figure 1 illustrates the nine combinations of contact and identification groups found in the Eskimo and Chinese samples. Figure 2 shows the correlation of mental health ratings for the three important equated contact-identified groups in both samples. Since different measures were used for both mental health and for contact-identification ranks, it is not permissible to compare the results directly, but it is permissible to compare the patterns which each exhibits. Also to be noted is the sex difference in scores for the Eskimo group and age difference in prevalence rates of psychophysiological reactions for the Chinese group.

⁶ Indices used in the Musan study are as follows: eleven items were included in the Modern-Life Contact Index. For social class, criteria and method of scoring were made independently. In a formula for measuring social class, there were five spheres: 1) highest education received by any one of the family members, 2) type of family occupation, 3) residential area, 4) quality of furniture, and 5) main source of income. A maximum of 25 points could be obtained by this method of scoring, and social class scores were transformed into index scores as shown in Appendix A.

Six items were included in the value identification index as shown in Appendix B. Mandarin was considered as the medium of modern communication in present-day Taiwan compared to dialects which would limit this communication. Practically all Taiwanese speak the Fukienese dialect at home, so that no measurement could be made by the language items of their value system. Most Mainlanders' households are composed of nuclear families, since few extended relations were able to migrate to Taiwan. For these reasons, the language item was applied only for Mainlanders and the family structure item was applied only for Taiwanese in measuring values. Five questions concerning concept of illness were primarily based on traditional Chinese thoughts and beliefs regarding general illness (Rin 1965:12).

FIGURE 1:
MENTAL HEALTH RATING FOR ALL
CONTACT-IDENTIFICATION GROUPS



Consideration of Figure 1 indicates that for the Eskimo men's medium western contact group and for the Chinese low contact group, the hypothesis is strongly supported. In most other instances, groups whose western contact rank is lower than their identification show more symptoms of mental ill health than do groups which show higher modern contact and less identification. Among Eskimo women with a low contact rank, the difference in emotional disturbance is in this direction postulated by the hypothesis. Similarly, for the Chinese whose contact is high rank, the difference of prevalence rates is in this same direction.

Figure 2 indicates that for Eskimo men the highest emotional scores are found in groups of category Z, less emotional disturbance among those groups falling into the category Y, and still lower scores for those in category X. For Eskimo women, the trend is again in the direction postulated. There is a general tendency in the Musan sample for the prevalence rate to follow a similar decrease from category Z to category Y. Among the older age group of Mainland Chinese, the difference or rates in the three categories is significant at the .02 level. The younger age groups of both Taiwanese and Mainlanders follows this general trend, but the older age group of Taiwanese shows a reversed trend, i.e. the rate decreased from X to Z.⁷

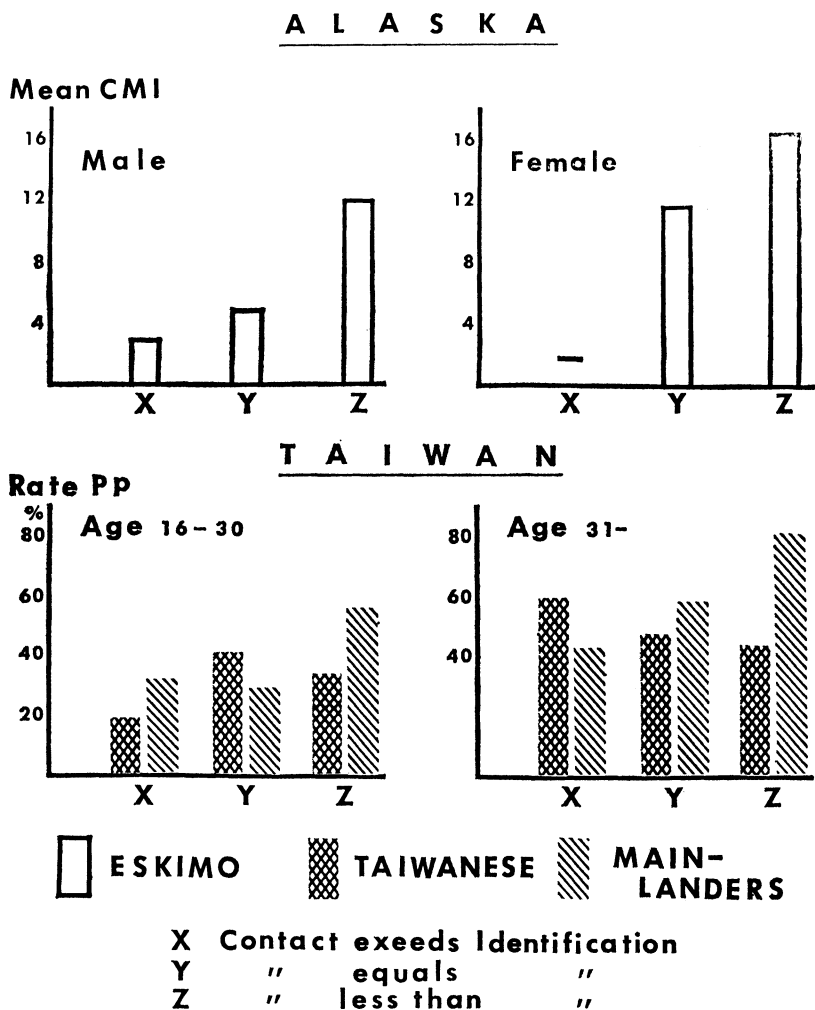
In both studies, an association exists between the extent of mental ill-health rating and the degree of modern identification when the latter is related to a lower modern-life contact rank.

DISCUSSION

Among the Eskimo, the findings suggest that the combination of lower contact and higher identification rank produces a situation conducive to emotional difficulties in the individual. This

⁷ Using similar rating and diagnostic methods, the authors found 62 psychoneurotics among the Musan sample. The majority of them (53 cases) showed similar psychophysiological reactions, so that the result obtained from this group resembled to a large extent that of the psychophysiological reactions group. The percentage of prevalence of psychoneuroses for the whole sample when broken down into categories X, Y, and Z were 11, 12, and 18, respectively. Again, the group whose modern value identification exceeded their modern contact showed the highest rate of psychoneuroses.

FIGURE 2: CORRELATION OF RATING FOR EQUATED CONTACT-IDENTIFICATION GROUPS



is especially striking since none of the demographic factors, such as age or education, delineated consistent differences in emotional disturbance (Chance 1965). Education is associated positively with both the contact and identification ranks, yet this association is not sufficiently defined to produce significant differences in emotional states among those Eskimo with different educational achievements. Among the Musan Chinese, greater modern-life contact alone is correlated with lower prevalence rates of psychophysiological reactions. Nevertheless, by analyzing the data along the dimension contained in the hypothesis, the combination of contact and identification rank is independent of the effect of socio-economic status, education, and sex.

It appears, therefore, that those Eskimos who have had considerable contact with western culture and still identify with their traditional Eskimo way of life have made their choice freely; they have had an opportunity to select one of two alternatives and consciously chose to continue their former mode of life. It is unlikely that such a free choice would encourage emotional disturbance, and the results of the Eskimo study support such a conclusion. Comparison of the mean emotional disturbance scores of all the groups of the Eskimo sample shows that the lowest scores are associated with the groups in which contact rank is higher than identification rank. While the difference in scores between men's groups is not always statistically significant, the direction of the results does support the hypothesis.

Because the Mainland Chinese have undergone a difficult and forced migration, it is not unreasonable to suggest that they were more socially disturbed than the native Taiwanese. Lack of preparation for migration accompanied by an economic hazard on the part of the Mainland Chinese created great stress and heightened rates of mental disorders⁸. As Soddy (1961:183) states: "When value identity is rigid it is hazardous to remove a center of values, as has often been seen in the process of urbanization of Africans and others; loss of the support of older identifications

⁸ Higher occurrence of psychophysiological reactions, psychoneuroses, and paranoid reactions was found among the Mainland Chinese as compared with Taiwanese during and after the period of migration in Taipei (Tsuang and Rin 1961; Rin *et al.* 1958).

will often result in a very great increase in anxiety and insecurity." Many Mainlanders have come to identify strongly with western values as illustrated by such things as a greater number of conversions to Christianity while still maintaining a core of their traditional values. With such co-existing value orientations, persons whose modern value identification or striving for western identity greatly exceeds their amount of contact and knowledge of modern-life show higher rates of psychophysiological reactions than do persons whose knowledge of modern-life exceeds their striving for modern value identification. It is suggested that socio-cultural conflict is most pronounced in decision-making as it relates to the process of achieving new goals, where traditional value identity is rigid but many core values are removed, and furthermore, that such removal is relatively less hazardous to the younger group whose value identity is more flexible.

For the Taiwanese group two comments should be made. Because they are less socially disturbed than the Mainlanders, their identification with modern values involves a different quality as compared with that of the Mainlanders who have undergone rapid sociocultural change through migration. Second, the younger age group of Taiwanese have come to identify more strongly with the value orientations of the Mainlanders, and in so doing they show a similar trend in the characteristics of value identification and modern-life contact.

CONCLUSION

The Eskimo and Chinese populations studied are strikingly different in size and cultural composition. The two studies used somewhat different indices of mental health, survey techniques, measures of value identification, and modern-life contact. The research was undertaken independently by investigators from different disciplines in separate areas, drawing primarily on independent sources. Nevertheless, the results of each study strongly support the findings of the other.

Despite the great potentiality of current social and cultural studies, the consensus of opinion concerning difficulties in cross-cultural mental health research is that: 1) researchers in the

contrasting cultures often fail to agree on diagnostic criteria; 2) instruments for the detection of cases are poorly calibrated, and sampling procedures, intensity of investigation, and method of computation of data do not correspond; 3) there is reluctance or inability on the part of the population to divulge information, especially in primitive societies, and difficulties in communication, if interviews have to be carried out through interpreters, constitute a serious handicap; 4) even if detected by precise incidence or prevalence rates of mental disorders in epidemiological surveys, these findings often do not tell us the probable patterns and relationships between socio-cultural and psychiatric variables; 5) when epidemiologists deal with minor psychiatric symptoms in cross-cultural studies, they are unable to define the boundary of normality and abnormality in various cultures, the borderline and atypical types of mental disorders, and psychophysiological symptoms which are masked by hardship of life and physical ill-health of the inhabitants; and 6) although national hospitalization statistics and their extension to international comparison represent real differences in rates, they are largely limited to developed nations.

Given the problems listed above, psychiatrists, anthropologists and others engaged in cross-cultural mental health research assume that standardization of diagnostic criteria and survey techniques are an essential prerequisite for international comparative epidemiological surveys. Efforts to achieve such a standardization have been increasing steadily in recent years. Without intending to discourage these important efforts, the authors nevertheless suggest that consensus can be obtained in cross-cultural studies of the relationship between value identification and mental health in rapidly changing societies even when the conceptual and methodological approaches differ. It can be argued that similar findings stemming from differently oriented studies give added support to our hypothesis. In either instance, we suggest that in rapidly changing societies, adequate knowledge of modern patterns of life together with a strong sense of one's own cultural identity provide in people a psychic and cultural integration which promotes mental health. In contrast, individuals whose strong modern identification is not matched by sufficient knowledge of modern social life show a significantly higher risk of psychic

stress and corresponding symptom rate. In essence, it appears that the removal of the center of one's own personal value system is a highly significant hazard to people undergoing rapid social and cultural change.

APPENDIX A

Modern-Life Contact Index

A. Education:*

College (3), Senior and junior high school (2), Primary school (up to sixth grade) (1), Illiterate (0).

B. Dwelling:

Private house or apartment (1), Shared house (0).

C. Water system:

From public system (1), Use well or river (0).

D. Bath room:

Private bath room (1) Non-private or no bath room (0).

E. Kitchen:

Private kitchen (1), Non-private or no kitchen (0).

F. Toilet:

Private toilet inside the house (1), Toilet outside the house or non-private (0).

G. Household arrangement in modern style:

Excellent or good (2), Average (1), Poor or very poor (0).

H. Frequency of individual modern social and recreational activities:

Frequent (2), Average (1), Few or none (0).

I. Frequency of family modern social and recreational activities:

Same as H.

J. Contact with neighbours in terms of increase in knowledge:

Frequent (2), Average (1), Little or none (0).

K. Social class:

Social class scores were separately obtained from five factors giving a maximum of 25 points. These scores are transformed into this index as follows:

* Score in bracket.

Social class score	Index score
24 - 25	(10)
22 - 23	(9)
20 - 21	(8)
18 - 19	(7)
16 - 17	(6)
14 - 15	(5)
12 - 13	(4)
10 - 11	(3)
8 - 9	(2)
6 - 7	(1)
5	(0)

Total Score	Modern-Life Contact Rank
15 - 26	High
12 - 14	Medium
0 - 11	Low

APPENDIX B

Modern Value Identification Index

A. Religion:*

Catholic or Protestant (3), Non-believer (2), Buddhism, Taoism or Moslem (1), Indigenous, indistinguishable Buddhism-Taoism (0).

B. Language used in family:

Mandarin (2), Chinese dialects (0).

C. Family structure:

Single household or nuclear family (2), Modified extended family (two generations with few relatives) (1), Extended family (0).

D. Individual social and recreational activities:

All kinds of modern activities such as sports, movies, parties, picnics, western music, etc. (2), No activity (1), Traditional worship, mahjong, Chinese chess, local drama or opera, etc. (0).

E. Family members' social and recreational activities:

Same as D.

* Score in bracket.

- F. Concept of illness: there are five questions concerning the concept of illness.
- Do you think that all kinds of disease are caused by organic changes inside the body?
 - Do you think that many diseases are caused by *Huo-chi* (fire) or *shenn-kuei* (vital defect)?
 - Do you think that many diseases are caused by deficiency in or weakness of something inside the body?
 - Do you think that Chinese doctors' therapies and herb medicines are effective?
 - Do you think that sick persons should not eat stimulating foods (hot and cold elements)?

Give one point score for each negative answer.

Total Score	Modern Value Identification Rank
14 - 10	High
9 - 7	Medium
6 - 0	Low

McGill University
National Taiwan University

REFERENCES

CHANCE, N.A.

- 1960 Culture Change and Integration: an Eskimo example. *American Anthropologist* 62:1028-1044.
- 1962 Conceptual and Methodological Problems in Cross-cultural Health Research. *American Journal of Public Health* 52:410-417.
- 1965 Acculturation, Self-identification, and Personality Adjustment. *American Anthropologist* 67:372-393.
- 1966 The Eskimo of North Alaska. New York, Holt, Rinehart and Winston.

CHANCE, N.A. and J. TRUDEAU

- 1963 Social Organization, Acculturation, and Integration Among the Eskimo and the Cree: a comparative study. *Anthropologica* 5:47-56.

RIN, H., CC. Hsu, and S.L. Liu

- 1958 The Characteristics of Paranoid Reaction in Present Day Taiwan. *Memoirs of the Faculty of Medicine, National Taiwan University* 5:1-15.

SHIH, L.Y., H.S. LEE, and Y.H. Ko

- 1961 A Comparative Study of Psychiatric Symptoms Manifested by Neurotic Patients and College Students. *Acta Psychologica Taiwanica* 3:57-72.

- 1965 A Study of the Aetiology of Koro in Respect to the Chinese Concept of Illness. *International Journal of Social Psychiatry* 11:7-13.

SODDY, K.

- 1961 *Cross-cultural Studies in Mental Health: identity mental health and value systems.* London.

TSIANG, M.T., and H. RIN

- 1961 An Evaluation of Social and Migration Factors Among Psychiatric Out-patients in the University Hospital. *Journal of Formosan Medical Association* 60:30-36.
-

Tenure foncière et valeurs socio-culturelles dans un groupe africain

PAR ALBERT DOUTRELOUX

SUMMARY

Some aspects of land tenure among the Yombe have always been the cause of insoluble problems. The difficulty seems to lie in the false interpretation given by administrators or other Europeans to the particular character of the Yombe's customs relating to land tenure. Indeed, land tenure has generally been analyzed in terms of rights familiar to Europeans. But among the Yombe, land is first of all a material support for religious and socio-political values, and only secondarily a property or a means of production. The real value of land in Yombe culture is mythical and correlated to other religious and social values.

Le matériel de cet article a été recueilli chez les Yombe, groupe appartenant à l'ethnie Kongo dont le territoire se développe sur quelques 400 milles le long de la côte atlantique de l'Afrique, de part et d'autre du bas Congo¹. L'aire yombe elle-même est constituée par une zone de forêt, à relief très accidenté, bien arrosée et fertile, entre le Congo au sud, la Tombe, affluent du Congo, à l'est, les savanes du Kakongo à l'ouest, le Lwangu au nord².

Chez les Yombe les litiges à caractère foncier avaient pris sous le régime colonial des proportions telles que, sans être spécifiques de la seule société yombe, ils avaient cependant fini par

¹ Cf. A. DOUTRELOUX, *Introduction à la culture Kongo*, Tervuren, Annales du Musée Royal de l'Afrique Centrale, N° 46, 1963. *L'ombre des Fétiches, étude socio-culturelle des Yombe*, Québec, Presses de l'Université de Laval, 1966.

² En fait l'aire yombe s'étend au delà du Lwangu mais il ne s'agit ici que des Yombe de la République Démocratique du Congo (Léopoldville).

caractériser cette société aux yeux de l'Administration, à ceux de la plupart des observateurs et finalement à ceux des Yombe eux-mêmes. Ni les efforts soutenus des tribunaux locaux, ni les importants moyens mis en œuvre par un organisme spécial, la Commission Foncière du Gouvernement Général, n'ont permis d'esquisser seulement la solution de la *Question foncière*. Depuis 1960 et l'indépendance, ces litiges continuent de tenir la vedette dans la vie publique yombe et à tenir en haleine la nouvelle administration congolaise. Aussi bien la véritable nature de ces *affaires de terre*, *Mambu ma Ntoto*, n'a-t-elle jamais été clairement définie. Presqu'inévitablement, en effet, l'Administration coloniale a perçu ces phénomènes dans l'optique d'un droit foncier occidental et a transformé ces litiges en querelles de bornage et les problèmes posés en problèmes de cadastre et de titres de propriété. En réalité le caractère foncier des conflits qui opposent sans cesse entre eux les groupes yombe n'est sans doute pas accidentel mais il implique bien autre chose que des questions de bornage et de propriété.

L'ensemble du territoire yombe est morcellé actuellement en une quantité de petits domaines, *Tsi*, occupés par des groupes restreints autonomes. Ces *Tsi* peuvent présenter des superficies fort variables, les plus grandes n'excédant guère 40 miles carrés et d'autres pouvant se réduire à l'espace nécessaire à quelques champs vivriers. Certains domaines comptent une douzaine de villages, d'autres un simple hameau. Ce morcellement extrême est l'aboutissement d'un long processus qui commence avec l'occupation du Mayombe par les populations actuellement en place. Comme trace de cette réduction graduelle et de la multiplication corrélative des domaines yombe on voit encore les domaines actuels se rattacher à des sortes de *Grandes Terres*, plusieurs de celles-ci former des *Régions*, parties elles-mêmes d'entités plus vastes, tel ce *Royaume de Vungu* — d'où est issu le Royaume de Congo — qui aux XIII^e-XIV^e siècles comprenait pratiquement toute la moitié méridionale du Mayombe. Même lorsque les noms de ces entités foncières plus larges sont encore utilisés, il n'y a plus là que tradition, une tradition souvent obscure. Ainsi au cours des siècles, au gré de la segmentation continue des groupes et de l'intégration de nouveaux venus, les *Tsi* voyaient leurs contours constamment modifiés, changeaient de possesseurs, perdaient leur

nom qui parfois passait à d'autres terres, se morcellaient finalement jusqu'à l'émiettement actuel.

Chaque domaine a des limites appelées *Ndilu a Ngolo*, *limite de force*, ou mieux encore *Ndilu a Luzitu*, *limite d'honneur*. Ces limites sont matérialisées par des repères naturels variés, arbres caractéristiques d'essences diverses, rochers, sources, cours d'eau ou section de cours d'eau, ravins, etc. Ces repères sont rarement tels qu'ils excluent toute équivoque. Entre eux souvent les tracés peuvent demeurer hypothétiques, contestables et contestés. En réalité, une limite n'est effectivement précisée que lorsqu'un fait concret y oblige les parties intéressées, droits sur une bête abattue, sur un groupe de palmiers bons à exploiter, sur une section de cours d'eau poissonneuse, plus récemment, droits sur des arbres exploitables, sur un terrain propre aux plantations de rapport. A ce moment d'autres limites peuvent être instituées à l'intérieur même du domaine pour éviter que l'utilisation effective de telles ou telles parties de la terre n'amène des conflits entre membres du groupe occupant, par exemple pour les champs vivriers, les plantations individuelles, tel type de cueillette. On retrouve simplement ici une situation classique, chez les Yombe et les Kongo comme ailleurs³.

Les limites des *Tsi*, et par leur nature même et en fonction de la dynamique traditionnelle des groupes yombe, sont toujours flottantes, remaniables et remaniées. Les litiges pensés dès lors en terme de limites sont pratiquement insolubles. Les Yombe en étaient très conscients qui demandaient — lors des enquêtes gouvernementales, juste avant l'indépendance — la pose entre les domaines par l'Administration de *sima* — pour bornes en *ciment*. Cette mesure au reste n'aurait très probablement rien résolu, le vrai problème étant ailleurs, et était de toute manière inapplicable sinon par une décision purement arbitraire d'un pouvoir ayant la force coercitive nécessaire.

Néanmoins, sous le régime colonial, la question des limites prenait une très grande importance dans les procédures concernant

³ Cf. Serge WICKERS, *Contribution à la connaissance du droit privé des Bakongo*, Bordeaux, E. Taffard, 1954, pp. 190-191; T. OLAWALE ELIAS, *The Nature of African Customary Law*, Manchester University Press, 1962, 2d edit., p. 173.

les litiges fonciers. De nouveaux facteurs de confusions interviennent pour accentuer encore les imprécisions traditionnelles.

Certains Administrateurs, avec plus de zèle que d'esprit critique, ont tenté d'établir un véritable cadastre des terres yombe. Faute de témoignages valables comme de critères effectifs, ces tentatives ne pouvaient que durcir et alimenter encore les litiges qu'on tentait ainsi de prévenir.

D'autre part, l'Administration devait, forcément, organiser le territoire et superposer finalement ses propres divisions territoriales à celles des Yombe sans pouvoir, dans la plupart des cas, tenir compte de ces dernières. Aussi un certain nombre de *Tsi* se trouvèrent alors divisées administrativement et relevèrent en même temps de deux secteurs administratifs différents.

Ceci implique aussi l'imposition d'un nouveau *leadership*, non pas tellement celui des cadres européens que celui des auxiliaires yombe de l'Administration coloniale. Au début de la colonisation, au Mayombe comme ailleurs, les chefs s'interdirent ou se virent interdire de traiter avec le Blanc. Des hommes sans importance, serfs, étrangers, leur furent substitués. Cependant ces derniers formés et soutenus par le colonisateur remplacèrent effectivement ceux auxquels ils devaient seulement servir de paravent. Les chefs traditionnels réagirent mais sans pouvoir reprendre jamais entièrement la place qu'ils avaient abandonnée. En outre, sauf exceptions, ils étaient fatalement inaptes à entrer dans le nouveau système d'administration qui s'instaurait. Enfin, avec la disparition des cultes qui fondaient leur autorité, ils perdaient rapidement leur prestige tandis qu'en même temps la majeure partie de leurs jeunes gens et de leurs jeunes hommes échappaient à leur contrôle et quittaient le village.

La transmission des traditions était ainsi gravement compromise. A la veille de l'indépendance, lorsque les Yombe, y compris les jeunes, se reprirent de passion pour leur tradition, ils ne trouvèrent plus guère de témoins autorisés ou simplement disposés à parler. Aussi bien les chefs en transmettant jadis les traditions du groupe ne livraient-ils que leur politique du moment.

Deux derniers facteurs enfin jouent concurremment pour aggraver les litiges fonciers, la cession de terres aux colons ou aux

sociétés commerciales et les possibilités de profits importants que l'économie nouvelle confère aux domaines.

Le premier de ces facteurs a eu une influence limitée au Mayombe en dehors d'une zone étroite axée sur le chemin de fer et la route Boma - Tshela⁴. Dans la plupart des cas les concessions coloniales ne compromettaient pas les conditions *matérielles* de vie des groupes en cause. Les domaines étaient et sont encore rarement exploités réellement dans leur entièreté. En même temps, on l'a dit, ils se vidaient d'une bonne partie de leur population et surtout, précisément, dans la zone la plus touchée par les concessions coloniales. Mais il y avait un malentendu fatal entre ceux qui se pensaient *acheteurs* puis *propriétaires* des concessions et les premiers possesseurs de celles-ci pour qui la cession d'une terre se référait à des modèles évidemment inconnus et incompréhensibles pour le Blanc. Ensuite la colonisation faisait jouer d'elle-même le second et le plus important des facteurs d'aggravation des litiges fonciers.

En effet, les Yombe découvraient des utilisations nouvelles, bien plus intensives, bien plus profitables dans la nouvelle économie, de leurs terres, plantations de rapport diverses, exploitation plus intensive et systématique du palmier à huile, exploitation du bois lui-même. En fait, ceci revenait à multiplier hors de toutes proportions connues jusqu'à ce moment les utilisations effectives du patrimoine foncier et les rivalités qui s'ensuivaient.

Les faits énoncés ci-dessus pouvaient aggraver et compliquer les litiges fonciers, ils ne constituaient pas pourtant les causes suffisantes de ceux-ci. D'une part seuls certains de ces facteurs intervenaient dans les querelles concrètes, d'autre part nombre de litiges amenés encore devant les tribunaux avant et après l'indépendance remontaient soit aux origines de la colonisation — à en juger d'après les dossiers judiciaires, — soit à des époques bien antérieures encore⁵.

Pour mieux percevoir l'idée des Yombe eux-mêmes sur la possession d'une terre, il suffit de voir comment ils présentent leurs

⁴ Cf. Guy MALENGREAU, *Le régime foncier dans la société indigène. Le Bas-Congo*, Congo, 1939, XX, 1, pp. 1-48, (pour le Mayombe, pp. 39-44).

⁵ Le dernier litige dont nous ayons eu connaissance, sur place, en 1964 remontait à plus d'un siècle sans aucun doute possible.

querelles. Dans les palabres au village mais aussi devant les tribunaux, les plaideurs usent toujours des mêmes arguments. On commence par des généalogies, puis des listes de chefs. Les pièces à conviction sont exhumées des *trésors* du groupe: ce sont essentiellement des *fétiches* et d'autres instruments magiques ou sacrés du pouvoir traditionnel. On parlera ensuite de la terre elle-même pour arguer d'emplacements d'anciens villages, *Belo*, et mieux encore de l'existence de vieux cimetières consacrés de chefs investis, *Bidila*. Enfin on évoquera les repères qui esquisser les limites des domaines.

En fait la procédure se réfère invariablement à un type de relations sociales, à un type de pouvoir et à des valeurs magico-religieuses.

Les titres à la possession ou à la simple occupation d'une terre précisent en partie ce qui précède.

Les trois premiers instaurent une sorte de hiérarchie entre les possesseurs de terre beaucoup plus que des distinctions entre des modes de la possession même.

Le statut le plus élevé est celui de *premier occupant*, réel ou, le plus souvent, mythique. L'appropriation d'une terre réputée *vacante, découverte* par un chef et son groupe fonde un type spécifique de *Tsi* appelée *Nkwangila*.

Le statut le plus fréquent cependant est celui de *Mwana*, de *Fils*, auquel son *Père, Tata*, possesseur d'une terre, accorde une portion de celle-ci en pleine possession. A ce moment le donateur prend titre et statut de *Père* vis-à-vis du donataire. Ce dernier ne lui doit qu'une légère et plutôt symbolique indemnité, *Mpaku za Ntoto*, vin de palme, noix de cola, nattes ou couvertures, etc.

Assimilé souvent au *Mwana*, le simple *Mbyazi* s'en distingue pourtant par l'absence de relation de parenté *Père-Fils* préalable à la cession de la terre. C'est un *étranger* qui obtient une terre contre une indemnité beaucoup plus importante cette fois car s'ajoute aux autres prestations la livraison d'un certain nombre de serfs. L'accord conclu, le *Mbyazi* jouit lui aussi de la pleine possession de sa terre.

Mwana et *Mbyazi* jouissent sur leur domaine des droits et pouvoirs qu'exerce sur le sien le donateur lui-même. Ils peuvent à

leur tour céder une partie de leur *Tsi* à leurs propres *Mwana* ou *Mbyazi* vis-à-vis desquels ils deviennent eux aussi *Tata*⁶. Ces terres ainsi concédées ne peuvent être reprises par le premier possesseur. Enfin, par la suite, rien n'est exigé du *Fils* ou du *Mbyazi* qui ressemblerait à un tribut ou une indemnité réguliers. Les cadeaux que feront à leur *Père Fils* et *Mbyazi*, par courtoisie et respect, concerneront le *Père*, non le donateur de terre.

D'autres modes d'occupation s'opposent à ceux-ci en ce sens qu'ils ne confèrent aux occupants aucun titre définitif à posséder la terre, aucun droit sur cette terre sinon celui d'y vivre et d'en vivre, sans plus.

Un *Grand-Père*, père du père ou père de la mère, peut accorder à un *Petit-Fils*, *Ntekolo*, l'autorisation de résider sur une partie de son domaine. A la mort du *Yaya*, cependant, les successeurs de ce dernier ont le droit de refouler les *Ntekolo* du défunt hors du domaine. Les faveurs du *Grand-Père* envers le *Petit-Fils* sont ici une expression particulière de l'affection et de la familiarité qui règnent entre générations alternées.

Une parenté par alliance peut donner des avantages analogues.

Un homme peut demander asile sur la terre de l'oncle maternel de sa femme. Après sa mort, tandis que ses propres enfants sont en quelque sorte chez eux sur le domaine de leur grand-oncle maternel, ses neveux utérins sont simplement tolérés et peuvent être refoulés de la *Tsi*. Il est arrivé cependant que ces derniers obtiennent des *Fils* leur propre *Tsi*.

Si un homme demande asile au père de sa femme, après sa mort, fils et neveux, considérés comme les *Petits-Fils*, *Ntekolo*, du beau-père, jouissent du statut normal de ces derniers et de la même situation précaire en ce qui concerne la terre. Cette situation est normalement plus précaire encore pour les enfants du beau-fils que pour ses neveux, à l'inverse du cas précédent.

⁶ Il est même arrivé qu'un *Mwana* accorde à son tour une terre à son *Tata* dépossédé par ruse ou violence de son propre domaine.

Enfin des groupes tout à fait marginaux, serfs, étrangers, peuvent être tolérés sur une terre ou une partie de terre laissée momentanément vacante par ses possesseurs. On leur donne le titre de *Nsungi*, *Sentinelles* gardant la terre pour les véritables possesseurs. Leur situation est la plus précaire de toutes et pourtant, en pratique, il faudra un prétexte sérieux, en général une accusation de sorcellerie, pour les déloger de la terre qu'ils occupent. A fortiori, du reste, pour les *Petits-Fils* ou les descendants de *Beaux-Fils*.

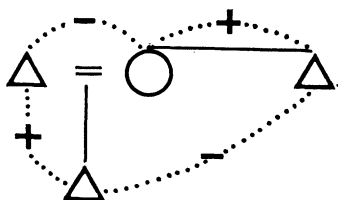
Mis à part le cas des *Nsungi*, des *Sentinelles*, et celui des *Mbyazi*, la possession ou la simple occupation d'une *Tsi* se réfère directement au système de parenté. Elle-même, cependant, cette référence est ambiguë et ne suffit pas à fonder la pleine possession d'une terre par un *Fils*, pas plus qu'elle n'explique la situation précaire d'un *Petit-Fils* à ce même point de vue. Et ce n'est pas la différence de *degré de proximité*, père - fils, grand-père - petit-fils, beau-père - gendre, qui explique la différence des relations à une terre donnée.

Sans doute, et plus objectivement, a-t-on affaire avec les *Grands-Pères* et les *Petits-Fils* à des générations alternées. Dès lors la relation donateur - donataire, dans la cession d'une terre, disparaît ou se modifie radicalement lorsque disparaît la génération supérieure, d'où la précarité de la situation foncière des *Petits-Fils*.

Mais cette explication, quoiqu'il y paraisse, devrait alors jouer dans un très grand nombre de cas à propos de la relation *Père-Fils*. En vertu du mariage préférentiel, voire obligatoire, avec la cousine ou la petite-cousine croisée patrilatérale pratiqué par les Yombe, la relation *Père-Fils*, en effet, s'inverse à chaque génération. Elle ne peut fonder à ce moment la pleine et stable possession par un *Fils* d'une terre cédée par un *Père*.

En réalité, la simple relation de parenté, qui ne joue qu'entre individus et leurs groupes de *siblings* respectifs, ne peut fonder la cession et la possession stables et complètes d'une terre si cette relation n'est reprise et amplifiée à un autre niveau par une relation plus proprement *politique*. C'est précisément le cas de la relation *Père-Fils*.

Celle-ci peut s'expliquer par un modèle simple⁷:



Le système matrilineaire faisant du neveu utérin le successeur présomptif de l'oncle, une rivalité, latente ou ouverte, s'établit entre eux, exprimée fréquemment en termes de sorcellerie et de contre-sorcellerie aussi bien qu'en diverses menées agressives. Une véritable solidarité n'apparaît entre eux que *contre* un tiers, c'est encore une solidarité en quelque sorte négative.

Tout à fait positive, par contre, est la solidarité qui existe au niveau du groupe de *siblings* entre un homme et la sœur qui le suit ou le précède le plus près dans l'ordre des naissances. Ces frère et sœur associés constituent le *Difuta*, matrilignage minimal, auquel se joignent par la suite les enfants non adultes de la sœur⁸.

Le projet de tout homme est de constituer avec son *Difuta* son propre matrilignage, sous sa propre responsabilité et à son seul avantage. Son allié naturel en cette entreprise est son père. Effectivement, la familiarité et la confiance marquent toujours les relations père-fils qui échappent normalement, par exemple, aux entreprises de la sorcellerie. Cette autre solidarité positive équilibre d'une certaine manière l'inconvénient pour un homme de procréer toujours pour un groupe autre que le sien et de se sentir, par ailleurs, menacé par ses neveux utérins à l'intérieur de son propre groupe⁹.

⁷ C. LEVI-STRAUSS, *Anthropologie Structurale*, Paris, Plon, 1958, pp. 49-62.

⁸ Inversément, et secondairement ici, les relations mari-femme sont distantes et chargées de suspensions magiques ou autres.

⁹ Au reste lorsqu'un neveu succède à son oncle maternel sera-ce toujours avec l'accord et sous la protection et le contrôle des Fils. Plus tard, ce seront les Fils qui intercéderont auprès de l'Ancêtre en faveur des descendants matrilineaires. Cf. A. DOUTRELOUX, *L'ombre des fétiches*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1966, chap. 3, 4, 5.

Pour constituer son propre groupe autonome, un homme doit se situer, et les siens avec lui, et matériellement et politiquement. Il lui faut une terre et une autorité légitime sur cette terre en même temps que sur son groupe. C'est le père qui accordera le plus aisément la terre et la consécration rituelle du pouvoir.

Terre et pouvoir apparaissent ici étroitement liés.

Les indemnités, *Mpaku za Ntoto*, que *Mwana* ou *Mbyazi* doivent à leur *Tata* pour la terre qu'il leur cède ne sont qu'un élément très secondaire en pareille affaire auprès de la nécessité où ils sont d'obtenir du Père la consécration rituelle de leur pouvoir sur cette terre et leur groupe. C'est finalement cette consécration du pouvoir qui fonde la possession stable et entière de la terre requise.

C'est cette même consécration qui crée entre donateur et donataire une parenté sociologique suffisante pour que le simple *Mbyazi* soit assimilé au véritable *Mwana*. Au reste *Mbyazi* désigne précisément celui qui reçoit d'un autre le pouvoir de droit sacré et en ce sens le terme s'applique aussi bien au *Fils* qu'à un étranger.

Si le *Mpaku za Ntoto* n'a pas été intégralement acquitté, des querelles s'ensuivent mais la possession de la terre ne peut pratiquement être remise en question dès lors que le *Tata* a accordé au *Mwana* ou au *Mbyazi* l'investiture sacrée.

Ce qui distingue alors le possesseur d'un *Nkwangila* est beaucoup moins le fait de s'être approprié une terre vierge, ou censée telle dans la tradition, que le fait de n'avoir reçu son pouvoir de personne. Les deux faits sont évidemment corrélatifs mais le premier est comme une expression traditionnelle privilégiée du second.

Aucune consécration de pouvoir, par contre, n'a lieu dans le cas des *Petits-Fils* et encore moins dans celui des *Sentinelles*.

La nouvelle relation *Père-Fils* qui s'instaure ainsi vaut pour les deux groupes intéressés sans considération de génération et ne se limite plus aux groupes de *siblings*. Un homme peut être alors à la fois *Père* et *Fils* d'un autre, le premier descendant matrilineai-

rement de l'Ancêtre qui a accordé une terre à l'Ancêtre du second mais étant issu, d'autre part, directement du second ou d'un *sibling* de celui-ci. Dans la vie socio-politique la première relation prime la seconde jusqu'à ce que le fils décide et obtienne d'élargir la simple relation de parenté qui le lie à son propre père ou à un *sibling* de celui-ci en une relation politique qui le constituera lui en chef de groupe sur son domaine.

La corrélation extrêmement étroite existant entre terre et pouvoir se fonde sur et/ou s'exprime en un système de croyances spécifiques, le culte des Esprits chtoniens.

Les traditions les plus anciennes confirment ce fait.

Conquérant victorieux ou *Découvreur* de terre, un chef ne peut exercer sur son nouveau domaine et sur son groupe de pouvoir légitime et efficace que si ce pouvoir et la personne même du chef sont approuvés et consacrés par les puissances surnaturelles qui hantent la *Tsi*¹⁰. Les groupes Bantu qui commencèrent l'occupation du Mayombe remontaient d'abord les rivières, voies naturelles de pénétration dans la grande forêt, jusqu'à leur source où était censé résider l'Esprit tutélaire de la région découverte. On enterrait près de cette source un *fétiche* pour sceller l'alliance avec cet Esprit ou ces Esprits et leur faire hommage. Ensuite seulement les divers lignages du groupes se répartissaient et occupaient en paix les terres. Aussi toutes les *Grandes Terres* dont le souvenir demeure encore avec les noms en maintes régions ont-elles leur foyer, en quelque sorte, à la source d'une rivière. De grands initiés plus tard devinrent les ministres des Esprits chtoniens et furent chargés de découvrir sur toute nouvelle terre l'Esprit qui y régnait avant d'investir au nom de cet Esprit le chef de cette terre qui avait pouvoir d'investir à son tour d'autres chefs, avec les prêtres des Esprits, et ainsi de suite. Cette émanation progressive du

¹⁰ Ainsi la conquête victorieuse de Lukeni, le fondateur du *Royaume* de Congo, dans l'actuel Angola, ne lui servit de rien tant qu'il n'eut pas reçu, rapportent les traditions, la consécration de son dominium sur la terre des mains de Nsaku, le prêtre des Esprits de cette terre. J. CUVELIER, *L'Ancien Royaume de Congo*, Bruxelles, Desclée De Brouwer, 1946, pp. 15-16 et 252.

Au XVII^e siècle, les envahisseurs Nsundi durent s'astreindre aux mêmes rites pour occuper les terres yombe conquises.

pouvoir de droit sacré, le *Wene*, créa le réseau d'allégeances rituelles qui servit de structure principale à ce qu'on devait appeler avec les découvreurs européens les *Royaumes* Kongo.

Les Esprits chtoniens sont finalement perçus comme les véritables *propriétaires* du sol. A ce propos, L. Bittremieux pouvait affirmer que pour connaître les limites d'une *Tsi* — nous dirions plutôt son étendue — il suffisait de savoir jusqu'où s'étendait l'influence de l'Esprit tutélaire, du *Kinda*, de cette terre¹¹.

Les Ancêtres, soit les chefs de droit sacré inhumés rituellement dans un cimetière spécial consacré à l'Esprit garant de leur pouvoir, ne jouent par rapport à la terre qu'un rôle très secondaire. Seul le premier Ancêtre, fondateur du domaine, sera invoqué éventuellement pour une affaire concernant le domaine et non comme Ancêtre mais comme premier investi de l'Esprit tutélaire du domaine.

Dans cette perspective, et pour user d'approximations sans doute grossières, les groupes ne sont que les *locataires* en quelque sorte des Esprits de leurs domaines, des locataires habilités à *sous-louer* aux conditions des propriétaires, l'allégeance rituelle à ces derniers. Le problème classique de l'*aliénabilité* ou de la *non-aliénabilité* des propriétés foncières africaines ne semble pas se poser ici. Les groupes ne sont pas à proprement parler *propriétaires* du sol ou, en tout cas, ne se perçoivent pas exactement comme tels. Ils n'en sont, en d'autres termes encore, que des sortes d'*usufruitiers* qui ne se sentent pas en sécurité si un contrat en bonne et due forme n'a pas été passé avec les Esprits propriétaires.

Ces notions par lesquelles nous tentons ici de rendre compte de faits *matériellement* apparentés à ceux que nous connaissons dans l'Occident moderne sont en réalité étrangers aux problèmes spécifiques des Yombe en la matière et donc aussi à leurs perceptions et leurs conceptions. Aussi bien nos termes n'ont-ils en général aucun correspondant exact en langue yombe. Un homme et un groupe, par exemple, *sont d'une terre* beaucoup plus qu'une

¹¹ LEO BITTREMIEUX, *La Secte secrète des Bakhimba au Mayumbe, Bruxelles, Mém. I.R.C.B., 1935, p. 186.*

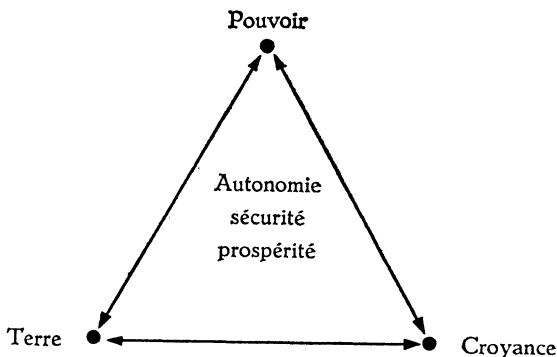
terre n'est à *un groupe*. Une terre est plus simplement *occupée, habitée* par tel groupe.

En résumé, et plus objectivement, la segmentation continue des groupes yombe, fonction de leur sociologie propre, leur pose constamment un problème majeur, celui de se définir à leurs propres yeux d'abord, à ceux des *autres* ensuite. Disposer pleinement et de manière stable d'un domaine est un élément nécessaire mais n'est qu'un élément de la réponse à ce problème capital. Cet élément ne prend de sens qu'en corrélation étroite avec deux autres éléments de réponse, une autorité légitime et efficace, un système de croyances qui, en même temps, lie et valorise terre et pouvoir. Pas de groupe autonome reconnu sans un pouvoir reconnu, pas de pouvoir reconnu sans consécration rituelle, pas de consécration rituelle sans possession d'une terre d'où émane la *Force* du rite.

Ces trois éléments assument des structures sociales élémentaires, parenté réelle ou sociologique, et les empêche de se diluer indéfiniment dans un morcellement anarchique et chaotique.

Finalement la Terre est le support concret — et, évidemment, nécessaire matériellement, économiquement aussi bien — des valeurs supérieures, mais abstraites sinon, du Pouvoir et d'une Religion fondant la sécurité et la prospérité des groupes.

Entre ces trois pôles, les relations sont dialectiques.



On rejoint ici G. Malengreau¹² lorsqu'il affirme, de manière plus générale, que "les primitifs confondent souvent propriété et souveraineté", à ceci près cependant qu'il n'y a pas à vrai dire *confusion* mais perception et conception spécifiques de la terre en relation avec ses occupants en fonction de problèmes socio-culturels également spécifiques.

Il n'y a pas, dans cette optique, de *chef de terre* distinct du groupe, chez les Yombe. Sur sa *Tsi*, le chef exerce moins des pouvoirs et des prérogatives qu'il n'assume une responsabilité. Ceci non en vertu d'un droit de propriété mais en vertu de l'autorité dont il est revêtu. On sait assez que cette autorité du chef fait de lui un instrument du groupe, en vertu même de son caractère sacré, bien plus que le contraire et en dépit de distortions toujours possibles¹³. A travers son chef, c'est en définitive tout le groupe comme tel qui exerce pouvoirs et prérogatives sur son domaine, qui se définit et s'assume lui-même¹⁴.

C'est donc le groupe comme tel qui collectivement dispose de l'ensemble du domaine, qui s'identifie même à ce domaine. Aussi porter atteinte à celui-ci est beaucoup plus qu'une violation de propriété, c'est une atteinte quasi physique au groupe possesseur lui-même. Ceci, au reste, n'est que l'extension au plan foncier de la perception et de la conception de tout bien possédé par un individu ou un groupe dans ce type de culture. Le bien possédé est partie intégrante de la personne du possesseur. Ce fait s'exprime bien dans l'expression *Ndilu a Luzitu, Limite d'Honneur, de Respect*, qui désigne les confins de la terre, cette zone qu'on ne peut franchir sans faire injure aux possesseurs, sans mettre en doute leur souveraineté.

Tout membre du groupe, pour sa part, peut disposer d'une partie quelconque du domaine commun dont il ne met évidemment pas en question les valeurs propres et à condition qu'il reconnaisse le même droit à tous ses co-membres.¹⁵ Cette condition revient, en

¹² Guy MALENGREAU, *Les Droits fonciers coutumiers...*, pp. 219 et 235.

¹³ M. FORTES et E.E. EVANS-PRITCHARD, *African Political Systems*, London, Oxford Univ. Press, 1940, Introd.

¹⁴ G. MALENGREAU, *op. cit.*, p. 221. T. OLAWALE ELIAS, *op. cit.*, pp. 164-165.

¹⁵ T. OLAWALE ELIAS, *op. cit.*, p. 173.

fait et précisément, à reconnaître le *dominium* commun sur la *Tsi*. Il admettra dès lors que des limites soient fixées à ses activités si celles-ci entrent ou risquent d'entrer en conflit avec celles des autres membres du groupe. Aussi bien un village respectera-t-il les anciens emplacements des autres villages avec leurs cultures et leurs plantations, une lignée fera de même vis-à-vis d'autres lignées, un individu envers un autre. De toute manière, avec la circulation des biens à l'intérieur du groupe, tous sont-ils finalement bénéficiaires des activités de chacun, fût-ce à des degrés divers.

En ce sens encore, il n'y a pas de partie du domaine qui soit *vacante*. Cette notion, introduite avec la colonisation, se réfère à un tout autre ordre de valeurs, l'exploitation ou la non-exploitation matérielle et effective de la terre, et n'a guère de signification pour les Yombe. Si l'exploitation de leur *Tsi* permet évidemment aux groupes de vivre, ce n'est pas elle qui constitue la valeur essentielle de la terre, qui fait de la terre une valeur. Aussi un étranger peut-il parfaitement être autorisé à exploiter telle partie du domaine sans que le groupe possesseur se sente lésé ou menacé dès lors que cet étranger reconnaît explicitement la souveraineté des possesseurs.

Le colonisateur ne connaissait plus depuis un certain temps ces faits fondamentaux lorsqu'il aborda le pays yombe... En toute bonne foi souvent, il a cru pouvoir définir la *vacance* de certaines terres, en devenir *propriétaire* par *achat* et se féliciter aussi du coût ridiculement faible de l'opération. En réalité on lui concédait simplement le droit, très traditionnel, d'exploiter un domaine ou une partie de domaine sans pouvoir imaginer seulement qu'il s'en croirait ensuite le seul maître légitime. Les compensations dérisoires qu'on lui demandait en échange ne constituaient pas un prix de vente mais la reconnaissance symbolique de la souveraineté des possesseurs traditionnels. Ces tractations étaient des dialogues de sourds, même sans tenir compte des abus effectifs, de part et d'autre du reste.

Quelques soient par ailleurs les facteurs de différents ordres qui ont favorisé les conflits entre colons et anciens possesseurs de terres, c'est dans l'affrontement de deux conceptions radicalement différentes de la tenure foncière que gît leur cause essentielle. Aussi bien ces conflits deviennent-ils violents *peu avant l'indé-*

pendance, au moment où les populations commencent à croire possible non le rejet des Blancs ni celui des avantages apportés par ceux-ci mais bien la reprise d'une souveraineté, précisément. Effectivement c'est une reconnaissance de souveraineté qui a en général résolu les conflits. Il y a eu, parfois, rétrocession au moins partielle des terres à leurs premiers possesseurs, rétrocession plus symbolique que réelle, du point de vue positif de l'exploitant, et qui ménageait les intérêts économiques de l'entreprise en permettant aux possesseurs traditionnels de sauver la face. Ailleurs on a *africanisé* cadres et conseils d'administration plus ou moins réellement, plus ou moins symboliquement encore.

L'indépendance acquise, certains conflits se sont éteints d'eux-mêmes. En telle région les villageois avaient créé les pires difficultés à un colon au sujet des terres qu'ils lui avaient jadis concédées. Ce colon est parti en 1960 à la suite de ces avanies mais, depuis, les mêmes villageois en espérant son retour gardent jalousement ses terres et ses installations.

Dans un contexte traditionnel il nous est arrivé, sans qu'on l'ait voulu ni prévu, de mettre fin, au moins provisoirement, à une violente querelle foncière entre trois groupes différents en faisant clairement redéfinir par ces groupes leurs interrelations socio-politiques, objet propre de nos recherches. Ce fait s'est répété par la suite.

En résumé, l'attachement des groupes yombe à leur *Tsi* s'identifie pour la plus grosse part à leur effort continu de se définir et d'exister comme groupes avec toute l'autonomie et la sécurité, psychologique bien plus encore que matérielle, que leur permettent leurs structures socio-politiques. Cette valeur de la Terre se rattache très étroitement dès lors à celles du Pouvoir et des Croyances spécifiques de ces groupes.

Si la colonisation a aggravé parfois les litiges fonciers, c'est beaucoup moins par l'introduction d'une économie nouvelle — du moins au stade où en sont encore les Yombe — ou par l'aliénation d'un certain nombre de terres que par le bouleversement apporté dans les relations sociales et politiques, par la destruction rapide des deux valeurs complémentaires de la Terre, le Pouvoir de droit sacré et la religion chtonienne traditionnelle.

Ainsi, d'une part, les groupes yombe trouvent de plus en plus de difficultés à se définir et à maintenir entre eux les interrelations qui assuraient leurs anciens équilibres — fût-ce de façon toujours précaire — et, d'autre part, il ne leur reste que leur *Tsi* pour se situer dans leur univers ébranlé, les autres valeurs ayant été pratiquement anéanties. C'est dans cette optique que doivent d'abord être envisagés les problèmes fonciers de cette société, comme du reste le problème foncier en général.

C'est pourquoi, sans méconnaître nullement les autres dimensions de ce problème, nous avons cependant isolé ce point de vue parmi tous les autres pour en faire le sujet de cet essai.

Département de Sociologie et d'Anthropologie
Université Laval

The Dynamics of Verbal Exchange: A Newfoundland Example¹

BY JAMES C. FARIS

RÉSUMÉ

Basé sur le postulat qu'il existe dans les affaires humaines une motivation commune qui pousse les hommes à rechercher les informations qui pourraient faciliter l'interaction des parties concernées et en même temps fournir une orientation plus précise, l'article présente un schéma de la dynamique de l'interaction verbale dans un petit village de pêcheurs à Terre-neuve.

This paper describes the structure of verbal interaction in a small fishing settlement. Specifically, I want to document and explain the local "rules" which govern successful communication — that is, the dynamics by which culturally-appropriate verbal interaction is insured and maintained. This results in a particularistic analysis, but the explanation I suggest has much more general application and I think rests on quite basic principles of human communication.

Two interrelated assumptions are fundamental to this paper. First, I assume that man cognitively orders his existence and that a powerful motivation in human affairs is continually to order and improve upon areas of potential ambiguity. We attempt, therefore, to perfect our relationships and our interaction — to constantly search for or create information which makes this possible, which facilitates this end. Inasmuch, I think it is widespread that esteem and prestige accrue to those individuals who can most

¹ The research on which this paper is based was supported by the Institute of Social and Economic Research of the Memorial University of Newfoundland.

successfully and most often provide such information in the context of the milieu in which they are acting. These two assumptions are basic to understanding patterned verbal communication in Cat Harbour.

The Setting

Cat Harbour is a small (less than 300 people) fishing community on the 'roughest shore'² of the Northeast coast of Newfoundland. It has been until recently, quite isolated, but in 1961 a road was completed to Gander (the nearest urban center — approximately 90 miles away), and electric power arrived in 1963.

The Cat Harbour year is centered about the intense activity of the summer fishing voyage. Because of the North Atlantic storms and the Arctic ice, it may be that fishermen are able to get on the water no more than two or three months of the year. But for the other ten months, there is plenty of time for talking, and the community's married males are found each evening and several times each day, gathered in one or another of the settlement's small shops to transmit, exchange information, or to simply listen.

Cat Harbour is situated on the end and one side of a mile-long peninsula which juts out into the Atlantic. All houses are oriented toward the respective waterfront, and the two residential sections which result from this topological circumstance are known as 'Dog Cove' and 'Upper Harbour'. Each residential section has a shop which stays open to 10 PM or later, and situated midway between the two extreme ends of the settlement is 'Scarlet's shop' — the "residentially-neutral" shop where information coming into the community is usually received. Scarlet's is the single large mercantile concern in Cat Harbour, and the shop where outsiders come first. This is the disseminating point for most 'news' entering the outport, which is then, in turn, carried to one or the other of the "residential" shops for further discussion and dissection.

² Words and phrases enclosed in double quotation marks (" ") are quotations from published sources or indicate emphasis by the ethnographer. Words and phrases enclosed in single quotation marks (') are Cat Harbour usage in all cases.

A man attempts, at least once each day, to get to Scarlet's shop to learn first hand 'what's new', for 'news' may be considerably different from what was originally reported in Scarlet's when it is discussed in the evening "residential" shop gatherings. Scarlet's is not open at night.

Transmission

In the present paper I shall not be talking about the *content* of information to any significant degree, nor about *specific functions* of any given communication. The content of any transmission is, of course, important to its very transmission and the situation in which it is transmitted, and the communication may be directed to specific ends; but I hope to demonstrate that the structure of verbal exchange, the dynamics of communication, are largely the same regardless of the particular content or specific functions served. Differences in content are, of course, marked with respect to age, sex, and other criteria of all the participants in the exchange (men, for example, are seldom interested in how clean a particular woman keeps her stove, though this is of primary importance to other females — and females will have little knowledge of the precise techniques of fishing which forms so important a base for male verbal exchange), but the same logic, I suggest, will be operated in any transmission.

Information transmitted locally is of essentially two types: 'news' and 'gossip' — and apart from commands, formal salutations, commemorations in verse and song,³ and transmission surrounding short term exchanges (such as one man helping another, dyadic contracts or individuals making known purchase desires in shops), there is little verbal exchange save 'gossip' and 'news'. Learning in Cat Harbour is largely by way of observation, not conversation (cf. comments of Hymes [p. 235-236] in D'Andrade and Romney, 1964).

It is said that 'Only women gossip, men don't gossip, they tell cuffers (i.e., tall tales).' But in actuality, women simply

³ Cat Harbour folk are excellent balladeers and commemorate everything in song and verse, from storms and ship wreck to my visit.

more often communicate in very small groups or between individuals where 'news' of a more personal and perhaps slanderous nature can be transmitted.⁴ 'Gossip' is simply 'news' transmitted privately rather than publically. Information that was 'gossip' in past years becomes acceptable 'news' when introduced in the shop (i.e., the "public") conversation years later — when the individuals involved are not present or are no longer sensitive about the issue. Men, of course, 'gossip', but in the normal course of events they are not in situations where they can transmit or purvey the type of information labelled 'gossip' by the community.

Transmission takes place in the shops, in private, and rarely, on the road (which runs the entire length of the peninsula). If two people meet on the road, there is an obligation to acknowledge one another, and if two in the community are not speaking, they simply avoid meeting — something easy to achieve, for the daily routine of each inhabitant is known to every other. During the first week of my arrival, I forced more than one woman off the road into deep snowbanks simply because they wanted to avoid meeting me on the road and having to acknowledge the encounter. When one does meet, the exchange is usually highly formalized and impersonal. These formalized exchanges are most commonly of the weather or the condition of the sea, and usually the reply is the same, no matter what the initial comment. My introductory greeting of 'It's awfully cold today, isn't it?' was often met with 'Best kind' (short for 'best kind of day' or 'I'm in the best kind of health') or 'Yep, the sea's some heavy' — a reply one would expect to a query about the condition of the sea.

It is not often that information is exchanged on the road unless the parties have something short and specific to speak about between themselves, such as a detail of a previously-established dyadic contract. There is very good reason for this, as I will illustrate below. Choice bits of 'gossip' which must be repeated privately as kinsmen of those involved are undoubtedly

⁴ It must be stressed that "personal" information does not mean that the exchange is necessarily intimate or personal in an emotional sense — simply that it involves fewer people and thereby increases the things that can be talked about — items which involve more individuals. "Emotional" expression of any sort is generally avoided altogether in Cat Harbour.

in the shops, are not exchanged on the road, but across gates or in kitchens by women and in 'store lofts'⁵ by men. Two women may walk down the road together, then one woman will enter her garden, close the gate, and the two will then engage in the bit of 'gossip' — one in the private sanctity of her garden. Or more rarely, they will visit one another in their homes. Men will know by an open window or a 'fire in' (smoke coming from the 'store loft' chimney) that a man is 'on the loft mending twine', and climb up to deliver or receive the particular private item. Exchanges on the road are regarded as being under the surveillance of the entire community, and private conversation is usually avoided.

Women usually avoid the shop — but when they do have to go, they never speak while there, unless in answer to the rare question addressed to them by one of the men invariably present, to which only they can give an answer (as, for example, a query about the condition of the woman's sick husband or the family's dying horse). While they are waiting for the shop clerk to bring the purchases and total the bill, however, they listen intently and inconspicuously to the conversations of the men and carry the information out with them. Often then, from having visited the shop, or via another woman having visited the shop, or from children having visited the shop, a woman will have already heard an item of 'news' before her husband returns for a 'lunch' (one of several each day), bringing what he has just learned.

If children are available, a woman always sends them to the shop rather than go herself, and pre-adolescent children play a vital role in the dissemination of 'news'. Children of this age group have full run of the community and enter any house without knocking. They are not as yet endowed with specific personalities by adults other than their own parents, and form more than anything else, simply a part of the background — the setting. Either alone or in groups, boys or girls come in without a word and take a seat (always in the kitchen), sometimes staying up

⁵ The upper story of a two-story fisherman's storage structure is the 'store loft'. The 'loft' is where cod traps are stored and where net mending takes place during the winter. The 'loft' usually contains a small stove for warmth.

to one hour. They require no acknowledgement, and during the entire time will say nothing, simply listen. On their return home, they will be asked where they have been and what is "new", whereupon they will relate all they have heard and witnessed with remarkable detail. In the case of a 'stranger', such as the ethnographer, children were actually sent by their mothers to collect information in this manner and report back. The utility of children in this role cannot be underestimated, for women can often not leave the house because of the numbers of infant children or the weather, so this technique forms a vital method of acquiring 'news'. It is also the case that children of this age category relay information they have seen and heard with considerable objectivity, without bias of interpretation which might characterize the same information if related by an adult or an older child.

Except for 'gossip' of a personal nature and items of interest to women only, all other information sooner or later reaches the shops — particularly the "residential" shops each evening.

The Dynamics of Conversation

For communication to be 'new's' or 'gossip', it must be in some manner out of the ordinary mundane, common and universally-acknowledged store of information.⁶ The sea and weather ever-changing thus furnish one valuable supply, but 'news' from outside, or 'news' from within the community is very much in demand and gives the individual possessing it a special status for the time being — he is accorded the floor as 'all hands' listen, demanding as much detail as possible. The clever individual maximizes this advantage and gives out only bits at a time, thus being able to make more, as it were, of his news. This concern was observed by Jukes in the late 1830's, who describes a situation that could easily have been Cat Harbour in 1964:

One point in the character of most of the inhabitants of Newfoundland seems to be common to the whole of North America, namely, the eager inquiry after news, and the propensity to exaggeration and

⁶ "Real" news, as I speak of it in this paper, is simply 'new' news or "fresh" news — that is information about which there has been no previous discussion.

invention, to use the most polite terms. It is really astonishing how news of the most trifling matters, especially if dashed with a little scandal, flies about, not only in St. John's, but along the coast to the most distant settlements. Reports of the most ludicrous nature — ludicrous for exaggeration, even if they have foundation in fact — gain instant credence. It seems to be a stain on a man's character if on coming into a harbour he has not a budget of news; so that if he knows none, he immediately draws upon his imagination. The seal hunters, and the furriers in the country make a point of giving false information as to the results of their expedition; and they were, once or twice, quite angry with me for telling the truth on these points. "Sure, Sir, what's the use of letting them know what we've got?" "But what's the use of telling a lie about it?" "Faix! and its no lie; what call have they to be asking about it?" The consequence of this indifference to truth is a bad one. Malicious sayings, and tale bearers, reports of private conversations, and remarks with ill-natured emphasis or additions, and all the petty malice or scandal are rife in all the settlements I visited; often introducing the most bitter private dissensions in the community that might otherwise be happy and united (1842, 1:239).

And Rev. Lumsden (a circuit missionary assigned to the Cat Harbour area around the turn of the century) documents the frequent appeals for 'news', as local people were continually asking him "Anything strange lately, Sir?" (1906:97).

On the return from some noteworthy event, such as the return of local men from the 'seal fishery' of 1964 (which brought especially exciting 'news' as one of the vessels was badly damaged in the ice jams and had to return to St. John's) or the occasions when men were caught by storm on the 'offer' (i.e., outside) grounds, the reception in the shops of the individuals involved was most interesting. Such men would individually enter Scarlet's shop (the "neutral" shop where most "real" news is introduced) conspicuously later than usual — long enough to insure the audience that was certain to gather to hear about the venture (it should also be mentioned that too early an arrival would be considered excessively eager).

Almost immediately one or more of the men would, when the present topic was laid to rest (as it was with haste, on the arrival of "real" news), ask, 'How was it out there old man?', the reply to which was in practically every case, 'Well, I can't begin to tell you everything that went on out there. We did it

all, I tell you, we did it all.' This almost formal reply, of course, acts to preserve the store of information, especially if it were feeble to begin with, and thus maximize the interest and esteem of being able to relay, create or possess 'news'. And it forces those of the shop to ask more questions to which the possessor would reply in detail if the audience seemed sufficiently attentive, though if it were clear that a detailed reply at this point could not be used to advantage, a short, curt answer would be given.

Often as soon as those listening had gotten a few of the details,⁷ one or more would leave to go to the "residential" shops and thus themselves be the recipients of the attention and esteem of the shop gathering as they repeated the 'news' they had gotten at Scarlet's shop. This secondary transmission may have already been made, so in order to make it 'news' again, an exaggeration or twist might be added. That evening, as the men of the two respective sections of the community gathered in the "residential" shops, the entire episode would be gone over, as well as perhaps several nights following. The more controversial the issue or the interpretation of the issue, the longer it lasts. This is, in essence, the conversation behavior in the shops, and the reason 'news' is rarely passed between two men meeting in the road — it is simply not to one's advantage to relay information to such a small audience.

One case is quite interesting. It, like my own visit, furnished information which was essentially "free for all" — that is, no one was the special or privileged possessor and the transmitter with the most vivid imagination usually acquired the most prestige — But it must be remembered that anything considered or "made" 'news' locally has to be within local conceptual scope. During the late summer an unannounced group of seismic physicists from a Canadian university set up a small station on the head-

⁷ It must be remembered that in the case of the seal hunt, local shop conversation for several days previous to the sealers' return had centered about speculation of its success, the damage to the vessels, and 'what went on out there', so that everything that possibly 'went on out there' had already been gone over. But there is always room for more speculation — which of course, may be preferred to the "facts", I mean, the *necessary* alternatives if not "facts" known. Government officials introducing programs in the outport should keep this in mind.

land just off the peninsula in order to conduct tests of the thickness of the earth's crust in the region. They set up large antennae and a series of small receivers on rocks for several hundred yards in all directions. A ship, some distance offshore, exploded depth charges sending shock waves to the earth's liquid core, where they returned to be measured by the small receivers set on rocks. No local people visited the installation at all (the group spent only about two weeks in the area), but they quickly 'sized up' the group and their activities — which were made all the more suspicious by the fact that the group worked only at night to avoid interference from daytime noises such as trucks, aircraft and explosions, and the fact that two of the group's staff were of oriental parentage.

The speculations (that is, the 'news' transmitted), each with many implications, were that the group were 1) Germans (stemming from the symbolism assigned Germans after the very heavy Newfoundland losses in World War I); 2) Russians (the reaction of the more contemporary — the ethnographer was also suspected of being Russian); 3) hunting for gold — specifically 'Billy Murne's treasure' (a local pirate of the last century who ostensibly buried his gold in the area); 4) hunting for oil (a black organic slime is found in many of the local fresh-water ponds — obviously indicating oil deposit to local people); 5) preparing to drain the bogs and marshes to put them into crop (stemming from the fact the Government had the year before taken an agricultural survey of the area). Even after their purpose was made clear (the group visited the local shop several times for supplies), many people still assumed it was a 'front' for more sinister activity, and there was serious concern that the depth charges of the offshore vessel were to kill all the fish and destroy the cod fishery.

'News' of this sort which *enters* the community and provides *everyone* with the wherewithal to transmit is especially welcome. Even today, with road links to the outside world and access by domestic radio in most homes, it is not always the case that there will be anything considered "real" news and the rather unenthusiastic reception that the community's first television received was simply because little on the screen was culturally-significant 'news'.

This situation was much more common in the past, and a considerable quantity of 'news' had to be manufactured. When this is necessary, the technique of the "cuffer" is used. A 'cuffer' is essentially an exaggeration or a twist — something 'new' — on an old item. This can pertain to the number of seals taken in 1905, the tonnage of a vessel which sunk 25 years ago, or the details of a notable storm of the last century. Although most men will have a general (or even specific) idea of the "facts" of the incident, the 'cuffer' is a technique used to create humour, or, as usually happens, to get an argument started over details of the particular case which will insure that discussion and conversation continue — even an argument about picayune details, when everyone may perfectly well know the exact "facts" (the "facts", of course, may not even be relevant). If a conversation lags, one is likely to hear, 'Tell us a cuffer George', by which it is meant, "Introduce some exaggeration or twist to an item of history or contemporary event in order to keep the conversation going."

I do not think it is without significance that the query Rev. Lumsden was so frequently asked was phrased in the way he reported (see above, p. 241), how in essence, 'news' is 'anything strange' or anything made 'strange' — somehow out of the ordinary. Within certain limits, mundane information can be twisted or exaggerated or otherwise changed to make it 'strange' or 'new'. In the technique of the 'cuffer', all men are usually aware of the extent of the exaggeration and will tolerate it within limits which seem reasonable to keep the conversation going. What is "reasonable" is defined by a number of criteria: the age of the event, the situation in which it is brought up, the relevance for illuminating an issue or proving a point, or the 'cuffer' may simply be an humorous exaggeration — especially welcome if it pokes fun at an issue that in the opinion of many is being taken too seriously. All of this is out of the scope of this brief paper, but one criterion is important: the status of the individual attempting the 'cuffer'.

Not everyone can or is allowed to 'cuffer'. Apart from the ability to "tell a good story" and the possession of material considered "newsworthy", Cat Harbour folk impose another im-

portant qualification on those to whom they accord esteem and prestige for successful verbal interaction. It must be stressed that the 'cuffer' is not regarded as either a lie or an outright falsification. A lie is an unsanctioned moral breach, the 'cuffer' is a licensed exaggeration permitted those firmly subscribing to the rules of local behavior — to those of good standing in the local moral community. Persons having in some way ignored one of the interaction codes⁸ or having transgressed one of the many behavior rules stemming from these are not acknowledged in their attempts to 'cuffer', and their exaggerations and twisting of old 'news' to make it acceptable and conversation are met with a marked lack of reaction, or a reaction of a negative sort — as if they were lies or falsifications. Within the moral community, however, the technique of the 'cuffer' is sanctioned and important in the dynamics of conversation. 'Cuffers aren't lies at all, mostly just old gossip', was the reply of one informant, and when I pointed out to him that some men were not acknowledged, that some men could not, in essence, 'cuffer', he replied. 'Only certain fellers can cuffer — some hands make a good story sound like a lie'. Knowing the local reputation of 'hands', however, enables one to predict more accurately the successful story-teller than any knowledge of their particular speaking abilities.

Any arguments the 'cuffer' brings about are regarded as legitimate conversations, and although quite startling to an outside observer, the loud and ostensibly serious exchanges (involving much shouting, wagers, and even threats) during a shop argument are in actuality a formalized and impersonal technique of communication, and it is a serious breach of the technique if men *actually* become angry and genuinely serious in their argument. Although I spent most nights in the shops, very rarely did I see a conversation really become heated. Latent conflict characterized some exchange, but the loud and noisy conversation usually taking place cannot be assumed to be conflict. Men are, very significantly, said to be 'getting black' if they become personal and serious in their argument. Any real quarrel between

⁸ These codes — the total corpus of which define the moral community, are detailed in Faris, 1965.

persons is labelled 'black' and to be avoided in Cat Harbour at all costs. Physical violence in the community is extremely rare (there is considerable sham physical contact or horseplay in the form of joking, knee-grabbing, back-slapping and shoulder-thumbing), and in its very long history, there have been no cases of homicide.⁹

Physical encounters have occurred, but the incidents are sufficiently rare that the occasion is long remembered and constantly brought out in the 'cuffers'. It is of enough importance when a real conflict does occur. The incident is often marked by the naming of the location after the fight, and most Cat Harbour place names reflect this. 'Scratch-Ass Tickle' is the name given a small 'run' (i.e., passage) between two offshore rocks, reflecting an argument between two of the early settlers, one of whom received abrasions from one of the rocks as a result of the encounter. 'Kinkhorn Valley' is a shallow valley in the nearby forest where forty years ago one local man grabbed another by the larynx (the 'kinkhorn') in an argument over wood.

Obviously, those most often involved in fights are those who are in others respects as well, the least successfully socialized — those who transgress behavior rules in other areas — who ignore the Cat Harbour moral order and deviate from the formalized and rigid role expectations normally characterizing the community. Just as the dynamics of verbal interaction and physical contact are marked by an absence of aggression (or a formalization of it in the loud 'cuffers' and the physical horseplay), so are the dynamics of successful economic interaction marked by an avoidance of economic aggression (or a formalization of it). This is not, however, in my experience, a "ritual rebellion", and I do not see the loud shop arguments as necessary to the "solidarity" of the group (cf. Gluckman, 1955 for a statement of this thesis). On the contrary, the avoidance of overt aggression (or the formalization of it) in Cat Harbour is a real survival response in the tenuous socio-ecological circumstances (see Faris, 1965,

⁹ This may be compared with homicide rates documented in the studies of "peasant" communities of other parts of the world, particularly Latin America. Cat Harbour does, however, have a rather significant suicide rate (4 in the past 35 years).

for details). People do 'get vexed' with each other, they do become angry, and there are very real animosities of long standing in the community. The point is that they are seldom allowed expression and there is a premium on repressing conflict.

The noisy arguments in the shops, then, are simply formalized and sanctioned exchange, and even the loudest arguments are completely unacknowledged at the next meeting of the individuals concerned. But if the shop conversation becomes personal — if men become 'black' — the individuals involved avoid each other and the conflict becomes 'news'.

There was a marked reaction to my own attempts to gossip or attempt the technique of the 'cuffer', and anxiety that, as a 'stranger', my "information was personal and not the formalized and routinized communication of local people. There was not a resentment toward my outside attempts to communicate in the native manner, but there was discomfort. The reaction was essentially wariness of a 'stranger' becoming so familiar, and I suddenly posed a threat from an angle they had not previously considered — I was exploiting a dynamic only allowed those firmly part of the local moral community¹⁰ (I should add that I did not persist in my 'cuffering' attempts — more, however, from lack of sufficient skill rather than community reaction).

'News', in summary, is culturally-determined. As it makes the rounds of the settlement in the way described and is thoroughly discussed and exaggerated, it ceases to be 'news' and is relegated to a dormant store of information which may be activated as 'news' any time by the mechanism of the 'cuffer' — essentially the way conversation and communication is maintained and continued should there not be any "real" 'news'. The person who can either provide the most "real" news or most successfully

¹⁰ This is in contrast to Gluckman's analysis of gossip and scandal (1963), which stresses clique distinctions. This is absent in Cat Harbour, and even though those having violated in some way the codes of the moral order are ignored in their attempts to "cuffer", they meet this reaction as people (of the moral community) assume this "violator" may exploit this interaction dynamic and aggress in this sphere as he did in others. An exploitation (aggression) of the rules of successful and acceptable local behavior in one area is seen by the moral community as likely to dictate one's actions in other areas. Snobbery is irrelevant here.

'cuffer' is accorded esteem. But individuals are not allowed such opportunity unless they subscribe to the rigid rules of membership in the local moral community.

And it seems perfectly congruent to me that in a society which accords esteem to the successful transmission of 'anything strange', we should find such a marked lack of exchange of information which is considered culturally-mundane and common — even to a lack of verbal exchange in learning processes.

This short essay provides an example of the use of language in a particular circumstance. I have tried to outline the "rules" of this use and suggest reasons for this. Quite apart from the specific content and the specific function of a community, it strikes me that the dynamics discussed here may have general application in other societies of the world.

McGill University

REFERENCES

- FARIS, J.
1965 *Cat Harbour: A Newfoundland Fishing Settlement*. Unpublished Ph.D. dissertation, University of Cambridge.
- GLUCKMAN, M.
1955 *Custom and Conflict in Africa*. Oxford.
1963 "Gossip and Scandal," *Current Anthropology*, Vol. 4, No. 3, pp. 307-316.
- HYMES, D.
1964 Comments in "Summary of Participants' Discussion" by R.G. D'Andrade and A.K. Romney. *American Anthropologist*, Vol. 66, No. 3, Part 2, pp. 230-242.
- JUKES, J.B.
1842 *Excursions In and About Newfoundland During the Years 1839 and 1840*. Two Volumes. London.
- LUMSDEN, J.
1906 *The Skipper Parson on the Bays and Barrens of Newfoundland*. London.
-

African Urban Chiefs: Agents of Stability or Change in African Urban Life?

BY PETER C.W. GUTKIND

RÉSUMÉ

On possède peu de renseignements sur les chefs africains en milieu urbain. Dans le passé, les chefs servaient d'intermédiaires entre les administrateurs et les africains urbanisés. Aujourd'hui l'administration urbaine passe aux mains du gouvernement local. C'est pourquoi la chefferie en milieu urbain est en déclin. La cause en est précisément au rejet de leur *leadership* par les Africains urbanisés. En somme, il ne reste qu'un petit nombre de prérogatives aux chefs traditionnels.

In some of the literature on urban Africa, which has appeared during the last fifteen years, the traditional and modern functions of tribal chiefs or headmen, in both the older or newer urban areas in Africa, have been given some attention. Most of this data is in relation to urban administration, i.e. local government, and, in particular, the administration of justice through specially constituted, official or unofficial, urban African courts. This judicial function has engaged these chiefs in relatively structured activities usually defined under the terms of various ordinances. Less attention has been paid to their less formalized activities which are, nevertheless, of considerable importance. Generally we know little about urban chiefs, a reflection, perhaps, of the declining importance of chieftainship generally (Mair 1958) and in particular of the difficulties of its operation in urban Africa. Nevertheless some observers are agreed that the newly arrived migrant, in particular, as well as some urbanites who have lived in towns for a considerable time, turn to the chiefs for help. (Banton 1957:160), for example, points out that "the tribal immigrant has been conditioned to a way of life largely dependent

upon the institution of chiefship..." Likewise Skinner, writing about Mossi migrants in Ghana, points to the important functions of expatriate Mossi chiefs although his discussion does not deal explicitly with urban chiefs:

The Mossi chiefs in the Gold Coast played an important mediating role between the migrants and the local population. Very often they functioned as labor recruiters for Ashanti chiefs and cacao farmers, since many migrants sought them out in order to find food, lodging, jobs, protection, and companionship. Even when most Mossi migrants found jobs on their own, they established relationships with Mossi chiefs so that they might have someone to protect them and look after their welfare in the event of trouble, sickness or death. The migrants visited the chiefs whenever they could, giving them a few shillings and occasional help if the chiefs had cacao farms. The Mossi chiefs in turn were expected to — and did — come to the aid of migrants who had disputes over wages with their employers. (Skinner 1965:76)

To understand the operation of urban chieftainship it is important to recognize the varied contexts in which it operates. A major distinction exists between urban chieftaincy in the south and central African towns and such west African towns as Ibadan (Comhaire 1953:14-21). In the former the role and activities of headmen or chiefs are closely regulated by ordinances drawn up by non-African authorities exercising control "felt to be much more direct" than over the rural areas (Mayer 1961:51). In west African towns chieftainships have operated for a considerable time in an indigenous context. Yet another distinction is to be found between the pre- and post-independence situations in which urban chiefs have found themselves. In the pre-independence period the colonial administrations delegated special authority to chiefs who functioned in urban areas (or created chieftaincies where none existed before — Gutkind 1963 — with the result that the basis of their power was rejected by Africans) and used them as a link with the African population while often refusing to give them official recognition (Banton 1954b; Mathews 1940). Urban chiefs frequently represented major tribal groups in town while in some areas no particular provisions were (or are) made for tribally based representation.¹

¹ The "use" of tribal elders as the basis for the organization of a council of industrial workers (miners) has been well described by Spearpoint (1937).

Contemporary urban administration based on the authority of tribal representation and leadership continues in some areas such as Monrovia (Fraenkel 1964:70-109) and in Ghana among the Mossi migrants (Skinner 1965). The same situation has been described by Acquah for Accra (1958:92:107) and by Busia (1950:74) who wrote about Sekondi-Takoradi (on the basis of a 1948 study): "...old tribal loyalties persist in the new situation of urban life, and put a brake on the development of municipal government along Western lines". (All the members of the Sekondi-Takoradi Council were, then, members of the indigenous Ahanta tribe.) Thus, Acquah writes (1958:97):

The staff of the [Accra] Council is inter-tribal in composition. In theory, when posts are advertised, the applicant most qualified, irrespective of tribal considerations, is appointed, but whenever there is a sufficiently qualified Ga, the non-Ga does not stand a good chance of being selected. Whenever an important post in the Accra municipality is given to a qualified non-Ga there is regret expressed on the part of Gas that no member of their tribe had the qualifications required.

In the immediate pre-independence, and certainly in the post-independence era, urban populations have come increasingly under modernized township, municipal and city administrations with the objective of unifying and centralizing urban administration (Acquah 1958:98-101). Hence tribal aspirations and pressures have generally found new expression in a large number of political, economic and social associations which are viewed as "adaptational devices" (Little 1965; Morrill 1963). Urban administration based on tribal authority and representation certainly has its supporters — not only among urban chiefs and headmen but also among educated young men (Banton 1957:159). Although today political office is often contested on party lines, few leaders would dare ignore the need to give adequate representation to the major urban tribal groups and those in the immediate hinterland (Acquah 1958:94).

Within the formal structure of local government, councillors, nominated or elected, are replacing urban tribal chiefs and headmen with the result that the status of chiefs is much reduced. This change is favoured by the new African governments, firstly because the forces of African nationalism seek more radical changes than those supported by chiefs, and, secondly, because

the complexity of urban life cannot readily fit into the kind of authority which is rooted in chieftainship which draws its strength from particular (tribal) segments of the urban population (Banton 1957:159, 161). Nevertheless, the system of authority, the enforcement of law and order, the resolution of conflict and all manner of assistance needed by the African urbanite still rests heavily on the shoulders of traditional, and modified traditional, authority. In this sense African urban chieftainship provides an anchorage for social stability and adjustment to urban conditions while at the same time the chief's withdrawal from many traditional functions prepares the urbanite to develop and accept new types of authority. This function is brought out clearly by Banton (1957:160):

...it would appear that the indirect contribution they [tribal headmen] make to good order is greater. The existence of recognized Tribal Headmen and their many officials undoubtedly helps the native immigrant to orientate himself to life in Freetown and prevents his being exploited; it gives him a certain security and preserves that informal control of public opinion which is often drowned in the re-adjustment to unfamiliar surroundings.

Most observers are agreed that the functions of urban-based tribal chiefs extend beyond the judicial. Thus, Banton (1957:143), writing about Freetown, notes:

...it soon became apparent that the position of Tribal Headmen had a social importance far exceeding the judicial power of the incumbent. The political structure of each tribe centered round the headman because he was the only recognized tribal official having any authority to represent the tribe, and because the immigrants' expectations of the chief's role were largely transferred to him.

The fact that urban chiefs deal with a large number of disputes, most of them of a minor nature, not only relieves the courts of what otherwise would be a very heavy load but without their "controlling influence... social disorder [would be] greater". (Banton 1957:150)

The activities of the *muluka* (parish) chief and his *batongole* (stewards, assistants) in the peri-urban area of Mulago (one of a number of parishes surrounding the town of Kampala) have been described in detail by Southall and Gutkind (1957:183-214). In this study it was pointed out that the parish chiefs "draw upon

an undefined reserve of traditional powers" which do not fit easily into the more formal mechanisms of authority and control required under urban conditions. The problem of social control was analysed as follows:

There are two major facets to this problem. In what may be called the primitive situation there are always well organised small scale groups based on the family, descent groups, neighbourhood units and associations of a very localised type. All of these groups have a large stable core, the personnel of which changes comparatively slowly and mainly in accordance with the natural cycle of birth, mating and death, the cultural interpretation of which is closely integrated with the structure of the social groups and their recruitment. Hostilities and tensions engendered within these small groups are usually projected with considerable success outside them. This creates a high degree of internal cohesion. It is difficult for the average individual to commit what are considered as major wrongs on fellow members of his own group, and such outbreaks as may occur are provided for by generally accepted formal procedures of restitution and reconciliation, which are easily enforced by the weight of opinion of those on whom the individual relies for his own security. The projection of hostilities outside the small groups increases the frequency of breaches between them, but here too, there is in such systems some recognition of mutual bounds and responsibilities, and breaches are healed by methods which have the sanction of familiar and jointly accepted custom and tradition. Although this type of system is inadequate for the maintenance of order over wide areas, it evidently provides individuals with the minimum security considered necessary for the leading of a normal life in a very small-scale society. But it is a system that inhibits change, and is in fact destroyed by it.

In more complex societies the mechanisms continue to operate, but are supplemented by more specialised means of enforcement. Chiefs, nobles and other persons with some degree of concentrated power are able to maintain order over much wider areas. This wider order is accepted by the community as a whole because both the institutions and the persons through which the order is enforced and maintained are recognised as belonging to the same social and beliefs and general values there is a community of sentiment which renders this enforcement of order acceptable to the majority as a morally right and desirable supplement to the traditional small group system which continues to operate within the wider framework. (Southall & Gutkind 1957:211-12)

While this analysis appeared to be particularly appropriate in the context of Ganda society, the literature on urban Africa gives this particular theoretical formulation wider applicability. Everywhere urban local governments are forced to work within

the "primitive situation" — the social cohesion of the tradition-oriented small scale groups — while at the same time the African urbanite, urban administrator and African urban associations create institutional arrangements more appropriate to the particular conditions now characteristic of town life. For urban chiefs and headmen these circumstances produce a complex and ambiguous situation. On the one hand they must continue to exercise their duties within the context of tradition — itself no longer always clearly understood — while at the same time they are faced with wholly non-traditional urban conditions. These conditions are well known and by far the most significant are the considerable ethnic heterogeneity, the instability brought about by constant mobility in and out of the town and the difficulties facing marriage and the family. A central problem is therefore how people socialized in a traditional context adjust to and manipulate urban conditions over which they have little or no control.

During a period of eleven months, from June 1957 to April 1958, while I was engaged in research in the peri-urban parish of Mulago, the chief of this parish kept — most conscientiously — a diary of his daily activities. In studying the events in which he was engaged, it became quite evident that as a chief he sought to act as a source of traditional stability while at the same time acting as an agent of change and modernization. The most obvious demonstration of this is a rather remarkable entry in his diary in which he describes his difficulties in being "both a good chief and a chief able to help his people in modern times". (Luganda: *unaku zino ebiro*).

I think that it is no good being a chief now. My father was a *muluka* (parish) chief before me and he had less trouble. He did not have to take orders from so many people. He was respected and I am not. Town people abuse their chiefs and do not listen to them because chiefs know better than ordinary people (*abako*pe = peasants). Chiefs can help people to understand modern times but in modern times everybody wants to do what is best for them and they think that chiefs want to keep them always in the past so that the chiefs are always powerful. But I do not want to do this. Our Government [the Buganda Government] has told us that we must all get an education because we need money. I always tell all the people in this parish that if they want to live in the past they will harm their children because everybody needs an education.

Mr. H. and Mr. P. came to see me last week and they asked me to settle a problem between them because Mr. H. had accused Mr. P. of stealing his wife which he had not married according to the rules of the Ganda — I knew that. So I said to them that if they were educated they would not fight and quarrel like this and told them to come back to me when they had decided to live like educated men [*okugunjuka abantu*].

I always read in the newspapers about people in other countries and I learn that they have become big and powerful because they have set apart [*okutereka*] their traditions from the new life they now have. I think that that too is our duty as chiefs of the people. (September 19th, 1957)

On another occasion he wrote about his advice to the people of Mulago to impress upon them the need to get smallpox vaccinations:

Today I and my *batongole* (headmen) visited many houses in Mulago. I was told to tell the people that if they did not wish to get smallpox then they should all go to the Mulago Hospital to get vaccinated [*okusala emikono*] against this terrible disease. Some people listened to me and I gave them a piece of paper to take to the Medical Officer in Charge. But many other people were very ignorant and stupid [*esirusiru*] and I know that they won't go.

So I told them that they can keep their old ideas but they should then not come to me for any help when they are in trouble. This shows what a difficult time I am having in doing my job. I have told the *omukulu we kibuga* (chief of the town) how very stupid many people are in my parish. He asked me whether they were Ganda or other people and I told him that Ganda are always more educated than the visitors [*omigenyi*] i.e. non-Ganda.

I have a great deal of trouble with people who are not Ganda. They do not have the same customs as we do. They do not know how to live in towns because they have always lived in the wilderness [*eddungu*]. But I think that the chief must also tell them how to live in the town because now that they are here they are the cause of a great deal of trouble. If they do not respect a Ganda chief they must leave and build their own town somewhere else. (January 27th, 1958)

On another occasion the chief writes vividly about how difficult it is for him to be a chief in the town.

To be a chief in the *kibuga* (town) is very difficult. It is not the same as in the village. There are many people who live in the town and I do not know all of them. I do not think that I will ever

know them all but my father once told me that he knew everybody in his village. I can go from door to door in Mulago and see new people I have never seen before. Many of them do not come to see me when they first come to Mulago. If they respect the chief they should come. There are some people who do not speak Luganda so they do not understand what I tell them. I must then go to another person of his tribe who does understand Luganda. All this takes time and I do not get paid well enough for all this trouble.

There are many people living in Mulago who do not have a marriage and they just pick up women whenever they can find one who wants food and nice clothing. These young men abuse women but there are also some bad women who abuse the men. I have much trouble in the *lukiko* (council) every week about men and women who fight each other.

I think if we had better conditions in our parish our troubles will be over. We have little water and it is far away and our shopkeepers do not serve us well. Many people do not buy in Mulago but they go to Kampala to the European shops. You can only buy matches and bananas in our shops and some of the shopkeepers are rude and they swindle the people.

I have been in Mulago now for two years and so many people have come and so many have gone. I hear my cases every Saturday, unless I am on other official duties, but the people are not getting better. They always fight and they steal and they often abuse each other. (February 7th, 1958)

These extracts will, I think, suffice to make the point that African urban chiefs are tied into a complex system which they find immensely difficult to handle. The tensions which arise are not easily resolved within the structure of traditional authority as the events and circumstances which give rise to these tensions spring from conditions which have no referant in traditional methods of resolving conflicts and maintaining unity. As a consequence urban chiefs devise their own informal means of handling complex situations — means which are not acceptable to many urbanites as the following comments made by an association of Ganda shopkeepers in Mulago clearly indicate:

We, the Ganda shopkeepers in Mulago, wish to protest at the way the chief is enforcing his authority over us. He abuses us and tells us that we must do what he tells us. He has told us that he will withdraw our permits [to sell] unless we keep our shops clean and give honest trade. This is no business of the chief. He does not give us our permit. We get these from the *omugulu we kibuga*

and he has more authority than the parish chief. We know how to do our business and the previous chief never interfered in our work that is why the people of Mulago come to our shops. But now all the people are going to shops of the Europeans in Kampala and that is because he has told the people of this village that our shops are bad and dirty. He has also told us that we are stupid and don't know anything about commercial subjects.

We are sending a copy of this letter to the *omukulu we kibuga* and to the *saza* (county) chief so that they may know of our complaints. We do not object to paying taxes, which the chief must collect, but we do object that Mr. S. [the parish chief] always lectures to us and tells us what to do.

Mr. S. is a Muganda and he should know what our customs are. He always talks badly about us. We think that a good chief will be liked by the people because he is like a teacher. But Mr. S. is not a good teacher because he does not understand us.

These conflicts arise largely because urban chiefs in particular are tied to two types of social systems — the modern and the modified traditional. Furthermore, in heterogeneous urban situations their authority must be acceptable to a large number of tribal groups and as this is often unacceptable, tribally-based authority develops. In addition, the chief's authority, whether it be over a tribally mixed group or over his tribal group alone, rests largely on the amount of support he can muster — a fact which is recognized in the various ordinances designed to legitimize his authority. A chief who is helpful in formal and informal situations is no doubt more popular than a chief who simply defines his duty as enforcement of the law even though he attempts to strike a careful balance between his prerogatives and the expectations of the ruled.² The difficulties which arise stem largely from the fact that boundaries between traditional and

² Fallers (1955:302) has pointed to the "high casualty rate among chiefs" as they are expected to be both civil servants and kinsmen. The urban chief appears to be particularly exposed to this dilemma as he is constantly called upon to add new administrative functions on top of traditional ones. In this sense Fallers is right when he says: "Institutions are constantly getting in each others' way, and individuals are constantly being institutionally required to do conflicting things". (p. 292) In the racially more complex situation in southern Africa the position of African chiefs has been characterised as "intercalary" i.e. "those positions occupied by persons who link two opposed parts in an authoritarian system" (Mitchell 1959:16). See also: Gluckman 1949:93-94 and Wilson and Mafeje 1963:143-152.

non-traditional situations are nowadays most unclear. When a chief is asked for help and advice in the context of what could be defined as a traditional situation, his authority is generally accepted largely because the traditional relationship between a chief and his people has been maintained. However, as urban Africans are drawn into commercial and industrial activities tribal authority is no longer relevant. Mair (1958:198-199) has pointed out that:

The chief has ceased to be the ultimate source of protection to the humble, aid to the needy and advancement to the ambitious. It is not simply that the superior government has taken his place, but that the new world offers opportunities which depend on the creation of relationships right outside the traditional system. People can attain success in commerce, or eminence in the professions, without being beholden in any way to their political superiors, and in these fields the chiefs often could not compete with them. In these circumstances, resentment against the rule of chiefs is something more than a protest against injustice, even though it may express itself in that form. It is part of a wider demand: the demand for full participation in the institutions which control the destinies of Africans.

Epstein (1958) has shown clearly where the authority of the Tribal Elders on the Copperbelt ended and where that of the trade union leaders, for example, began. A primary school teacher living in Mulago brought out this distinction very clearly in an interview:

To me, and lots of other people who have had some education, a chief is still an important person. I will go to the chief when other authorities cannot help me. When I wanted to send some money to a friend of mine who lived close to the village in which the chief had lived I went to him and asked whether he knew of anyone going that way. I did this because I knew that I could trust a person recommended by the chief to be honest and to deliver the money safely. But there are not many occasions like that. When recently there was a bad fight in our area and people were knifing each other, I ran to the local police station for help because I knew that the chief's actions would be useless.

I am more educated than the chief and the work I do is not understood by him. He cannot help me in my profession or to get me a better job. The political leaders are more important. Modern government is not always understood by small chiefs who will never become important. When I have a disagreement with a neighbour who accuses me of terrible things I don't go to the chief for help. I just

ignore my attacker or try to solve it in the best way I can myself. If the chief gives me some instructions what to do, such as clearing up my courtyard or not playing my radio too loudly, I try to obey his instructions but I do this only because I know myself that I ought to do these things.

Even less educated residents of the parish draw a clear distinction between traditional and contemporary functions of the urban chief. Thus a Ganda woman with only four years of primary education, who came about once a month to visit her husband, a carpenter, put it this way:

In my village we all accept that the chief is there to help us. It would be very foolish to fight the chief because he has prestige and power. He knows us and we know him. When we have trouble we go to him and he helps us. He knows what everyone is doing all the time *because we all do the same things all the time* (my italics).

But in the town it is different. Many people come to the town because they want to do what they really like. The town chief cannot allow that. In the town you do not ask a chief to protect you or to solve your fights with other people. The police are here to help you. My husband is a carpenter and this is a big and important work but the chief only knows about cultivators. He does not know about skilled work.

There are now some political parties in Kampala and I think they are more important than the chiefs because chiefs cannot get us more money but the political leaders can.

Thus the chief is caught in a difficult situation. Mair (1958: 199) sums it up as follows:

In this situation the chief can be looked at in two ways. He is an individual doing his best to retain the advantages which his status used to bring him, and sometimes coming into conflict with the new leaders in the process, but he is also a symbol, a rallying point for likeminded persons. At different times the chiefs have been found to symbolize different aspects of the complex modern situation. This is the reason why the same chiefs may be objects of hostility at one moment and of vociferous loyalty at the next, and also why the same persons may appear to be successively, or even simultaneously, opponents and supporters of the recognition of hereditary authority.

Non-Ganda are in quite a different position in Mulago. Being treated as rather unwelcome visitors they have to submit to the authority of the Ganda parish chief who treats them with stern

authority which invariably causes considerable difficulties (Gutkind 1962). To them urban chiefs appear all powerful as is indicated in these comments by a Toro office messenger who lived in Mulago for fourteen months:

I am far away from my country and have not been home for a long time. I live here among my other Toro friends and we look after each other. When we have trouble among us we first decide what to do and if we are still fighting then we go to Mr. S. [the parish chief]. He does not speak our language but we understand him because we can speak Luganda. He is very sharp with us but he tries to help us. He first tells us that as foreigners we should not cause so much trouble and stop abusing and fighting each other. Mr. S. often threatens us with the police and says that he will ask the *omukulu we kibuga* to send us home. We know that he cannot do that against us, but he says he can.

The other day I had to go to him because a thief had broken into my house. I reported it to him but he kept me waiting all Sunday afternoon before he spoke to me. He then told me that he could not give me a letter to the *omukulu we kibuga* because I had no witnesses. He just told me to find someone to prove that I had owned the things which were stolen.

My [Toro] friend met a Ganda woman in a bar last week and she agreed to come to live with him. She stayed one night and in the morning asked for Shs. 10/—. But this was not the agreement my friend made. He wanted her to cook for him. The lady went to the chief and reported that my friend had beaten her. Mr. S. came to his house in the evening and asked him for an explanation. He told my friend that he had no business beating a Ganda woman and that if this happened again he would be reported to the [then] Protectorate Police.

Some of the non-Ganda groups have their own tribal associations, notably the Luo and the Rwanda. Non-Ganda often lodge complaints with their associations about the treatment they receive from their Ganda hosts. Thus in December 1957 the Rwanda Association wrote to the parish chief of Mulago about the complaint of one of their members who claimed that he had been refused a hearing by him. The Rwanda wanted to lodge a complaint against a Ganda shopkeeper who had given him short weight. The letter concluded as follows:

We ask that you treat us fairly and that you show us the same respect that you show the Baganda men and women. Our people

respect the law as well as others. If you visit our country you will be welcome. We shall not hate or despise you. (Gutkind 1957, field-notes)

All this perhaps says no more than to note the fact that the functions of chiefs are changing and that urban chiefs in particular are called upon to carry out their duties knowing that a large section of the population pay scant attention to them while some are outright antagonistic. As the African urbanite generally obtains his living in a different manner from the rural dweller and hence must seek different solutions to the problems he faces, he progressively turns to those authorities and leaders who hold before him the prospect of social, economic and political advancement. Unless the chief uses his formal and informal authority to aid the urbanite to advance within the urban system, his position will increasingly be relegated to a ceremonial role.

But even this position is no longer respected by many urban Africans. Mafeje (1963), in a particularly insightful documentation, has shown how the visit of a Tembu chief to Cape Town aroused violent opposition by many migrants who felt "that chieftainship is an anachronism". Some said that "they had no time to waste on chiefs... [and] are no longer prepared to receive a chief". Chieftaincy in urban areas has to battle with the forces of westernization which have —

completely undermined the position of the chief and other tribal dignitaries. In the urban areas, the breeding place of African nationalism, this process is so advanced that it cannot be reversed. In town in his daily life, the African is in contact with modern civilization, and shows great readiness to accept it. So, the African society is following a path of development that is very similar to that of most of the European societies. (p. 96)

The inability of chiefs, as chiefs, to understand the difficulties urban Africans face was brought out clearly by one agitated speaker at the meeting called to welcome the chief: "It is a good thing that you have come to town so that you may see for yourself what is happening; go home and tell them that we are still surviving, though between the flesh and the nail (i.e. in a tight corner)." (p. 93) Another speaker appeared to challenge the view that chiefs exist in their own right:

The people are convinced that there are no more chiefs. I want to ask you, as a chief, do we exist? I would like to remind you that, traditionally, it is not the people who are made for the chief, but it is the chief who is made for them. In fact, the chief is a chief by the grace of the people. I want to be frank with you. You should not listen to all the flattery you have been subjected to this afternoon. Take it from me, the Thembu are not at all happy about your presence here. Do you think that if they were pleased, there would be so few of them here today? Please, let us not fool ourselves, we are not children. (p. 93)

Pauw (1963:26), on the other hand, reports a case of a rural chieftainness who was cordially received in East London.

These attitudes, and divisions, in African urban society help to explain the present position of the urban chief. Theoretically a number of recent studies have drawn a sharp distinction between those who are committed to urban life and see their future in salaried or wage employment, and those who reject change and modern ways of the town either out of choice or because they are unable to reach above the lowest levels of employment and earning power (Mayer 1961; Pauw 1963; Powdermaker 1962:291-305). Powdermaker (1962:292), for example, has suggested the following hypothesis:

Individuals committed to the new moral order have faith in eventual rewards from it and an ego sufficiently strong to accept the risks and anxieties which always accompany change; they have a desire for the more personal autonomy inherent in the new order and do not always think in terms of opposing polarities. Conversely, the intransigents do not have the same characteristics or possess them to a much smaller degree.

It might be possible to apply a typological analysis to various types of urban chieftainship. In a forthcoming article I set out some of the main educational and attitudinal differences of fourteen parish chiefs in the peri-urban area which surrounds Kampala. It is clear from this data that at least nine of these chiefs interpreted their functions in a traditional or neo-traditional manner. The remainder saw their functions rather like the parish chief of Mulago referred to earlier in this paper. Preliminary study of the data also showed that residents in those parishes furthest from the centre of Kampala, i.e. within a three to four mile radius, looked to the chief in much the same manner as in rural Buganda. This

is so because the political and economic basis of chieftainship prevailing in these parishes is not basically different from that of the rural areas (Richards 1960; Southwold 1961). In contrast, in those parishes contiguous with or within a one to two miles radius of the centre of Kampala, the chiefs viewed their duties in a more modernist manner simply because typical urban conditions prevailed. The view the residents had of what a chief should be and do also varied considerably. However, simply because they took a more modern approach to their duties did not necessarily make them more popular or better chiefs.

Thus the future of African urban chiefs appears to be primarily determined by two important sets of variables: 1) their ability to meet the needs (both in traditional and modern terms) of an increasingly heterogeneous, and increasingly stratified, urban African population and 2) the attitudes of the latter towards the urban chiefs. To the traditionalist, or as Mayer has characterised such people — the incapsulated —, the urban chief will continue to provide a major social and political anchorage. This is likely to be particularly so in such urban areas dominated by one or two major tribal groups which have captured economic, political and social power at the expense of smaller tribal groups. Among them occupational mobility is generally low and their commitment to urban life is less certain. Such groups comprise a far larger percentage of highly mobile migrants. Under such conditions, as among the Mossi, the urban chiefs can, and usually do, offer the migrant the kind of help he wants and needs. Banton (1954b:141-142) states quite explicitly:

In most of the tribes represented in Freetown the institution of chiefship plays a central role. The natives look to their chief or headman for a variety of services and it will be a long time before other institutions can take over all his functions.

This is so because "the indirect contribution they [headmen] make to good order is the greater, for the infrastructure of tribal institutions is better adapted to the needs of the people than office-made rules can ever be".

Whether or not the migrant turns away from acceptance of the authority of the chief seems to depend not only on situational factors and on the economic, social and educational niche the

migrant is in (Acquah 1958: 103-104), but also on the "determinants that lie behind the choices" he makes as to whether or not to be an urbanite.³ Thus Mayer (1962:591) writes:

It seems sometimes to have been implied that prolonged residence in the "atmosphere" of town will automatically tend to "change" people and make them "urbanized". East London does not bear this out. There, while some are born "urban", and others achieve urbanization, none can be said to have urbanization thrust upon them. There is a power of choice; some of the migrants begin to change; but others voluntarily incapsulate themselves in something as nearly as possible like the tribal relations from which their migration could have liberated them. The study of urbanization of migrants... is a study of such choices and of the determinants that lie behind the choices.

The position of urban chiefs, as agents of stability or change must therefore be analysed closely within the total context and the specific patterns of urban life. Chiefs, rural or urban, represent an important feature of African society (or their counterparts in non-chiefly societies) whose functions are embedded in the basic rules of obedience and authority, social control and administrative action and ritual and ceremonial activities. To many urban Africans, chiefs and headmen continue to give expression to these functions but progressively the former live and work in an institutional complex which compels them to look to the type of leadership and authority able to deal effectively with the wholly non-traditional conditions characteristic of most of the newer African towns. Thus, in 1958 Acquah observed:

Today, in Accra, the chiefs' functions are mainly ceremonial. They play a major role in tribal festivals. In some measure they assist in the maintenance of law and order through their position as arbitrators. In spite of the fact that the municipal council is now the sole authority, many Gas and non-Gas in Accra take their troubles and grievances to the chiefs for them to settle. ...Whether they have as deep an influence on the lives of their subjects today as they had before... is a wide field for study... (p. 101)

Likewise, Mayer (1961:54) reporting on the position of headmen in the urban locations in East London, writes:

³ A good deal of the above discussion is, of course, closely related to the functions of tribalism in urban social organization and social interaction. The significance of tribalism as a particular kind of social interaction is perceptively analysed in a number of publications by Mitchell (1959, 1960), Gluckman (1960a, 1960b, 1961) and Mercier (1961).

Lacking confidence in the effectiveness of the official "intercalary" authorities [of location headmen], the migrants in town are tempted to turn to others who act the part unofficially or even illegally. In the seats of White power... a number of Xhosa are employed in subsidiary capacities as clerks, constables and so forth. Because of their nearness to the source of power, these are regarded by many location people as key figures. Most migrants appear to be firmly convinced that the good will of the man who actually wields the rubber stamp is vital...

At the same time Mayer (1961:72) also reports that migrants are frequently at odds with the established urbanite because the latter completely reject the authority of the chiefs. Extensive case studies should now be carried out to determine the conditions under which the functions and authority of urban chiefs are rejected and those conditions under which they are acceptable to urban Africans.

REFERENCES

- ACQUAH, I.
1958 Accra survey. London, University of London Press.
- BANTON, M.P.
1954a The origins of tribal administration in Freetown. *Sierra Leone Studies N.S.*, 2, 109-119.
1954b Tribal headmen in Freetown. *Journal of African Administration*, 6, 3, 140-144.
1957 West African city: a study of tribal life in Freetown. London, Oxford University Press (for International African Institute).
- BUSIA, K.A.
1950 Report on a social survey of Sekondi-Takoradi. Accra, Government printer.
- COMHAIRE, J.L.L.
1953 Aspects of urban administration in tropical and southern Africa. *Communications from the School of African Studies (New Series)*, 27, Cape Town, University of Cape Town.
- EPSTEIN, A.L.
1958 Politics in an urban African community. Manchester, University Press (for Rhodes-Livingstone Institute).
- FALLERS, L.A.
1955 The predicament of the modern African chief: an instance from Uganda. *American Anthropologist*, 57, 2, 290-305.

- FRAENKEL, M.
1964 Tribe and class in Monrovia. London, Oxford University Press (for International African Institute).
- GLUCKMAN, M.
1949 The village headman in British Central Africa. *Africa*, 19, 2, 89-94.
1960a Tribalism in modern British Central Africa. *Cahiers D'Etudes Africaines*, 1, 55-70.
1960b From tribe to town. *Nation* (Sydney), 53, 7-12.
1961 Anthropological problems arising from the African industrial revolution. In *Social change in modern Africa*, A.W. Southall ed. London, Oxford University Press, 67-82.
- GUTKIND, P.C.W.
1957-1958 Diary of an African urban chief. Ms. in possession of P.C.W. Gutkind.
1962 Accommodation and conflict in an African peri-urban area. *Anthropologica*, N.S., 4, 1, 163-173.
1963 The royal capital of Buganda: a study of internal conflict and external ambiguity. *Series Maior*, 12, Institute of Social Studies, The Hague, Mouton.
- LESLIE, J.A.K.
1963 A survey of Dar es Salaam. London, Oxford University Press (for East African Institute of Social Research).
- LITTLE, K.
1965 West African urbanization: a study of voluntary associations in social change. Cambridge, University Press.
- MAFEJE, A.
1963 A chief visits town. *Journal of Local Administration Overseas*, 2, 2, 88-99.
- MAIR, L.P.
1958 African chiefs today. *Africa*, 28, 3, 195-206.
- MATHEWS, A.B.
1940 Report on the tribal administration in Freetown. Sessional paper No. 4 of 1940, Freetown, Government Printer.
- MAYER, P.
1961 Townsmen or tribesmen. Cape Town, Oxford University Press (for Institute of Social and Economic Research, Rhodes University).
1962 Migrancy and the study of Africans in towns. *American Anthropologist*, 64, 3, 576-592.

- MERCIER, P.
1961 Remarque sur la signification du 'tribalisme' actuel en Afrique noire. *Sociologie*, 31, 61-80.
- MITCHELL, J.C.
1959 The Kalela dance. The Rhodes-Livingstone Papers 27, Manchester, University Press (for Rhodes-Livingstone Institute).
1960 Tribalism and the plural society. London, Oxford University Press.
- MORRILL, W.T.
1963 Immigrants and associations: the Ibo in twentieth century Calabar. *Comparative Studies in Society and History*, 5, 4, 424-448.
- OTTENBERG, S.
1962 The development of local government in a Nigerian township. *Anthropologica*, N.S., 4, 1, 121-161.
- PAUW, B.A.
1963 The second generation. Capetown, Oxford University Press (for Institute of Social and Economic Research, Rhodes University).
- POWDERMAKER, H.
1962 Copper town: changing Africa. New York, Harper and Row.
- RICHARDS, A.I.
1960 The Ganda. In *East Africa chiefs*, A.I. Richards ed. London, Faber and Faber (for East African Institute of Social Research), 41-77.
- ROBINSON, R.E.
1949 The administration of African customary law. *Journal of African Administration*, 1, 4, 158-176.
- SKINNER, E.P.
1965 Labor migration among the Mossi of the Upper Volta. In *Urbanization and migration in West Africa*, H. Kuper ed. Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 60-84.
- SOUTHALL, A.W. and P.C.W. GUTKIND
1957 Townsmen in the making: Kampala and its suburbs. *East African Studies* 9, Kampala, East African Institute of Social Research.
- SOUTHWOLD, M.
1961 Bureaucracy and chiefship in Buganda. *East African Studies* 14, Kampala, East African Institute of Social Research.

SPEARPOINT, F.

- 1937 The African natives and the Rhodesian copper mines. Supplement to the Journal of the Royal African Society, 26.

WHITE, C.M.N.

- 1964 The changing scope of urban native courts in Northern Rhodesia. Journal of African Law, 8, 1, 29-33.

WILSON, M. and A. MAFEJE

- 1963 Langa: a study of social groups in an African township. Cape Town, Oxford University Press.
-

Recent Labor Legislation in Trinidad Its Economic and Political Implications*

BY FRANCES HENRY

RÉSUMÉ

Le titre énonce bien le contenu de cet article: les récentes lois sur le travail à Trinidad et leurs implications économiques et politiques. L'Auteur, après avoir présenté l'évolution de l'organisation des travailleurs de cette région, s'arrête aux relations actuelles entre le Gouvernement et les syndicats ouvriers.

Introduction

In March 1965, the government of Trinidad and Tobago enacted one of the most important pieces of legislation in its nine years of power. This legislation, known as the Industrial Stabilisation Act, virtually prohibits trade unions from calling strikes and establishes an Industrial Court to settle labor-management disputes. This very stringent measure can be interpreted as an attempt to handle a basic problem common to many developing countries — the problem of labor unrest.

The difficulties which face economic growth in Trinidad are similar to those which beset many developing countries. The economy is based on two major industries, oil and sugar, both of which are foreign owned. These industries also employ the largest number of workers with approximately 17,000 in oil and 40,000 in sugar. Since sugar prices have fluctuated in recent years and the oil reserves are diminishing, the economy is not particularly viable although the per capita income of Trinidad is higher than many other developing countries in this hemisphere. Unemployment is estimated at about 15% of the labor force and it is a severe problem made worse by a population increase of 3%

* Fieldwork in Trinidad was supported by a grant from The Centre for Developing Area Studies, McGill University.

annually. Related to these vast range of economic problems is the added factor of labor unrest and Trinidad has been beset by a continual series of strikes in every industry and particularly in the all important oil and sugar industries. Labor costs in the basic industries have been increased due to the demands of the labor unions. In sugar, for example, Trinidad is the most expensive producer in the West Indies. In oil, the union has been so successful that the workers enjoy substantial wages and fringe benefits to a much greater extent than those in other industries. Union demands, plus the frequent usage of the strike weapon, have created a labor situation which apparently necessitated some legislative action on the part of the Government.¹

Labor unrest raises the question posed by many analysts of the labor scene: "to what extent can unionism flourish and exercise an independent influence in the structuring of the industrial labor force without impairing economic growth?"² Developing countries, all of whom are inevitably faced with the emergence of unions have attempted to solve this problem in different ways. In Egypt for example, both unions and employers are subject to government control³ and India has empowered the government to refer disputes to arbitration by industrial tribunals.⁴ Israel, on the other hand, has a strong and powerful labor movement which operates to a considerable extent without government intervention.⁵ The continuum seems to range from complete freedom to restrictive legislation in regard to trade union development. Governments based on nationalistic parties are in a particularly ambivalent position with regard to labor because they depend, in large part, on the working man's vote. Should they alienate the labor electorate they are aware that a strong politically organized union movement can provide potential political opposition. On the other hand, complete union freedom may result in damage to

¹ It is highly probably that the employers have urged legislative action of a stringent kind to curb the frequent and costly work stoppages.

² S.B. LEVINE, "Conceptions of Trade Unionism in Economic and Political Development", *Economic Development and Cultural Change*, xii, 2., (Jan. 1964) p. 215.

³ F.H. HARBISON, "Egypt" in W. Galenson, (ed.) *Labor and Economic Development*, (New York, Wiley and Sons, 1959)

⁴ C.A. MYERS, "India", *ibid.*

⁵ B.H. MILLEN, *The Political role of Labor in Developing Countries*, (Brookings Institutions, 1963) p. 99.

the economy. Unions thus present a two pronged threat in a new nation. Their usual insistence on higher wages and the frequent and prolonged use of the strike weapon may hamper overall economic growth and this is particularly significant in new countries because of their emphasis on economic development. At the same time, organized labor may also present a political threat particularly in countries which have not evolved stabile continuing political institutions.

The present case study is an example of repressive trade union legislation. It will be suggested that *both economic and political factors were operative in providing a rationale for its enactment*. The economic factors were given prominence but as subsequent reactions to the Act indicate, the government risked alienating labor and its electoral strength for the sake of curbing potential political opposition arising.

The present paper is divided into two sections. In the first, we will briefly present the historical background of the labor movement in Trinidad, its structure, growth and problems. The second section sets forth the facts of union activity of the last five years and discusses the governments relationship to organized labor culminating in the passage of the Industrial Stabilisation Act and its immediate consequences.

The Labor Movement to 1964

The beginnings of organized labor in Trinidad can be traced to 1890 with the formation of the Trinidad Working Men's Association. No real advances in union organization were made until the Ordinance of 1932 which provided for the establishment of unions and defined their functions and powers in line with British labor legislation. By 1937, the economy was changing from sugar to an increased emphasis on oil and the existing labor legislation had not, in the main, been put into effect. General living and working conditions among the workers were inadequate and in the absence of unions, particularly in the important oil and sugar industries, no organized machinery for the settling of grievances existed. Growing resentment against the Crown Colony system of government also led to dissatisfaction. Riots, originating in the oil belt, swept the island in 1937 and spread

throughout the Caribbean. The riots marked the beginnings of modern labor relations and organized trade unionism began to play an important role in Trinidadian society. By 1939, there were 9 registered unions including the Oil Field Workers Union (OW-TU) and the figure increased to 17 by 1947. The early unions were by and large general unions catering to workers in any industry and this resulted in overlapping and competition for membership. The early unions were described by Dalley as "showing many signs of youthfulness" and tending to confuse "collective bargaining with 'mass action' and to look to the strike as the only weapon of the worker..."⁶

The period between 1948-56 was characterized by relative stability in regard to industrial relations with the exception of the sugar industry in which union competition, leadership battles and employer resistance to unionism continued to hinder smooth industrial relations. Although there were all told at least 50 unions registered, many of them were small and were not recognized as bargaining agents often on the grounds that they did not fully represent the majority of workers in the industry. The strike weapon was still considered to be the major tool but collective bargaining agreements characterized the conduct of some of the larger, well organized and financially sound unions. The establishment of the Trade Union Congress (TUC) — modelled after the British TUC — in 1957 gave substance to the union movement.

Throughout the history of the labor movement in Trinidad, there has been some association between union leaders and politics. But because organized political parties did not exist prior to 1955, this association has not been of a direct kind. Often potential politicians stood for election on an individual basis. The many small and poorly organized political parties which dot Trinidad's history attempted to attract the working class vote but were never sufficiently organized to do so. By and large, the pattern has been that political aspirants cultivated and affiliated themselves to trade unions in order to further their own political careers, but once in office they tended to neglect the union which supported them. During the early 50's there was some concern

⁶ F.W. DALLEY, "Trade union organization and industrial relations in Trinidad", (London, HMSO, 1947) p. 7

about communist infiltration in the various unions. This concern reappeared in the early 60's as noted on the following pages.

As of 1964, there were over 100 registered unions with a total membership of about 76,000⁷. The larger and more powerful unions include:

- The Old Field Workers Union (membership about 10,000)
- The Seamen's and Waterfront Workers Union (7,000)
- All Trinidad Sugar Estates and Factories Workers Trade Union⁸
- Federated Workers Union
- Amalgamated Workers Union

The Trade Union Congress (TUC) created in 1957, is a federation of unions operating under a constitution which sets out its objects and duties. Its Executive Council makes decisions in regard to jurisdictional disputes between unions and initiates conciliation proceedings with a view to settling intra-union disputes. It is not registered as a union itself. Whereas the TUC attempts to present a united front, it has, in fact, almost from the time of its inception, been plagued by serious internal disputes and rivalries. One of the larger unions representing Government employees was denied TUC membership until 1963 because it was thought to be government sponsored. The Amalgamated Workers Union was suspended from membership because of its attempts to enter the sugar industry when another TUC affiliate already enjoyed bargaining rights in that industry. These and other disputes as well as power struggles among leaders led to serious factionalism within TUC ranks.

John Rojas was President of both OWTU and TUC. In 1962, a rival faction within OWTU, under the leadership of George Weekes forced Rojas' resignation from that union. The following year a vote of no confidence in the Executive was passed requiring Rojas' resignation from TUC. George Weekes was subsequently elected. Under Weekes' leadership, both OWTU and TUC have become more militant and aggressive both in their dealings with employers and their desire to achieve greater

⁷ The total working population at the time of the 1960 Census was 263,570. Union membership represents about 29% of the working population.

⁸ Membership figures for this and other unions mentioned below are unreliable. They probably have between 3,000 - 5,000 members.

power and influence for the trade union movement. He has been particularly successful in gaining wage increases and other benefits for the union to the extent that other unions in their bargaining capacity tend to use the OWTU as a pace setter in increasing workers rights. Since Weekes' tenure of office, there has been a substantial increase in the number of strikes in the oil industry over preceeding years. In 1962, there were 31 strikes in oil and while Weekes recognizes the strength of collective bargaining, he has not hesitated to use the strike weapon frequently. Weekes' success in being elected President of TUC was claimed to be a "victory for the progressives". It is still, however, an affiliation of, in some cases, rival unions and examples of two affiliate unions each demanding bargaining rights in the same industry is still fairly commonplace. Weekes has not succeeded in creating unity between the unions nor in doing away with rivalry between various leaders. He is admittedly left of center in his ideology and has been called a communist. Although recent events also cast some doubt on the general effectiveness of his control over TUC affiliates, he is undoubtedly a popular and respected leader among the oil workers.

Another striking example of union rivalry during this period is the series of events which took place in the sugar industry. The history of trade unionism in the sugar industry is quite complex and it has been the subject of numerous Commissions of Inquiry. (The specific details are not relevant here and only recent developments will be mentioned.) Unionization has been difficult because of employer resistance to organization, the many rival factions each claiming to be representative of the workers and often led by politically oriented opportunists, and the suspicion of union activity on the part of the East Indian sugar workers. As of 1958, All Trinidad Sugar Workers Union under the leadership of A. Geoffrey was recognized as the sole bargaining agent for all workers directly employed in the production, processing and shipping of sugar with the exception of monthly and weekly paid workers. In 1960, W.W. Sutton, general secretary of the Amalgamated Workers Union began recruiting clerical weekly and monthly paid workers. In 1962, he called a strike for recognition in which factory and field workers joined apparently to show their disapproval of Geoffrey's leadership of All Trinidad. A

Commission of Inquiry appointed to study the situation recommended the establishment of a Joint Industrial Council in which both unions were to be represented. This was never accepted and subsequently, Bhadase Maraj was "elected" president of All Trinidad. Maraj is the leader of the Mahasaba, a Hindu religious organization and a businessman of questionable reputation. He has frequently been referred to as a "gangster". Sutton then withdrew his claim to represent sugar workers.

Sometime in the early 60's, a left wing organization calling itself the "Sugar Workers Study Group" was formed with the purpose of helping the underprivileged sugar workers "fight for their rights".⁹ It is their contention, supported in other quarters as well, that Maraj was recalled into the union by the Manufacturers with the support of the present Government. As the All Trinidad union membership declined to the recruiting activities of Amalgamated, the sugar Manufacturers became alarmed that this might mean the development of a "monster" in the form of a strong sugar section of the Amalgamated workers union. It is alleged that the manufacturers prefer to work with men like Maraj with whom they can readily bargain — in other words, a company rather than a militant workers union. It is further alleged that Maraj works in close association with the Government as well. It has been contended that when the Prime Minister believed that Dr. Capildeo, the leader of the major opposition party, could present a real political threat during the elections of 1961, Maraj was to have stood for election against Capildeo. This would have split the East Indian vote and assured the PNM's victory! To insure Maraj's support, government is reputedly to have arranged a land deal with Maraj, issued promises to aid his Mahasaba school building program and lend support to his union leadership¹⁰. It is further argued that Sutton would not so readily have "given up" his substantial claim in the sugar industry without some form of inducement. It has been suggested

⁹ The information in this section is not generally known. I received the data from several informants who were intimately associated with the sugar workers.

¹⁰ When Capildeo overplayed his hand by his emphasis on violence during the election campaign, this plan was no longer considered necessary and therefore abandoned.

that Sutton was "paid off" by Maraj and that Government also offered some form of inducement, perhaps in the promise of a political appointment as well as an important position in the labor movement. (Sutton now leads the rival union organization which split from the TUC and his anti-government sentiments have noticeably declined in the last two years.)

The activities of the Civil Service Association further complicate the labor scene during this period. This is partially the result of the confusion which still exists in the definition of "civil servant". Membership in the Association is not restricted to persons serving the state but also includes employees of local governments and of statutory corporations. Various Commissions have been appointed to investigate the status of the Civil Service but the details are not relevant here. The CSA has, however, had a continuing series of grievances against the Government and other unions. In recent years its membership has expanded rapidly under the active leadership of its President and General Secretary so that its membership is now over 10,000 (out of a Civil Service of 12,000 members). The CSA has become politically oriented and sponsored demonstrations against the Government. It has also threatened a strike in 1962 and recently, it ordered a 21 day "go slow" in protest against the nonsettlement of a wage dispute. There is no doubt that the CSA has become a militant body in recent years and its threatened strikes have raised the question of conflict between the duties of the civil servant and membership in a trade union. Its open conflict with Government has increased and the CSA is one of the strongest of the anti-government organizations in the country at the present time¹¹.

The early 60's were also characterized by an extreme degree of labor unrest. Between 1960-64, there were a total of 230 strikes in Trinidad, involving almost 75,000 workers and a total of 803,899 man days lost. Lost wages as a result of strike activity amounted to \$4½ million (W.I.) whereas the lost purchasing

¹¹ A civil action against the Government was recently brought to court and the Magistrate emphasized the "unfortunate impasse" between the Government and the Service. Government has recently established a Tribunal to settle Civil Service disputes and higher level Civil Servants have been forbidden membership in the Association.

power of the country was estimated on the basis of the loss in wages at \$9 million. Strikes in oil and sugar contributed the most man days lost — a total of 430,364 — while transport, storage and communications also contributed heavily.¹² Most strikes were caused by recognition issues and specific grievances. In addition to the strikes, the general industrial situation over the past five years has involved the appointment of 10 Arbitration Tribunals, 9 Boards of Inquiry and 4 Commissions of Inquiry.

The Present Governments Relationship to Labor

The People's National Movement Party (PNM) under the leadership of Dr. Eric Williams was organized in 1955 and won the elections of 1956 by a narrow margin. It was, in its formative stages hailed as a nationalistic, socialist party which promised self government and ultimately did win independence for Trinidad. It won the elections of 1961 easily with a majority of 20 seats to the Opposition's 10. In both elections, PNM had the support of the labor movement and most of its electoral support comes from the working class particularly in urban areas. Perhaps because it cast its image as a nationalist party, it was also assumed to be socialist or left of center in ideology. In retrospect, it can be seen that PNM never really advocated a socialist platform and this was made even more apparent in 1960 when Dr. Williams clearly committed himself and his country to the support of the Western power block. Nevertheless, the labor movement was strong in its support of the party and in 1961, the TUC formally advocated political involvement by suggesting that the "working class cannot successfully wage its economic battles without political rights and political actions"¹³. It staged several demonstrations including one in which thousands of workers marched in the streets in support of the PNM.

By 1962, however, there were the beginning signs of dissatisfaction with Government largely brought about by its failure

¹² These figures were obtained from the Ministry of Labour.

¹³ Quoted in *Report of the Commission of Enquiry into Subversive Activities in Trinidad and Tobago*, (Government Printery, Trinidad, 1965) p. 31.

to implement the labor college and the labor code — both of which were promised in the elections manifesto. Continuing disputes between the Civil Service Association and the Government over wage increases and the restructuring of the Service added to the growing dissatisfaction. Increasing labor unrest as evidenced by the number of strikes between 1960-64, as well as Government's general unwillingness to intervene in long lasting disputes led to criticism by both labor leaders and other critics of the Government. It was felt that Government had failed in not establishing a sound labor relations policy and for adopting a "laissez-faire" attitude towards labor. Some of the more outspoken critics suggested that Government was deliberately giving the already factionalized and highly competitive labor leaders enough "rope to hang themselves with". By 1965, critics and of course, particularly labor leaders openly declared that the PNM government is anti-labor and that in order to create a good climate for investors is "bending backwards to help the investor at the expense of labor".

What evidence is there for this claim? To what extent is it justified and what sort of relationship has PNM had with the labor movement?

The various Commissions of Inquiry into labor disputes in particular industries and the general reports of Dalley on Industrial relations have all agreed that the existing labor legislation has been inadequate¹⁴. The brief survey of the history of the labor movement in the preceeding section illustrates that, despite the growth of unions, labor relations in the past have been far from satisfactory. Some of the factors responsible for this have been, union rivalry, power struggles among the union leadership and employer resistance to unionization. Others include the larger problems created by an underdeveloped economy, a dependent colonial political structure and the lack of up to date labor legislation and machinery for settling grievances. The PNM, when it assumed power, recognized the problems in this area and in its

¹⁴ In addition to the legislation already cited, other labor legislation includes: workers recruitment, employment exchanges, health and safety regulations, employment of juveniles and women, hours and wage regulations.

election manifesto promised changes for the "working man". These were:

promotion of effective democratic trade unions, recognition of employers associations, trade union representation on public corporations, and a labor code¹⁵.

These promises were repeated in the Manifesto of the West Indies Federal Labour Party in the Federal elections of 1958. In the elections manifesto of 1961, further promises were made. These include:

a social security plan; establishment of the labour college; finalisation of the Labour code¹⁶.

In its listing of achievements in the labor area, the Manifesto lists the following:

Workmen's Compensation Law; encouragement of democratic trade unionism; Joint Industrial Council for government workers; Wages Councils; revision of the labor laws¹⁷.

With the exception of the Workmen's Compensation Law, these "achievements" constitute relatively small gains in terms of the overall promises. Despite agitation from many quarters, e.g., the press, economic advisors, Commissions of Inquiry, etc., the promised labor college and the labor code have not been implemented to the time of this writing. The ILO expert who was called in to advise on the revision of the labor laws began work in 1958 and the report was presumably completed in the early 60's, but whatever suggestions it contains for the revision of the labor laws have not been put into effect. Thus it would appear that this government has not instituted any major legislative program in regard to labor, but there have been informal attempts to introduce some measure of stability into the labor scene mainly in the form of advisory councils. In fact, the Prime Minister in introducing the Stabilisation Bill in the House of Representatives said that his government had made several attempts but that most of these have been shortlived or ineffective due to the "intransigence" of the labor leaders involved. Examples of some of these attempts include the following:

¹⁵ Elections Manifesto, PNM, 1956.

¹⁶ Elections Manifesto, PNM, 1961.

¹⁷ *Ibid.*

A Joint Industrial Council in the sugar industry which functioned briefly; establishment of the National Economic Advisory Council in 1963 which included representatives from business, labor and the Government — it functioned for a year; the Tri-Partite conference between the OWTU, the Ministry of Labour and the oil companies — it disintegrated after a few meetings when George Weekes claiming a government minister had called him a communist, boycotted future meetings¹⁸.

Other attempts claimed by Government have been the inclusion of trade union members on statutory boards, corporations and committees and several have been sent overseas as members of Government delegations¹⁹. In 1961, two union leaders were appointed as members of the Senate, the upper house of the Legislature. One, Carl Tull was at the time, Secretary of the Communications Workers Union which waged the battle against Trinidad Consolidated Telephones, (this strike lasted for four months and Government later nationalized the telephone industry.) The other was the controversial John Rojas, former communist and ex-president of both the OWTU and the TUC. Union leaders claim that these two have been "bought out" and, in fact, act as government "stooges" and no longer represent the labor movement. The Ministry of Labour and the Government Commissioner of Labour attempt to aid negotiations between labor and management if their intervention is sought or if disputes become deadlocked over a prolonged period of time. There have been several disputes which were solved as a result of such intervention over the past years but, by and large, Government has not intervened in the majority of labor disputes. In two cases of intervention, the industries involved were subsequently nationalized. Occasionally the Prime Minister or the Minister

¹⁸ Weekes called upon the Prime Minister to apologize for this action and left the meeting when the Prime Minister refused to do so.

¹⁹ The militant union leaders maintain that this is nothing short of an attempt at bribery. George Weekes claims that after the Prime Minister had already seen a copy of the report of the Commission of Inquiry into Subversive Activities in which Weekes is labelled as a communist, he was nevertheless offered a position as advisor in the governments delegation to the United Nations Conference on Trade and Development in Geneva. Of this appointment he says: "In my innocence I interpreted these signs of Government's confidence to a favorable report by the Commission as an honest attempt to affect rapprochement between the labour movement and the Government ... soon after I returned it became apparent to me that this was no honest attempt at rapprochement but an attempt to win me over as they did Mr. Rojas and Mr. Tull, now Senators." *The Vanguard*, (April 1965) p. 2.

of Labour have personally appealed to the unions and in 1963 in particular, Dr. Williams asked the TUC to use its influence in controlling the unions. He pointed out that if losses in production continue through excessive labor demands, the 5 year development would be seriously jeopardized.

Government critics contend that these efforts are inconsistent and sporadic and that no consistent over-all government policy exists with regard to labor. They claim that the most consistent policy which has existed over the last few years is the attempt to control the unions and when this seemed destined to failure because of the strength of some of the leaders, government tried to break the power of the union movement instead. Three major steps were taken in the last two years and these have been interpreted as at least partially being aimed at breaking the economic as well as potential political power of the unions. These were the appointment of the Commission of Inquiry into Subversive Activities, encouraging or manipulating the split in the TUC which led to the formation of a rival labor organization — the National Federation of Labor — and proclaiming a state of emergency which led to the quick passage of the Industrial Stabilisation Act.

Commission on Subversive Activities

The first mention of the threat of leftist activity and the potential political threat of organized labor was made in a speech by Dr. Williams following a major oil strike which took place in 1960. In it, Dr. Williams said:

...the strike was aimed at the government and was fundamentally political in its origin and nature. Extremists on both sides clamoured for governments intervention... Irresponsible elements on the workers side injected race into the strike, talked about emulating Castro, advocated nationalising the oil industry, threatened a national crisis. The most irresponsible hoped for violence, which in their view would force the police to shoot, then they would denounce the PNM. These elements sought to lay the groundwork for the establishment of a socialist party for the coming general election.²⁰

²⁰ Trinidad Guardian, (July 23, 1960).

In 1962, the supposed threat of communism was made more explicit and in a famous and widely quoted speech in August of that year, Senator John Rojas warned the country about the subversive elements in the community. In that speech he claimed:

...right here in Trinidad at the present time there is no doubt that there are communist elements operating. As to what measure or to what extent, is a matter for investigation and for the security measures of the Government to determine. There is talk in this country about a revolution which will take place in eighteen months time, and that the machinery and the various styles are already set in the working class organizations to effectuate that in eighteen months time. There is no doubt about it that Marxists are operating in some of the trade union movements in the country, and some of the most powerful unions are now headed by Marxists.²¹

In April the following year and again following a strike in the oil industry, the Prime Minister appointed two Commissions of Inquiry; one into the oil industry and the other into subversive activities. The latter inquiry received the following terms of reference: "To enquire into the nature and extent of subversive activity within Trinidad and Tobago with particular reference to its influence in the Trade Union Movement, the Public Services and Youth Organizations..." This action, particularly as it came on the heels of a lengthy strike, was immediately interpreted by labor leaders as a blow against trade unionism and as an attempt to placate the major oil companies. The oil companies were at that time distressed about the number of strikes in the industry. The composition of the Commission was also questioned since it contained one former trade union leader who had been implicated in a perjury case some years earlier and a Nigerian judge who is supposedly a close personal friend of Dr. Williams. The third member, considered to be the only impartial member of the Commission, left Trinidad half way through the hearings supposedly again because he was dissatisfied with the conduct of the Inquiry. (His name, however, appears on the final report.) Its vague terms of reference and the fact that the evidence was given privately without the presence of the "accused" persons (although they had access to any allegations made against them and were allowed to cross examine their "accusers") led to the

²¹ Quoted in the *Commission of Enquiry into Subversive Activities*, Trinidad and Tobago, Printery Office, 1965, p. 7.

filing of five writs challenging the legality of the Commission. These were filed by individuals with union affiliations and one case which actually reached the courts was the action filed by the Civil Service Association. These legal transactions delayed the publication of the report, dated January 25, 1964, for over a year to March, 1965. The Magistrate found against the Civil Service Association and the other writs were subsequently withdrawn. There can be no doubt that the appointment of this Commission, the composition of its members and the manner of gathering evidence, was viewed by labor officials and other critics of the Government as a blow directed against trade union activity. It has also been suggested that Senator Rojas' speech which initiated the subversive hunt was, in fact, instigated by the Government.

The Split in the Trade Union Congress

The TUC functioned as an association comprising most of the registered trade unions in the country. Although there is intense rivalry amongst some of its members, it has recently become a fairly effective voice for the trade union movement. In November of 1964, four major unions, amongst them All Trinidad led by Bhadase Maraj and the Amalgamated Workers led by W. Sutton, broke away from the TUC and formed a rival organization, the National Federation of Labour. The reasons for this move are somewhat obscured but several interpretations can be suggested. Sutton was fairly successful in his attempt to poach sugar workers into his union in 1962. Shortly thereafter he left the field for Maraj and the All Trinidad Sugar Union. Sutton was probably pressured by both Government and Maraj into withdrawing from the sugar industry on the promise of a more important voice in the trade union movement. The formation of the new Federation may be one way in which Sutton's personal ambitions can be realized. Secondly, this manoeuvre fits into government planning because an increasingly active and militant TUC can presumably be threatening to the political supremacy of the PNM Government. This is especially important because it is rumoured that George Weekes, the TUC president, would like to form a stronger coalition between the oil and sugar workers who together control the vital industries of the island and constitute a large voting block as well. He already had the sym-

pathies of the National Union of Government employees and the Civil Service Association, the two major administrative unions. So far the Federation has not managed to attract any other unions into their fold but the four breakaway unions did undermine the strength of the TUC. It is also significant that the Federation supported Government in a recent back pay issue whereas the TUC strongly rejected it. This occurred late in 1964 and involved government's proposal to issue back pay to Government daily paid workers in 60% bonds and 40% cash. Government claimed that it did not have the necessary capital in the Treasury for a total cash payment. This proposal which has been put into action led to widespread criticism and is apparently one of the first Government measures to hit the average worker to the extent of his voicing outspoken criticism against the Government.

The events of early March 1965 were to have an even more divisive effect on the union movement.

The State of Emergency and the Industrial Stabilisation Act.

Early in March, a small number of tasker drivers in one of the sugar areas walked off the job under the leadership of A. Geoffrey, the former President of All Trinidad. Other workers joined in sympathy. Bhadase Maraj appeared on the scene with strike breakers and acts of violence erupted in the sugar belt. The sugar manufacturers closed the four sugar factories in an effort to protect their property and the lives of workers from further violence. On March 9, Government proclaimed a state of emergency in the sugar areas and the police were given sweeping powers of law enforcement.²² Within a few days, the factories

²² This was only the second time that Government had used such powers. The area covered by the emergency was later extended to include a residential area near Port-of-Spain, miles away from the sugar belt. This coincided with the arrival of CLR James in Trinidad and as his house was in the restricted area, it made possible his house detention. James, an eminent Trinidadian author and journalist, was the former mentor and political advisor of the Prime Minister. He was deposed from the party in 1960 when his leftist ideology clashed with that of the Prime Minister. James was suspected of returning to Trinidad to lead the "Communist revolution" against the government although his stated reason was to cover the Cricket Test Match for a British newspaper. No public reason for his house arrest was ever given.

were reopened and the situation returned to normal. In the meantime, TUC called upon government to remove the emergency powers and George Weekes addressed meetings of the sugar workers thereby involving the TUC in the dispute.

The Government quickly announced that it was introducing legislation to curb labor disputes and by March 18, the Industrial Stabilisation Bill²³ was tabled for a first reading in the House of Representatives. It passed all its Parliamentary stages in less than 2 days. At the same House meeting, the report of the Subversives Activities Commission was tabled and its publication "with deletions in the interests of security" was promised within a few days. (It was not published until April 9). During the brief Senate debate on the Act, Senators Rojas and Tull revealed the details of the "communist plot" to overthrow the Government, thus providing the rationale for the quick passage of the Act at this time. CLR James, George Weekes and others were implicated in the plot. Senator Rojas stated that James had approached him some 18 months ago in an attempt to enlist his aid. Senator Tull disclosed that he knew definitely that there was high level political plotting amongst certain trade union leaders. No other evidence for the supposed plot was produced. While the Bill was being debated in the House (although there was in fact, very little opposition to it and six members of the Opposition voted for it), members of Dr. Williams "fanatic" constituency group, carefully coached beforehand, demonstrated in favor of the Bill in front of the House of Representatives.

Reaction to the Act was mixed. Government supporters, while somewhat frightened of its stringent measures were nevertheless in favor of it. The dominant feeling among them was that there had indeed been a communist plot brewing and the Act, with its prohibition against strikes would curtail the power of the

²³ The Act creates a Government appointed Industrial Court. All disputes will be brought to the attention of the Minister of Labour and if no suitable means of settlement exists, he may refer the matter to the Court. The court has the right to impose fines on either union or employer. No strikes or lockouts may take place unless a dispute has not been attended to by the Minister of Labour within twenty-eight days. Infractions will result in fines for either union or employer. Members of the Public Services and other public servants may not take part in any strike. (For further details see Act No. 8 of 1965, Trinidad and Tobago)

"irresponsible and communist orientated union leaders". Labor, and particularly the TUC, was outspoken in its criticism and a mass meeting in Woodford Square was hastily called the day before the debate to denounce the Bill and arouse public opinion against it. The meeting was poorly attended and it was obvious that the union leaders were powerless to stop its passage. On the day of the debate, Weekes called a strike on the oil industry to show that the workers were against the Bill. In fact, very few oil workers stayed off the job and the strike was a dismal failure petering out within a few hours. This was immediately seen as a blow against the TUC and George Weekes in particular. Within a very few days after the passage of the Act, the largest and most powerful unions began to withdraw from the TUC. The first to go was the Seamen and Waterfront Workers Union whose officers stated that they disagreed with TUC's involvement in the sugar strike. In all, seven unions withdrew their support decreasing TUC's membership from approximately 70,000 to about 30,000. For the most part, the unions involved claimed to disagree with TUC leadership and policies. The remaining unions called for the resignation of Weekes and by March 25, Weekes announced his resignation as President of the TUC.

One of the most important results of the Industrial Stabilisation Act was then a further division among trade union ranks. The once powerful TUC has shrunk in membership, its president and secretary forced to resign and as the situation now stands, the trade union movement is hopelessly divided²⁴.

Much of the pressure against Weekes stems from his attempt to intercede in the sugar dispute. This is seen as an effort to increase his own power by controlling the sugar workers and there can be no doubt as to the strength of his personal ambitions which may extend to the political arena as well. The fear of his communist sympathies tends to be exaggerated although he is clearly left of center in his ideology. Weekes claims in his defense that the sugar workers, disgruntled with their own union leader-

²⁴ Very recently the two labor organizations again reunited to form the Trinidad Labor Congress. W.W. Sutton in a closely contested election became its President. Sutton has now realized his aims and has become leader of the trade union movement. He is expected to closely cooperate with Government.

ship, asked him to intercede and that he did so with full TUC approval. While several union leaders who withdrew from TUC tacitly disapproved of the Act, they were also against the militant stand which Weekes took against it and feared that government might, as a result, take even more drastic action against the unions and their leaders.

While one consequence of the Act was that it led to even further division among union leaders, it also had important political consequences. The opposition Democratic Labour Party which had already suffered from dissension within its ranks and whose leader, Dr. Capildeo resides in London, split over support of the Act. Four Senators and two members of the House supported the Act ignoring the party directive to vote against it. The leader of the Opposition, Stephen Maharaj (in the absence of Capildeo) was vociferous in his criticism of the Act, and attempted to force the expulsion of the "rebels" from the party. His plan was to appoint more outspoken anti-government men, including CLR James, to fill the Senate posts and suspend the House members. His strategy failed and he was himself deposed from the party. The Democratic Labour Party is now even further riddled with factionalism and its effectiveness as an opposition party, never very strong, has become even further weakened.²⁵

As noted above, the report of the Subversive Commission was tabled during the Parliamentary debate but it was not actually released to the public until April 9. This document, which merely names people and refers to their beliefs as communists but presents no real evidence of a communist plot, was used as a justification for the passage of the Act.²⁶ CLR James is strongly implicated as a plotter although the Commission did not find it necessary to summon him to appear as a witness. Weekes and several other union leaders are claimed to be pro-communist but much of the evidence for these allegations rests on the testimony of Senator

²⁵ At the time of this writing, a new party, calling itself the Workers And Farmers Party, composed of James and other government critics and under the leadership of Stephen Maharaj, has been formed. While it plans to contest the next elections, it is doubtful that it can attract substantial trade union support.

²⁶ In a private interview, the Prime Minister, who apparently believed that a plot was brewing, said that were the Commission to "sit in March 1965, their evidence would have been a good deal stronger".

Rojas, a well known former communist. The detention of James was probably also used to provide additional justification for the Act²⁷.

Summary and Conclusions

From its very inception in 1890, organized trade unionism in Trinidad has had a rocky and complex history. At first, the problems encountered were those of organization, fighting employer resistance and using the unions as tools to further the political aspirations of the leaders. In recent years, the major problems center around labour unrest and the increasing demands of the unions for better conditions.

Since the PNM won office in 1956, there has been little direct government interference in labor-management disputes but the often made promises of adequate labor legislation have not been fulfilled. While charges of labor plotting against the government are no doubt vastly exaggerated, there has been increasing dissatisfaction with and criticism of the Government. There is some evidence to indicate that a certain union faction has at least entertained ideas of forming a Labour Party to challenge the supremacy of the PNM Government. While George Weekes appears to be an "honest" fighter for the betterment of the working class, he is nevertheless aware that control of the major industrial and administrative unions would command respect at the polls. There is no real evidence that a plot, organized by James and with the support of the Weekes faction, was actually being formulated — as Government officials claimed — there is, however, a strong undercurrent of hostility against the government which could eventually lead to a more organized form of political resistance. In order to forestall such a possibility or at least limit its chances of success and also, at the same time, restore some measure of stability into the chaotic labor relations scene, Government found it necessary to introduce a harsh and repressive piece of labor legislation.

²⁷ Very recently, the OWTU sent for a British lawyer to come to Trinidad to challenge the legality of the Act. The writ has been filed and the case will come up for hearing in the very near future.

In analyzing the condition of labor relations within the past few years, one cannot doubt the necessity for some form of legislation and therefore the sound economic rationale for the Act. Other countries have also found it necessary to introduce harsh legislation and Industrial Courts are fairly commonplace throughout the world²⁸. On the other hand, however, certain other facts cannot be ignored. The period from 1962 was characterized by more extreme labor unrest, yet no legislation was introduced at that time nor was it apparently even contemplated. Was this because the political threat was not as evident then as it was in 1965? Similarly, if Governments intention was to stabilize labor unrest, what reasons were there for delaying the Labor Code and the Labor College and introducing instead the Industrial Stabilisation Act?²⁹ The interpretation suggested here is that the present legislation was introduced at this time because it was felt, with or without real justification that it was necessary to quell the political threat of an organized trade union movement which was seen as imminent. Towards this end, the Commission on Subversive Activity was appointed in order to gather whatever evidence existed, the competition between union leaders was successfully manipulated to provoke a major split with the TUC and the Act was hastily seen through all its stages in record time. One can even suggest that a small and not very important strike of sugar workers was intensified to justify the proclamation of the state of emergency so that the Act could be rationalized on the grounds of easing a situation of grave danger. Thrown over all these proceedings was the threat of communist activity, a threat which world affairs today makes extremely palatable and believable.

McGill University

²⁸ The Industrial Court has apparently functioned smoothly in its first year and has in fact supported labor over management in a number of key cases.

²⁹ It is interesting that while the Prime Minister was quite open and informative on many points during my private interview, he evaded, and in fact, did not answer my question about the Labour Code. He said that such legislation would require a great deal of judicial and administrative work, yet the Stabilisation Act was apparently drafted in a matter of a day.

Industrialisation et dynamique des tensions raciales et sociales dans l'ancien Congo Belge

PAR ANDRÉ LUX

SUMMARY

The primacy of economic goals in Belgian colonial policy, together with the peculiar features of the Congolese economic structure, has created a functional interdependency between the two racial communities. This enabled the Congolese to free themselves from colonial constraints and to challenge progressively the white employers on the labour market. Within the private sector, racial tensions were partly relieved through the necessary "achievement" of professional promotion due to skilled manpower bottlenecks, whereas they culminated within the Civil Service, where Congolese employees conquered a privileged "ascriptive" status. The latter did not question the socio-economic system installed in the colony, and therefore reinforced social tensions opposing the new Congolese social classes.

I. INTRODUCTION

Les émeutes qui éclatèrent à Kinshasa le 4 janvier 1959 marquent le début d'un déroulement accéléré d'événements qui aboutirent le 30 juin 1960 à la proclamation de l'indépendance du Congo. Très peu de personnes auraient pu imaginer une telle précipitation, notamment pas les leaders des partis congolais. Ceux-ci furent proprement atterrés lorsque le gouvernement belge, avec qui ils négociaient en février 1960 les modalités de l'accession de leur pays à l'indépendance, leur annonça que celle-ci leur serait octroyée le 30 juin de la même année. Ils avaient revendiqué cette date dans un but tactique, car ils étaient convaincus que la Belgique, réticente, leur imposerait de trop longues étapes intermédiaires.

Dans l'introduction à son ouvrage sur les problèmes structurels de l'économie congolaise, paru en 1957,¹ Bezy présentait ce pays comme une oasis dont le développement continuait à se dérouler à l'abri des remous politiques et sociaux du reste de l'Afrique. Fallait-il donc attribuer la soudaine explosion du Congo à une brusque contagion extérieure? Celle-ci aurait-elle rompu le cordon sanitaire dont la politique coloniale belge entourait le pays à force d'en écarter les tentations politiques par les effets bénéfiques d'un programme de welfare social?

Il n'y a pas de surprise en histoire, et c'est pourquoi l'occasion d'un évènement ne doit pas s'identifier à ses causes profondes. Celles-ci, dans le cas du Congo, tirent leur substance de la dialectique du système colonial belge, de la hiérarchie de ses objectifs et des structures qu'il a mises en place à ces fins. Pour comprendre comment les rapports de force se sont altérés entre colonisateurs et colonisés en même temps qu'apparaissaient des tensions et des antagonismes entre sous-groupes professionnels parmi ces derniers, il importe de réaliser la *primauté des objectifs économiques* dans l'histoire coloniale du Congo. En d'autres mots, c'est dans les structures spécifiques et le dynamisme particulier du système économique colonial qu'il faut chercher les germes de son évolution et de la désintégration du pouvoir colonial belge au Congo.

II. L'ESSOR ÉCONOMIQUE DU CONGO DE 1920 À 1959

Le cadre restreint du présent article ne permet pas de retracer en détail l'évolution économique prodigieuse du pays et d'en analyser les causes. Le lecteur intéressé voudra bien consulter le livre déjà cité de Bezy.

Il importe cependant de souligner la position exceptionnelle du Congo à l'égard du modèle colonial courant. Lorsque les grandes puissances européennes se partagèrent le continent africain dans le dernier quart du 19^e siècle, Léopold II, roi des Belges,

¹ F. BEZY, *Problèmes structurels de l'économie congolaise*, Louvain 1957. D'autres partageaient cette opinion, notamment J. McDermott dans le *Chicago Daily News* du 28 décembre 1956: "on this African continent, racked by racial tensions, the Congo today represents an oasis of hope to the black man."

obtint sa part à force d'habileté diplomatique, envers et contre ces grandes puissances dont il neutralisa les appétits contraires, mais aussi envers et contre le parlement et le gouvernement belges, effrayés par les visées aventureuses de leur souverain. Ainsi naquit l'Etat Indépendant du Congo, propriété personnelle du roi, que celui-ci cédera à la Belgique en 1908.

Ce qui nous intéresse ici est de relever que le compromis négocié entre Léopold II et ses puissants voisins aboutit, par la signature de l'Acte de Berlin en 1885, à faire du Congo une zone de libre échange, non protégée par des droits préférentiels et ouverte à tous les intérêts financiers et commerciaux. Cette stipulation devait avoir des conséquences économiques extrêmement importantes, dont l'ampleur ne se révéla que progressivement.

L'économie congolaise ne s'est pas bâtie sur le modèle classique du *pacte colonial*. Celui-ci établissait des liens très étroits entre la métropole et sa colonie: celle-ci se voyait imposer la vocation exclusive de fournir des matières premières à sa métropole, laquelle écoulait en retour dans sa colonie le surplus de sa production manufacturée. Ce mariage forcé était protégé des tentations extérieures par divers mécanismes, fonctionnant à l'intérieur d'une zone monétaire homogène; citons le reflux en métropole des disponibilités monétaires de la colonie, la pratique des surprix réciproques, les contraintes douanières etc. A l'abri artificiel de la concurrence extérieure, la croissance économique de la colonie se faisait en pure complémentarité et en totale dépendance de la structure et des intérêts économiques de la métropole.² Cette domination ne pouvait dès lors qu'entraîner une malformation structurelle, un rachitisme économique, qui ne permet pas aujourd'hui à ces régions, devenues politiquement indépendantes, de faire face aux flux et reflux des courants de l'économie mondiale.

Toute autre est l'histoire de l'économie congolaise, investie dès la fin du 19^e siècle par des groupes financiers importants en provenance de Belgique, d'Angleterre et d'Allemagne. Si le pays attirait particulièrement les regards grâce à son exceptionnelle

² Voir notamment R. BARRE, "Le développement économique, analyse et politique", *Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 66, avril 1958, pp. 15-17; R. GENDARME, *La pauvreté des nations*, Paris, Cujas, 1963, pp. 52-58.

dotation en ressources naturelles, il dut par contre bâtir une économie "à tous vents", confrontée sans ménagements aux effets de la concurrence mondiale et obligée dès lors de respecter les lois élémentaires d'efficience d'une économie de marché ouverte à l'extérieur. Ceci explique sa rapide maturation, qui se traduit par une grande diversification de ses productions et qui bénéficie d'une structure monopolistique.

Illustrons ceci par quelques données chiffrées. L'étroite dépendance du commerce extérieur des anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale à l'égard de la France subsiste, à peine atténuée par plusieurs années d'indépendance politique: 62.3% de leurs échanges extérieurs concernaient leur ancienne métropole en 1962.³ Par contre, en 1959, la Belgique ne représentait que 19.5% des exportations et 30.3% des importations du Congo.⁴

Loin d'être un pays de monoculture, le Congo exportait en 1959 une gamme variée de vingt produits végétaux (43%) et neuf produits minéraux (57%), dont voici les plus importants en proportion de la valeur globale des exportations: cuivre (raffiné à 95%) 33.2%, huile de palme et de palmiste 11.5%, diamants 7.1%, cobalt 6%, coton 5.7%, caoutchouc 4.6%, étain 4.4%.⁵

En l'absence d'un marché financier local, la structure monopolistique de l'économie facilita la concentration des capitaux et l'accumulation des investissements; ceux-ci passèrent de 1100 millions de francs belges en 1920 à 14500 millions en 1954,⁶ atteignant ainsi le tiers du revenu national du pays. Cette proportion impressionnante pour un pays sous-développé résultait précisément d'une politique systématique d'autofinancement pratiquée par les grands groupes industriels; 60% au moins des investissements privés provenaient de cette source.

Pendant cette même période de 1920 à 1954, la production agricole d'exportation et la production industrielle accusèrent un rythme d'accroissement exponentiel de 8.8% et 11.2% par an

³ Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, *Notes d'information et statistiques*, juillet 1964, l'orientation des échanges commerciaux, p. 11.

⁴ *Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge*, avril 1960, p. 151.

⁵ *Ibidem*, p. 146.

respectivement, tandis que le produit national brut gonflait, à prix constants, de 8% l'an.⁶ L'essor fondamental de l'industrie est particulièrement frappant. Il est dû non seulement au développement de la métallurgie de base, qui assure notamment le raffinement du cuivre, mais aussi à celui de l'industrie manufacturière, qui alimente les marchés intérieurs et traduit ainsi l'accroissement du pouvoir d'achat d'une population congolaise de plus en plus entraînée dans les circuits de l'économie de marché. Entre 1939 et 1957, l'augmentation du volume des productions atteint 622% dans l'industrie alimentaire, 1251% dans l'industrie chimique, 2489% dans l'industrie des matériaux de construction, 2843% dans l'industrie textile et 3770% dans les autres secteurs manufacturiers, soit au total une augmentation de 1200%.⁷

Voici une autre particularité structurelle de l'économie congolaise: bien plus qu'ailleurs en Afrique, les Européens prirent en charge directe tous les stades successifs du processus de production.⁸ Il en résulta une rapide prolétarianisation de la population congolaise; en effet, de 1927 à 1956 le nombre des travailleurs salariés passa de 427,000 à 1,200,000, soit de 14% à 39% des hommes adultes.⁹

Le Congo ne compte même aujourd'hui que quinze habitants par mille carré. Or ses pôles de développement, et plus particulièrement Kinshasa et le sud du Katanga, ont surgi dans des zones encore nettement moins peuplées. Dès lors, la prolétarianisation de sa population entraîna de vastes migrations et une urbanisation rapide. Environ la moitié des travailleurs étaient occupés en 1958 en dehors de leur territoire d'origine,¹⁰ tandis que la population

⁶ A prix constants de 1950; idem, mars 1956.

⁷ Une bonne analyse de l'évolution de l'industrie congolaise jusqu'en 1963 est faite par J.L. LACROIX, "Les pôles de développement industriel au Congo", *Cahiers Économiques et Sociaux*, octobre 1964, pp. 146-191. Notons que les secteurs minier et industriel représentaient au Congo 47.5% du produit national brut en 1956 contre seulement 10.3% au Nigéria (1950-3), 11.6% au Ghana (1948-53) et 16.5% au Kenya (1947-53); voir S. KUZNETS, *Industrial Distribution of National Product and Labor Force*, *Economic Development and Cultural Change*, V. 5, 1957.

⁸ F. BEZY, op. cit., pp. 103-105.

⁹ Rapports annuels aux Chambres législatives.

¹⁰ Le Congo était divisé en 122 territoires pour une étendue de 916,189 milles carrés. Ces territoires étaient regroupés en districts, qui formaient les six provinces du pays.

urbaine passait de 6% de la population totale en 1935 à 15% en 1945 et à 23% en 1958.

En résumé, le développement économique a ébranlé les structures de la société traditionnelle et réquisitionné les forces vives du pays. La première étape de la colonisation est marquée par l'exploitation parfois éhontée des paysans.¹¹ La simple cueillette des ressources naturelles, de l'ivoire et du latex notamment, caractérise l'ère du colonialisme rural au Congo; celui-ci pressure les populations sans guère les déplacer. Par la suite, le pays est mis systématiquement en chantier si bien que le colonisateur doit modifier profondément le rôle qu'il assigne à ces populations. C'est cette modification qui transforme petit à petit, par une logique implacable, la situation du colonisé vis-à-vis du colonisateur et du système socio-économique dans lequel ce dernier l'a entraîné malgré lui.

III. LA LOGIQUE DE L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS RACIAUX

Les vastes mouvements migratoires et la stabilisation progressive des populations laborieuses dans les centres d'emploi forment la charnière autour de laquelle tourne l'évolution des rapports de force entre colonisateurs et colonisés. Le processus même du développement économique déclenche une succession d'actions et de réactions s'enchaînant selon une logique dynamique, de sorte que les rapports de force initiaux du régime colonial sont bouleversés et l'affrontement des communautés raciales rendu inévitable. Les variantes et les issues de l'affrontement dépendent des circonstances socio-économiques et culturelles. En d'autres mots, les exigences de l'économie coloniale congolaise favorisent une acculturation brutale et agressive. Celle-ci s'exprime progressivement par la lutte que mène la communauté colonisée pour assumer et s'appropriier les situations objectives dans lesquelles elle est au préalable entraînée passivement: effort de désaliénation

¹¹ Tant en régime capitaliste que communiste, le développement économique prend son essor sur les épaules d'une génération sacrifiée. Voir K. DE SCHWEINITZ, *Economic, Growth, Coercition, and Freedom, World Politics*, n° 1, 1957, pp. 166-192.

qui défie les positions d'autorité du colonisateur, mais qui, paradoxalement, est préparé et soutenu par celui-ci, à cause des "ménagements" requis de lui dans une phase ultérieure de la colonisation, s'il veut poursuivre la mise en valeur du pays la plus profitable à long terme.

Contrairement à la politique d'*indirect rule* appliquée dans certains territoires africains, le système colonial belge démantèle dès l'origine les cadres traditionnels de la vie congolaise¹² et implante d'une pièce une structure capitaliste caractérisée par la concentration financière doublée d'une intégration verticale des stades de production. Il place de la sorte les Congolais plus ou moins consciemment devant un dilemme: ou bien lutter contre son intrusion en essayant de replâtrer leur société coutumière, fortement ébranlée, mais en risquant ainsi un combat d'obstruction inégal avec comme issue probable un déclin irrémédiable; ou bien accepter la situation d'antithèse coloniale comme phase transitoire, s'y engager dans une soumission apparente tout en relevant intérieurement son défi pour tramer une difficile synthèse; celle-ci serait faite de l'assimilation des apports acceptables du régime importé au sein d'un effort d'élaboration d'une voie moderne africaine de progrès.

A cet égard, il est frappant de constater que les mouvements de lutte anticoloniale des dernières années sont nés dans les groupes qui se sont le moins refermés sur eux-mêmes durant l'ère coloniale et qui se sont engagés le plus avant dans le courant d'industrialisation. C'est le cas des *Baluba* du Kasai, qui sont parmi les plus détribalisés. Denis dit d'eux qu'ils ont subi avec le plus de violence le choc de la colonisation et il en souligne les aspects négatifs.¹³ On les retrouve en nombre dans la plupart des

¹² Voir notamment J. VAN WING, *Etudes Bakongo*, Louvain, Museum Lessianum, 1959, en ce qui concerne le pouvoir politique, et G. MALENGREAU, *Les droits fonciers coutumiers chez les indigènes du Congo Belge*, Bruxelles, I.R.C.B., 1946, pour le régime foncier. Ce démantèlement s'explique moins par une politique délibérée du colonisateur que par son ignorance des réalités socio-politiques autochtones, ainsi que par la volonté délibérée des vrais chefs traditionnels d'interposer entre eux et l'Européen des hommes de paille, serfs, étrangers au groupe, qui allaient devenir avec l'appui de ce dernier les nouveaux leaders, souvent contestés d'ailleurs.

¹³ J. DENIS, *le phénomène urbain en Afrique centrale*, Bruxelles, A.R.S.C., 1958, p. 215.

centres de développement. Ils disposent d'une instruction supérieure à la moyenne et occupent des postes-clés dans l'administration et l'industrie. On les retrouve encore associés aux expériences pilotes de valorisation de l'économie agricole dans la région de Gandajika, dont ils tirent habilement un profit maximum tout en restant lucides et critiques envers le système colonial. Les *Bakongo* et les *Bangala* sont en majorité à Kinshasa. Ils lancent les premiers mouvements politiques et articulent les premières revendications d'indépendance.¹⁴ Les *Bangala*, tout comme les *Batetela* du Nord-Kasaï, fournissent après une dure résistance militaire, les premiers cadres de la Force Publique.¹⁵ C'est encore chez les *Batetela* que surgissent des élites qui occupent à Luluabourg la première place en matière d'instruction et de profession.¹⁶ C'est de chez eux que provient Patrice Lumumba.

Cependant, le processus même de l'évolution et du dépassement de la situation coloniale par voie de résolution d'antithèses transitoires mais compromettantes contient en soi des pièges et des potentialités d'échec. Il semble que le Congo en fasse la triste expérience et que son histoire coloniale débouche, au terme d'une période d'industrialisation et d'urbanisation poussées, sur un protocole de *remise-reprise* du "système" entre deux *classes* plus ou moins consciemment complices, celles des européens et de la bourgeoisie congolaise. Elles sont finalement trop associées et solidaires. Dès lors, la tension raciale reste superficielle et s'explique par un conflit d'intérêts, dont l'enjeu porte sur le maintien par les uns et la conquête par les autres de positions privilégiées *au sein d'un système donné*; celui-ci n'est pas foncièrement mis en cause.

Il présente deux faces. La première, coloniale, est mise en évidence avant l'indépendance et donne aux aspirations de certains leaders africains une coloration nationaliste et anticoloniale.

¹⁴ Voir B. VERHAEGEN, *L'Abako et la naissance du nationalisme congolais*, Bruxelles, édit. du C.R.I.S.P., 1965.

¹⁵ Nom donné à l'armée pendant l'époque coloniale. Sur la révolte des *Batetela*, voir les documents rassemblés par A. VERBEKEN, *La révolte des Batetela*, Bruxelles, 1958, ainsi que A. ZOUSMANOVITCH, "L'insurrection des *Batetela* au Congo Belge au dix-neuvième siècle", *Présence Africaine*, n° 51, 3^e trim., 1964, pp. 159-169.

¹⁶ A. Lux, "Migrations, accroissement et urbanisation de la population congolaise de Luluabourg", *Zaire*, XII.8, 1958, pp. 836-839.

liste; la seconde, sociale, apparaît plus clairement après l'indépendance et résulte en partie de la nature du système colonial belge. Ce dernier, en effet, ne s'inspire pas d'un impérialisme idéologique et ne se nourrit pas de concepts de grandeur nationale; il est plus pragmatique et vise un objectif primordiallement économique. Pour ce faire, il n'hésite pas à s'associer étroitement les populations autochtones, à les intégrer à son économie dans un souci d'efficacité¹⁷ et, finalement, à leur concéder une indépendance politique qui apparaît, de son point de vue, comme un moindre mal en matière économique.

La primauté de l'économique jointe à la politique sociale du gouvernement crée un climat favorable à la capillarité sociale et aux ambitions matérielles. Celles-ci se voient cependant freinées du côté de la face coloniale du système. La discrimination raciale devient donc l'obstacle que la bourgeoisie congolaise doit abattre dans la poursuite de son objectif de bien-être économique. Le thème racial cristallise l'attention, bande les énergies, annoblit la cause de la lutte et crée une apparente entente entre la masse des paysans et surtout des travailleurs salariés d'une part, et d'autre part les leaders issus des milieux bureaucratiques. L'ébauche de l'opposition entre classes sociales au sein du monde congolais est ainsi voilée par l'opposition beaucoup plus visible entre races. Du fait que c'est la race blanche qui jouit des privilèges d'une classe riche, l'optique *riches-pauvres* est recouverte par l'optique *blancs-noirs*, et cette dernière classe tous les Congolais du mauvais côté de la barrière.

IV. ÉVOLUTION DES STRUCTURES ET AFFRONTLEMENT DES COMMUNAUTÉS

Voilà donc brièvement esquissé le schéma d'une évolution ambiguë des rapports raciaux et sociaux sous l'effet de l'industrialisation au Congo. Il reste à démontrer le mécanisme des chan-

¹⁷ La population de race blanche représente nettement moins de 1% de la population congolaise et se compose essentiellement de fonctionnaires, de cadres, de professeurs et de missionnaires. Les ouvriers qualifiés, nombreux dans une économie déjà bien industrialisée, sont pratiquement tous des Africains.

gements de comportements, suscités par cette transformation structurelle. Celle-ci transpose ces comportements de la phase *domination-subordination* vers la phase *concurrentielle*. Ce mécanisme reste évidemment très général et ne peut rendre compte de tous les aspects des attitudes particulières. La primauté du facteur économique et la prolétarianisation d'une fraction importante de la population congolaise justifient que nous l'analysions dans le cadre de l'évolution de la structure du *marché du travail* en fonction du degré d'acculturation de cette population. Ce marché offre un bon exemple de l'interaction des données économiques et raciales et donc de l'ambiguïté des rapports qui se nouent entre groupes raciaux dans le contexte du passage de l'économie de subsistance à l'économie monétaire industrielle en pays colonisé.

L'affrontement "démographique"

Il y a d'abord l'aspect démographique de l'évolution du marché de l'emploi. Le Congo comptait de huit à neuf millions d'habitants au lendemain de la première guerre mondiale. Les besoins de main-d'œuvre augmentèrent alors tellement vite que les employeurs, à peine retenus par les pouvoirs publics, recrutaient sans vergogne plus d'hommes que les communautés villageoises ne pouvaient supporter de voir partir. Les travailleurs salariés étaient 52,743 en 1918, 125,120 en 1920, 147,667 en 1922, 258,000 en 1924 et 417,000 en 1926.¹⁸ Si la grande crise réduisit de 30% les effectifs entre 1929 et 1932, la pression reprit ensuite, puisque le volume d'emploi augmenta de 80% entre 1932 et 1937, atteignant le chiffre de 523,000, qui ne satisfaisait pas encore toutes les demandes.

La survie des populations rurales allait-elle être menacée par ces ponctions continues? Allait-on voir se généraliser les dégâts causés chez les riverains du fleuve Congo par les exactions de l'Etat Indépendant du Congo et assister à une dénatalité générale, signe du traumatisme de l'exploitation et du refus des populations de se survivre? Non; la population congolaise releva le défi en exhibant un incroyable dynamisme démographique, même dans

¹⁸ *Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge*, sept., 1955, p. 338.

les régions rurales d'émigration.¹⁹ Sa vitalité fut révélée par les enquêtes démographiques de 1955-6, qui annonçaient, à l'étonnement des autorités, des taux de natalité de 4.3% et d'accroissement naturel de 2.3%, alors que la croissance annuelle était restée avant 1940 inférieure à un pour cent.²⁰

Et voici, alors que la croissance démographique n'avait pas pu suivre le rythme de l'expansion économique, que le mouvement se renversa vers 1955.²¹ Le problème de la dénatalité dans la cuvette centrale du pays cédait l'actualité à celui de la surpopulation et du chômage dans les villes. Ce changement s'expliquait comme l'aboutissement logique d'une évolution, commandée par les exigences du système économique colonial belge.

En effet, les recrutements massifs et forcés du début de l'ère coloniale n'avaient pas supprimé la rareté de main-d'œuvre, tout en menaçant d'en tarir la source par suite de la dislocation des sociétés traditionnelles. C'est pourquoi les grandes entreprises, et notamment l'Union Minière du Haut Katanga dès 1927, décidèrent de recréer dans les centres d'emploi un milieu social africain. Elles favorisèrent la stabilisation des familles de leurs travailleurs et supprimèrent ainsi progressivement le gaspillage de main-d'œuvre inhérent au système du travail migrant. Elles suscitèrent donc, inconsciemment peut-être, la naissance d'une classe de prolétaires

¹⁹ Certes, l'occupation médicale assez dense et la généralisation des mesures prophylactiques l'y ont aidée, mais à titre de condition préalable. Quand on constate l'impitoyable rigueur des réquisitions de populations dans la première phase de la colonisation et les traumatismes sociaux et culturels profonds qu'elles ont provoqués, on doit rejeter l'existence d'une relation causale automatique et simpliste entre colonisation et accroissement démographique; celle-ci est affirmée à partir d'une approche purement économique par des auteurs tels que Folke DOVRING. "The colonial epoch witnessed, first, the opening up of new areas to technologies developed elsewhere... Not the least important was the accelerated spread of cultivated plants and domestic animals... Second came the subsequent avalanche of technological innovations... That both of these meant increased economic opportunity is commonplace; that they meant increased opportunity for larger numbers of humans to survive by each generation, is no less commonplace." *In The Opportunity to Multiply: Demographic Aspects of Modern Colonialism, Journal of Economic History*, déc. 1961, p. 599.

²⁰ La différence n'est que partiellement due à la baisse de la mortalité, car la natalité était avant guerre voisine de 3.5%.

²¹ En 1955, les salariés étaient au nombre de 1,182,871, soit 38.9% de la population adulte masculine; très peu de femmes étaient salariées. Voir la Situation économique du Congo Belge et du Ruanda-Urundi en 1955. Bruxelles, Ministère des Colonies, pp. 30 et 33.

détribalisés. Celle-ci ne tarda pas à faire honneur au sens étymologique de son nom: elle proliféra au point de voir les taux de natalité atteindre 5.3% à Léopoldville en 1955, 5.2% à Stanleyville en 1952, 6.1% à Luluabourg en 1957 et 5.9% à Elisabethville en 1959. A Luluabourg notamment, l'accroissement naturel l'emportait progressivement sur l'immigration comme facteur de peuplement.²² Il devait en résulter une pression accrue de l'offre de travail sur les marchés d'emploi urbains, alors que la pression antérieure de la demande s'était progressivement relâchée. Le chômage virulent des dernières années était le fruit amer d'une économie coloniale dont les appétits d'expansion antérieurs s'avérèrent mal servis par des mécanismes trop fragiles.

Ce chômage atteignait le régime colonial au tendon d'Achille. La rupture consommée entre milieux urbain et rural ne permettait plus, comme en 1930, de refouler les travailleurs vers leurs villages d'origine. L'économie urbaine n'était plus une annexe de l'économie de subsistance; elle en avait au contraire ébranlé les fondements. De leur côté, les paysans avaient pris goût à l'argent et se mettaient à calculer la charge que ferait peser sur eux le retour massif des citadins. Ceux-ci appréciaient d'ailleurs l'ambiance de la vie en ville; la perte de leur emploi ne déclenchait plus le réflexe de retour au village. Ils s'organisaient sur place à des degrés divers pour faire face aux conséquences du chômage et défendre l'acquis culturel et économique de leur expérience urbaine. Plus cette dernière était profonde, mieux ils réussissaient.²³

D'ailleurs, le sous-emploi frappait surtout les jeunes, qui étaient nés en ville ou y avaient accompagné leurs parents en bas âge. D'autres jeunes avaient, bien plus souvent que leurs aînés, quitté le village parce qu'ils ne s'y sentaient pas à l'aise et souffraient du décalage existant entre leurs aspirations mal définies et les structures archaïques du milieu coutumier. La ville matérialisait leurs espoirs. Qu'elle vienne alors à les décevoir, ils ne pouvaient plus reculer et n'avaient d'autre alternative que la révolte sur place en ville contre un régime qui n'avait pas besoin d'eux. C'est ainsi qu'éclatèrent les émeutes de Kinshasa le

²² A. Lux, *op. cit.*, XII.7, pp. 711-718.

²³ A. Lux, "Le niveau de vie des chômeurs de Luluabourg, Zaïre, XIV.1, 1960, pp. 5-8.

4 janvier 1959. Elles devaient servir de tremplin à la phase décisive de la lutte anti-coloniale.²⁴

L'affrontement "économique"

Revenons en arrière pour suivre l'évolution des structures du marché du travail et des rapports de force entre employeurs et travailleurs, en fonction des progrès de l'intégration de ces derniers au système industriel moderne.

Dans une phase initiale, les rapports ne se situaient pas encore à un niveau de marché. Les Africains vivaient en dehors des circuits monétaires et rien ne les attirait de ce côté. Il n'y avait donc pas d'offre spontanée de travail. C'est pourquoi les hommes étaient recrutés sous la pression des autorités coloniales, qui les "stimulaient" en levant des impôts, tandis que les recruteurs des sociétés privées s'attiraient la complicité de certains chefs coutumiers par des cadeaux. Alors que la loi de l'offre et de la demande ne jouait déjà pas toujours au sein des sociétés coutumières,²⁵ la conquête coloniale créait en outre des rapports de force incompatibles avec elle. A ce stade, les Congolais, dont les besoins monétaires étaient réduits, se comportaient non pas en ouvriers offrant leurs services contre rémunération, mais en colonisés qui ressentent leur situation globale de dépendance à l'égard de l'homme blanc. Celui-ci était perçu comme colonisateur et maître plutôt que comme employeur: "Bwana, si tu nous dis d'aller travailler, nous irons." Aussi leur décision, quand elle pouvait intervenir, portait-elle sur le *fait* d'aller travailler et n'impliquait aucune relation entre quantité et prix du travail. Il y avait là absence d'un comportement d'offre, au sens économique du terme.

Cette situation favorisait l'exploitation des ouvriers noirs par leurs employeurs blancs; car même en admettant qu'il y eut un certain "marché du travail", celui-ci se désagrégeait à cause de la

²⁴ Les événements de 1959 et 1960 sont retracés, documents à l'appui, par les trois volumes Congo 1959, Congo 1960 (2 vol.) édités à Bruxelles par le Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques (C.R.I.S.P.).

²⁵ Voir notamment M.J. HERSKOVITS, *Economic Anthropology*, New York, Knopf, 1952, pp. 15-17 et chap. 10 passim. E.J. KRIGE, "Economics of Exchange in a Primitive Society", *South African Journal of Economics*, IX.1, 1941, pp. 13-14.

dispersion des zones de peuplement par rapport aux chantiers. Il s'entourait d'une couronne de "marchés" satellites, qui étaient plutôt des "marchés de recrutement". La demande devenait une demande par intermédiaire, et l'offre souvent une "offre" forcée. La demande-satellite locale d'un recruteur acquérait force monopsonique, car les travailleurs enrôlés à destination d'un employeur déterminé se sentaient liés dès le départ du village et ne pouvaient donc plus profiter d'une éventuelle concurrence entre demandeurs sur le lieu même du travail.

Le clivage racial entre "offre" et "demande" renforçait cette situation, d'un point de vue émotionnel. Les villageois n'osaient pas affronter le Blanc et s'imaginaient que c'était autant l'autorité administrante que l'employeur qui les réquisitionnait; ils ne pouvaient qu'offrir leur obéissance à cette redoutable coalition, renforcée parfois encore par leurs propres chefs coutumiers.

Cette situation initiale se modifia au cours d'une phase ultérieure d'évolution de l'économie coloniale. Les comportements des travailleurs se modifièrent au point de remplacer progressivement les rapports de force par des rapports de marché. Ces derniers devaient provoquer entre offreurs et demandeurs un affrontement que le contexte colonial rendait non seulement économique mais aussi et nécessairement racial.

Les travailleurs firent l'apprentissage des règles du jeu de l'économie de marché, pour finir par constater, avec leurs camarades des pays voisins, que "lorsque la demande dépasse l'offre, ils ont une valeur marchande bien définie."²⁶ Les grandes distances séparant leurs villages des lieux d'emploi les amenèrent à doubler l'objectif (target) de leur décision de partir travailler. Cet objectif ne consistait plus seulement en un ou plusieurs biens de consommation (wage good target), mais aussi en une durée déterminée de temps à passer loin du village (time target). Il avait en quelque sorte deux dimensions autonomes, de façon que la durée fixée pouvait dépasser le temps requis à l'obtention du bien convoité. Dans la mesure où le salaire dépassait la valeur d'achat de ce bien, il apparaissait pour la première fois comme un *pouvoir*

²⁶ J.R. ELLIOT, *Report on an Investigation into Conditions Affecting Unskilled Labour, and the Supply thereof, within the Protectorate*, Entebbe, 1937, p. 28.

d'achat pur, non encore engagé à l'égard de produits; au-delà d'un palier limite, la *target area* disparaissait, car les travailleurs ne recherchaient plus primordialement tel ou tel bien particulier, mais plutôt un pouvoir d'achat, c.à.d. un revenu aussi élevé que possible, et ils acceptaient dès lors d'allonger la durée de leurs prestations annuelles jusqu'à en faire, éventuellement, une profession à temps plein. On pouvait alors parler d'une vraie offre de travail, impliquant la prise de conscience d'un rapport entre prix et quantité de travail.²⁷

A ce stade, l'impact de l'offre se révélait encore souvent impuissant à relever le niveau des salaires, car les marchés du travail étaient contrôlés par les manœuvres de monopsonisation des employeurs. La structure mono- ou oligopsonique des marchés du travail congolais n'était d'ailleurs souvent que le reflet de structures analogues sur les marchés du produit. En 1927 déjà, sur quelque deux mille cinq cents entreprises touchées par une enquête, les quelques-unes qui employaient plus de mille hommes rassemblaient près de la moitié des effectifs. Il n'empêche que, contrairement à la situation prévalant dans la période initiale de la colonisation, les bas salaires étaient maintenant perçus comme le résultat injuste d'une politique délibérée des patrons blancs, politique qui ne pouvait être que raciste aux yeux des ouvriers africains. Par là naissaient donc les dispositions mentales de l'affrontement. Celui-ci ne pouvait cependant se déployer sur le terrain, car le gouvernement contrôlait sévèrement les velléités d'associations ouvrières en imposant une législation restrictive en la matière.

Aussi ne restait-il plus au travailleur livré à lui-même qu'un moyen d'améliorer son salaire; du moins le croyait-il, car il n'y réussissait guère toujours en fait. Ce moyen était la mobilité d'emploi au sein du marché local, mais davantage encore d'un marché du travail à l'autre. Contrairement à une opinion répandue, cette mobilité traduisait moins l'instabilité du travailleur que ses efforts pour modifier en sa faveur les rapports de force du marché. Ce phénomène a pu être mesuré chez les travailleurs de Luluabourg, dont la mobilité d'emploi passée était en relation évidente avec leur qualification et le niveau de leur salaire au moment

²⁷ Pour une argumentation détaillée, voir A. Lux, *Le marché du travail en Afrique noire*, Louvain et Paris, 1962, chap. 3 et 4.

de l'enquête en 1958.²⁸ Contrairement à la situation du début de la colonisation, les salariés noirs ne se sentaient plus liés à leur employeur comme des serviteurs à leur maître blanc revêtu d'autorité, mais ils situaient leurs rapports avec lui à un niveau plus directement professionnel et contractuel. Ils finissaient d'ailleurs par affronter directement leur employeur; à Luluabourg notamment, plus la date de leur dernier engagement était récente, plus fréquents étaient les cas de marchandage du salaire au moment de l'embauche.²⁹ Le marché du travail urbain tendait ainsi à se libérer des contraintes de la situation coloniale.

V. AMBIGUÏTÉ DE L'AFFRONTEMENT: RACES ET CLASSES

Le processus de libération ainsi esquissé n'était pas identique partout. Il se présentait différemment sur le marché "privé", c.à.d. celui des entreprises du secteur privé, et sur le marché "public" de l'Administration. L'analyse des différences s'appuie d'abord sur le degré d'organisation des offreurs de travail, et ensuite sur le rôle de la nature, soit technique soit bureaucratique, du travail, en tant qu'elle affecte les réactions des Congolais à l'ambiance paternaliste dans laquelle ils baignent.

Affrontement individuel ou collectif

Sur le *marché privé* et en l'absence d'activités syndicales importantes, l'affrontement se fait *individuellement* entre le salarié et son employeur. Il varie d'intensité selon le degré d'acculturation des Africains, qui dans cette mesure prennent conscience de la relation qui relie ou devrait relier les salaires à la qualité des services rendus. Cette relation leur apparaît d'autant mieux dans les grandes entreprises, parce que beaucoup d'entre elles rationalisent après 1945 la structure de leurs échelles de salaires sur la base des méthodes d'évaluation scientifique des tâches.

Ce rationalisme accentue les dispositions d'esprit individualistes des travailleurs. Leur attention se reporte sur leurs positions

²⁸ *Ibidem*, pp. 185-189 et 247-249.

²⁹ *Ibidem*, pp. 250-253.

respectives à l'intérieur d'une *échelle neutre* des qualifications; elle suscite donc des attitudes compétitives entre eux, qui tendent à désamorcer leurs réflexes anticolonialistes, ou du moins à les déplacer du secteur de la vie économique vers celui de la vie politique. Dans ce dernier, l'adversaire à affronter n'est plus l'industriel européen, mais l'Administration coloniale, qui symbolise à leurs yeux les privilèges usurpés et qui fixe le salaire minimum légal à un niveau qu'ils jugent insuffisant. Les employés africains de cette Administration leur apparaissent en quelque sorte déjà compromis, puisqu'ils revêtent certains signes extérieurs de son statut privilégié: emploi stable et garanti, avantages matériels divers sans rapport avec leur rendement, une certaine arrogance à l'égard du simple ouvrier, voire de l'employé privé, etc.

Sur le *marché du secteur public*, l'affrontement est plus *collectif*; c'est l'affrontement de deux groupes relativement homogènes. La conscience de classe des auxiliaires congolais de l'Administration se développe assez vite au départ d'une situation où la pénurie d'employés bien formés donnait à ceux-ci une haute conscience de leur valeur. Or cette valeur ne se traduit dans les rémunérations qu'après 1945. Entretemps, ces employés prenaient conscience de la discrimination raciale qui frappait leurs salaires, leur promotion et leurs ambitions; ils ne pouvaient notamment pas dépasser le grade de la "5^e catégorie", alors que les Européens occupaient au minimum des fonctions de "4^e catégorie". L'éventail des grades et des rémunérations était scindé par un *colour bar*.

Plusieurs facteurs créent et renforcent la conscience et la solidarité de groupe des employés africains de l'Administration et éveillent chez eux des comportements revendicatifs sur les plans financier et politique. Il y a d'abord le processus même de leur acculturation particulière: ils sont spécialement détribalisés, notamment à la suite de longs séjours dans les internats d'écoles et de leur installation rapidement définitive en ville. Il y a ensuite l'atmosphère et le caractère spéciaux de la vie bureaucratique: l'absence de stimulant financier diminue le rendement du travail et nivelle quelque peu les qualités des fonctionnaires; la nature des besognes administratives en voile facilement les exigences professionnelles et crée chez les subordonnés congolais l'impression qu'ils pourraient avantageusement remplacer leurs supérieurs belges. De

là à estimer que les écarts de salaires sont discriminatoires et vexatoires il n'y a qu'un pas. Or précisément, l'Administration change sa politique de salaires après 1945. Elle était restée jusqu'alors à la traîne du secteur privé; dorénavant elle se hisse en position de *wage leader* par un spectaculaire relèvement du barème de ses employés africains "sous statut" en même temps qu'elle augmente ses exigences à l'embauche et se met donc à écumer le marché de l'emploi.

Ces mesures renforcent la conviction de ses employés de former l'élite intellectuelle du pays. Aussi les interprètent-ils comme une première concession faite par le gouvernement colonial sous la pression des premières revendications de leur syndicat nouvellement fondé, l'A.P.I.C.³⁰ Les années 1951 et 1954 marquent de nouvelles étapes dans leurs revendications, qui finissent par porter en 1956 sur la création d'un statut unique des fonctionnaires européens et congolais. Ce statut les mettrait sur un pied de stricte égalité dans la jouissance des divers avantages accordés par l'Administration. Il entre en vigueur en 1959.

Paternalisme, industrie et bureaucratie

C'est le moment d'observer les effets qu'exerce le paternalisme sur la portée de l'affrontement des deux communautés. Ce paternalisme poussé, qui ambitionne de faire du Congo un *Welfare State* à l'abri des remous politiques, crée l'illusion d'un contact et même d'une communion entre les deux communautés raciales; l'illusion est d'autant plus aisée que les structures mentales et tribales de la société centre-africaine prédisposent initialement certains Congolais à témoigner au *Boula Matari* l'esprit de soumission qu'ils manifestaient auparavant à leurs chefs coutumiers.³¹ On peut trouver à cette prédisposition une autre explication dans le morcellement politique des sociétés tribales congolaises à la veille de la pénétration belge, qui ne permet pas aux chefs locaux de concurrencer la force et le prestige du chef blanc.

Le prestige attire l'allégeance des masses. Aussi, seule une société coutumière puissante et bien organisée pourrait garantir à

³⁰ Association du Personnel Indigène de la Colonie.

³¹ Voir A. DOUTRELOUX, "Mythe et réalité du colonialisme", *Genève-Afrique*, IV.1, 1965, pp. 7-34.

ses chefs un prestige intact en face de la concurrence du colonisateur, qui a pour lui les atouts de son étrangeté et de la gamme de ses prouesses techniques. Or, beaucoup de ces sociétés sont faibles et la politique du colonisateur belge ne les ménage pas et provoque leur éclatement. Beaucoup de Congolais ont réalisé sans tarder le caractère irréversible de la révolution socio-économique introduite par la colonisation et ils n'ont vu de salut que dans l'adaptation de leur société et sa refonte dans leur nouveau milieu de travail.

La réussite de leurs efforts est dès lors liée au degré de leur collaboration avec le nouveau régime. Dans de telles conditions, les "cadeaux" du nouveau maître peuvent difficilement se refuser; mieux vaut se mettre à son école et accepter provisoirement de se faire traiter en enfants. En effet, plus vite ils assimileront les leçons du tuteur belge, plus vite acquerront-ils la compétence et le statut de l'adulte et pourront être admis à la cérémonie d'initiation leur ouvrant les portes de la société secrète blanche. C'est ici que s'amorce la différence entre secteurs privé et public au fur et à mesure de leur essor.

Dans le premier en effet, les exigences d'une industrialisation rapide obligent l'Européen à initier sans tarder les travailleurs africains aux mystères de sa technique. Ceux-ci voient dans cet apprentissage la clé qui leur ouvrira les secrets de la puissance blanche, et ils en sont fascinés. Cependant, comme leur progrès va de pair avec une mécanisation croissante de la production, ils s'aperçoivent de l'existence de nouveaux mystères techniques, de champs d'exploration successifs, lesquels recréent continuellement entre eux et les blancs l'écart de compétence qu'ils croyaient avoir comblé et qui réalimente la source de respect qu'ils espéraient voir tarir bientôt. Comme les Européens ne se font pas faute de faire sentir aux travailleurs que ceux-ci auront encore longtemps besoin d'eux, ces travailleurs du secteur privé sont soumis à un complexe fait de soumission, de reconnaissance, mais aussi d'irritation devant les continuelles prolongations de la course à l'égalité avec les blancs.

Lorsque les ouvriers les plus qualifiés se sentent enfin de taille à affronter certains de leurs contre-mâîtres européens et que le conflit menace d'éclater au pied du mur de couleur, les em-

ployeurs privés, guidés par leurs préoccupations de rentabilité maximum et sentant tourner le vent, lèzardent ce mur en promouvant les plus habiles de leurs ouvriers; le conflit est partiellement désamorcé.

Dans beaucoup de cas l'attitude des contre-maîtres européens est déterminante. Ceux qui jouent franc jeu et livrent toutes leurs connaissances sont respectés et admirés; les autres sont soupçonnés de vouloir maintenir artificiellement leur monopole technique. Cependant, puisque leur attitude défensive est plus d'une fois contraire aux directives des chefs d'entreprise, les Congolais ne la considèrent plus nécessairement comme une attitude de blanc en tant que blanc, ils ne la situent plus sur le plan des relations raciales mais plutôt sur celui de la concurrence professionnelle. Tout compte fait, et dans certaines entreprises du moins, il subsiste peu d'éléments d'une tension proprement raciale.

Les aspirations des travailleurs à l'autonomie se reportent davantage sur le plan de la vie publique. Ici, ils sont sensibles aux échos qui leur parviennent des revendications politiques articulées par les fonctionnaires subalternes du secteur public et des manœuvres dilatoires de l'Autorité coloniale. Néanmoins, puisque l'élite bureaucratique congolaise ne leur inspire qu'une confiance mitigée, leurs aspirations politiques restent mal structurées.

En résumé, les ouvriers qualifiés sont confrontés depuis longtemps aux exigences croissantes de la technique industrielle, initiés à ses secrets souvent à l'école de leurs propres employeurs et entourés d'une série d'avantages matériels tirés directement de leur stabilité et de leur détribalisation. Ils nourrissent par ailleurs du ressentiment à l'encontre de la classe des bureaucrates congolais, qui les traitent de haut et ils se sentent encore en butte à l'hostilité sourde des milieux coutumiers et des gens d'autres ethnies, dans le territoire desquels ils travaillent. Toutes ces raisons ne leur procurent guère en 1960 un cadre structurel et des dispositions mentales qui favorisent particulièrement un affrontement racial, bien qu'ils soient sensibles aux discriminations dont ils sont l'objet de la part de la société européenne. Aussi sont-ils plutôt enclins à considérer la situation avec philosophie, pesant le pour et le contre.

La politique paternaliste belge ne peut pas, par contre, susciter les mêmes effets dans la classe des employés, et plus parti-

culièrement chez les commis de l'Administration. Plusieurs raisons en ont déjà été données plus haut. Dans un régime de travail administratif basé sur des contrats de travail à vie, le paternalisme de l'Etat colonial doit finir par corrompre de l'intérieur les rapports entre blancs et noirs. Pour des gens à qui leur diplôme d'études secondaires donne accès aux carrières de bureau et donc une première forme d'assimilation aux Européens, et qui y puisent fierté et orgueil, l'inégalité statutaire mêlée d'attitudes condescendantes de la part des blancs crée facilement du ressentiment. Celui-ci s'aggrave dans les dernières années par le fait de l'atmosphère hypocrite qui imprègne les nouveaux rapports humains, dictés artificiellement par la politique de communauté belgo-congolaise dont l'Administration se fait la championne.³²

Le ressentiment s'exprime par des défis, qui prennent la forme de revendications de plus en plus osées. A l'origine cependant, les commis africains ne demandaient qu'à voir leurs capacités professionnelles reconnues et leur dignité d'hommes respectée. Mais le gouvernement croit pouvoir apaiser leur malaise en concédant paternellement des avantages matériels. Il donne ainsi à croire aux Congolais qu'il considère la promotion humaine comme une affaire de standing matériel. Il fait notamment visiter les demeures des candidats à l'immatriculation³³ pour s'assurer qu'ils remplissent les conditions de bien-être matériel les rendant dignes d'être assimilés aux Européens. Les revendications en sont vite affectées. En 1954, l'A.P.I.C. demande la revalorisation des salaires comme conséquence de l'évolution du standing social des commis, qui ont besoin de beaucoup d'argent notamment pour assurer à leurs enfants des études dans les écoles européennes (auxquelles ils n'auront accès qu'en 1957) et pour les habiller en conséquence, pour européaniser leur habitat et leur alimentation. Par contre, l'A.P.I.C. proteste contre les augmentations de salaires accordées à certains ouvriers spécialisés de l'Administration et qui portent atteinte au prestige des professions bureaucratiques. On voit

³² Voir notamment les réticences exprimées dès 1956 contre cette "communauté" par le manifeste de "Conscience Africaine", qui est la première prise de position publique de l'élite congolaise; voir "La crise congolaise", *Chronique de Politique Etrangère*, XIII, 4-6, juil.-nov. 1960, p. 440.

³³ Statut juridique d'assimilation partielle à la société blanche, qui sort les Congolais de leur statut d'"indigènes".

poindre nettement ici la conscience de classe et les objectifs petit-bourgeois, qui annoncent le règne de la bourgeoisie de la fonction publique du Congo indépendant.

Par ailleurs, l'Etat colonial, qui se veut bon père de famille en faisant des "dons" à ses enfants, devrait commencer par se faire respecter s'il veut éviter que ses libéralités ébranlent sa position d'autorité. Or, l'Administration belge au Congo ne parvient plus à maintenir le prestige moral qui pourrait faire accepter sa politique paternaliste. Il y a à cela plusieurs raisons.

Tout d'abord, la proportion d'Européens est plus élevée dans les services publics que dans le secteur privé et les contacts professionnels entre gens des deux communautés raciales plus nombreux. Le niveau culturel des employés congolais du secteur public est supérieur à celui des Congolais du secteur privé, tandis que les compétences professionnelles des Européens de grade supérieur apparaissent plus d'une fois très discutables.³⁴ Ce fait n'échappe pas aux plus intelligents parmi les Congolais, qui supportent d'autant moins de voir leur ascension professionnelle bloquée par une barrière de couleur.

Ils sont en outre bien placés pour observer les effets dissolvants qu'exercent leurs revendications sur une Administration en crise d'autorité croissante. Ils peuvent constater, à partir de l'avènement en 1954 d'un gouvernement socialiste-libéral en Belgique, les dissensions internes du monde européen; celui-ci est déchiré par les désaccords politiques entre Bruxelles et Léopoldville, par les luttes idéologiques entre les Missions et les politiciens et administrateurs anticléricaux, par les attaques menées sur place au Congo par les délégués des syndicats belges contre le système colonial etc. Dans une telle conjoncture, les attitudes officiellement condescendantes du pouvoir à l'égard des revendications toujours plus dures de l'A.P.I.C. ne peuvent qu'exacerber la susceptibilité des Congolais contre un régime qui commet l'imprudence de dévoiler ses faiblesses et perd ainsi son prestige et sa raison d'être.

³⁴ Au lendemain de la guerre, le renouvellement des cadres belges, bloqués sur place pendant les hostilités, a été très important et le niveau moyen des nombreux nouveaux engagés par conséquent inférieur à ce qu'il était. Par le mécanisme des promotions selon l'ancienneté, beaucoup de ces fonctionnaires engagés en 1945-46 occupaient en 1956-59 des postes de direction dépassant parfois leurs capacités intellectuelles et morales.

VI. CONCLUSION

L'apparition au pouvoir d'une bourgeoisie bureaucratique est un phénomène général en Afrique. La spécificité de la situation congolaise tient à l'enrôlement massif de la population dans l'aventure de la croissance économique accélérée. Nous avons parlé de sa prolétarianisation, en la justifiant par l'existence d'une classe salariée englobant près de quatre hommes sur dix. De son côté, la population agricole est largement engagée dans l'économie de marché, puisqu'elle en tire en 1956 45% de ses revenus.³⁵ Comme le pouvoir d'achat réel augmente de plus de moitié entre 1950 et 1956, tant chez les cultivateurs que chez les salariés,³⁶ l'économie de ce pays ne correspond plus au modèle dualiste, caractérisé par un manque d'articulation entre ses secteurs.³⁷

Dès lors, c'est l'ensemble de la population congolaise qui est en contact étroit avec les colonisateurs européens; c'est l'ensemble de cette population qui expérimente les mutations structurelles fondamentales, apportées par un régime qui privilégie le résultat économique, à l'encontre des canons culturels traditionnels. Elle est donc tout entière impliquée par les mutations des rapports de force qu'engendrent, par une nécessaire logique, 1° la colonisation, entre groupes raciaux, et 2° la révolution économique, entre classes sociales. Comme les deux courants de rapports s'entrecroisent et s'influencent, dans le cadre d'une ambiance paternaliste, la portée des conflits devient plus ambiguë.

Le développement économique engendre l'affrontement racial. La solidarité fonctionnelle des deux communautés raciales désamorce cet affrontement dans le secteur privé, où domine la loi de l'efficacité selon le modèle parsonien de l'"achievement", tandis qu'elle l'accentue au contraire dans le secteur public, où subsiste fondamentalement la norme traditionnelle de l'"ascription". Dès lors, les tensions se transposent à l'intérieur de la communauté noire, sans que soit vidé le problème des séquelles du colonialisme.

³⁵ *Bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge*, oct. 1957, tableau IX.

³⁶ *Ibidem*, tableaux V, VI et X.

³⁷ Voir notamment F. PERROUX, "Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement", *Cahiers de l'I.S.E.A.*, juillet 1955, pp. 37-48; E. GANNAGE, *Economie du développement*, Paris, P.U.F., 1962, pp. 71-77.

Dans la mesure où la nouvelle bourgeoisie bureaucratique garde le contrôle social et politique de l'Etat indépendant, les classes laborieuses, ouvrières et paysannes, sont tentées de chercher, par un retour mental en arrière, un soutien chez l'homme blanc contre leurs nouveaux oppresseurs. Ceux-ci ont besoin, pour se maintenir, de l'aide économique et technocratique de ce même homme blanc.

Ces deux raisons n'expriment-elles pas l'échec, au moins partiel, de la difficile synthèse que la société congolaise devait bâtir à partir du défi colonial?³⁸ N'amorcent-elles pas la nouvelle antithèse du néo-colonialisme, en lui ouvrant la porte de l'intérieur? Par un curieux renversement des perspectives, c'est le monde blanc qui se voit confronté à un défi, qu'il a d'ailleurs peut-être inconsciemment souhaité, défi d'autant plus dangereux qu'il prend la forme d'une tentation de corruption.

Université Laval

³⁸ Voir *supra*, p. 259, alinéa 2.

Structuring Ignorance: The genesis of a myth in New Guinea¹

BY RICHARD F. SALISBURY

RÉSUMÉ

En 1953, on découvrait une source saline sur le territoire d'une tribu Déné habitant les Hautes-Terres de la Nouvelle-Guinée. Les Dénés eurent soin de cacher les circonstances de la nouvelle découverte, mais des rumeurs naquirent chez les Siane voisins qui donnaient de cette événement une certaine explication qui devint un mythe assez généralement accepté.

L'analyse du mythe et de ses développements démontrent que les bénéficiaires d'un mythe n'en devraient pas être en même temps les inventeurs. Ce sont les auditeurs eux-mêmes qui, en cherchant à comprendre, vont structurer et standardiser en termes mythiques les événements inexplicables.

Since the early 1900's it has been out of fashion to theorize about the origin of myths; people have stressed functional interpretations of the relations between myths and the current activities of a society. Malinowski's discussion of myths as "charters" exemplifies this, as does Firth's (1961:175) detailed analysis of how variant forms of traditional tales are "pressure instruments (used by different groups) for keeping alive competing claims" and reflect "not so much... differential memory as... differential interests". Yet such analyses, like those of how far myths reflect history, all imply a view of how myths originate. Crudely phrased, they imply that myth-makers have a vested interest in justifying their own present behaviour by making it appear to be the outcome of important events in the past. Myth-makers are the prototype propagandists.

A second series of interpretations of myths stresses their internal structure (cf. Levi-Strauss 1958), and how this structure symbolizes some fundamental aspect of relationships in the

¹ The fieldwork on which this study is based was supported by the Australian National University.

society. Such interpretations, applied to highly standardized narratives or versions collected from single informants, provide dramatic insights, but suffer from an over-static view of myth. Some elaboration of the structural position is needed to account for the existence of variation, over time and synchronically, as well as for regularity.

The present paper seeks to contribute to these two areas by considering a specific historical event of 1953 — the discovery of a salt spring in the Highlands of New Guinea. It discusses how, in the week following the discovery, a relatively standardized (though mythical) account of it developed. It will be shown that the mythmakers were not the individuals owning the spring, who might be expected to have tried to justify their possession of it. Rather, the myth evolved progressively among people with little accurate knowledge of the facts, each person adding details that appeared to make the story more "true" for him. It is argued that the audiences for such story-telling, with their existing cognitive structures of religion and myths, then select versions which they approve, and so give them a structuring.

Discovery of the Spring

On February 15th 1953, I was told in my house at Pira in Siane² territory that a new salt spring had just come up in Keu, a Dene-speaking village some seven miles away, across the precipitous divide of which Mt. Erimbari forms part. The first man to tell me was the local Government interpreter who ostensibly came to say that the Agricultural Extension officer was due to visit my house. But he seemed more excited by the news of the salt spring, and by the fact that the headmen of several Siane villages had decided to travel to Keu to claim plots of land. The plots he said, would be the site of workshops which their villages would use for purifying salt. Their trip would be on February 17th. I said I would like to go.

The Agricultural Officer's presence made it impracticable for me to go then, but without prompting, headmen (*luluai*) from

² For an ethnography of the Siane and a map of tribal and linguistic areas see Salisbury (1962a). Salisbury (1965) gives a somewhat fuller outline of religious beliefs.

several Siane villages came in to say that they would like to accompany me on the 18th instead. Each one, with his accompanying villagers, stayed to talk about the salt spring, so that for three days I was subject to an increasing spate of rumours, some cumulative and many conflicting. These form the subject of this paper.

Besides the luluais and the Government interpreter, 12 men and three women of my own village said they wished to accompany me. All the men, except the village headman, were young adults, newly married or actively searching for wives; the women were two wives, married in from Dene-speaking groups, and a girl with mother's-brothers living in Keu. It turned out that all had other business near Keu — the new wife of one man had run home to a nearby village, and the group was going to secure her return. En route the luluais later mentioned no interest in building workshops, but stressed that they were coming on a trip, and had other business to perform — taking pork to a sister, or settling a long outstanding court case in Keu village.

The first rumour changed the site of the discovery from near the village of Keu, in Duma tribe, to near a village four miles further west at the Government Rest House of Gun. Then the story was elaborated that a man had been walking in the bush and had seen an area of discoloured kunai grass, and as he wondered about it, he had been struck by water bubbling out and had tasted the water. It had been "sweet" (i.e. salt). Next I heard discussion of where the man had come from, and it was agreed that he was "from a long way away". At this point I asked both the Government interpreter and the luluai of Roanti, the last Siane village before Keu, about property rights in the new spring — salt being a precious commodity in Highland New Guinea — and they reconfirmed that people from foreign tribes would not be barred from working the salt. By the evening of the 16th an agreed version of the story seemed to have emerged. "A man from a long way away was walking along, far from his home, when he saw a woman on the path in front of him. When he caught up with her, she had disappeared, but then she reappeared further ahead on the path. After several recurrences of disappearances and reappearances further ahead, he finally got to a spot where, when she disappeared, strange murmurings underground

were heard. He fell down on the ground and began praying. When he finished praying he struck a stick in the ground. Through the hole in the ground came bubbling up a white liquid, like milk. He tasted it and found that it was salt, and so began to work the salt."

On the 17th, the luluai from Rofaifo a Siane village half-way to Keu arrived, and told me that I had only part of the story. The thing that had attracted the man to the woman was the way in which she had tossed her head so that her hair shook like kunai-grass in the wind (yet most Siane and Dene-speaking women now have very short hair). When the woman disappeared he had picked up a stick, and had been plunging it into the ground all over the place to discover the hole through which she had disappeared. The strange sound he had heard had been a rhythmical beating like that of a *kudu* drum. The luluai laughed at my suggestion that the discoverer had prayed, asserting only that he was a mission helper by the name of Pis.

From him too I tried to obtain details of the process of salt manufacture and trade. (I had previously read Vial's (1941) descriptions of the process some eight miles west of Gun, and knew the outlines of how roughly a year elapses between initial collection of brine and eventual production of a large salt cake). He said that a house was already built for salt manufacture, watched over continuously by one man. At the start of manufacture they had killed three pigs, and mixed the blood of the pigs with the brine. Now those who came to get salt would have to contribute pigs. I could not obtain from him a clear statement of whether these pigs would give the right to work the salt, or would be in exchange for salt cakes manufactured by the Gun people.

Talking over this version of the story I tried to establish what the meaning of the woman's tossing hair was. Several people said that to shake one's head from side to side is the common way to show that food is good, and that the incident indicated that she was telling him about the salt. Others disagreed and said that it was the way some women seduce men.

On the 18th the party from my own village set out for the ten mile walk, and by the time we had climbed the pass several

luluais from other villages had joined us. In Keu, the first Dene-speaking village over the divide, everyone sat down and was entertained by friends, while several court cases were discussed. As the hours dragged on I became impatient, and accompanied by the men from my own village, (most of whom were bilingual in Dene) and a Government interpreter from a Dene village in Gomia tribe four miles to the north, who was also going to Gun, we pushed on. The interpreter had a slightly different story. The discovery of the spring had originally been reported by a Seventh Day Adventist mission helper, and on hearing his story, several luluais had searched for the spring, but without success. He insisted there was no spring. Yet when I asked him who would manufacture the salt, if one *were* found, he was adamant that only Dene-speakers could work it. Villagers at Gun would ask friends and relatives in nearby villages to help. When the salt was eventually ready he would come and tell me and I could come to the feast, bringing a pig perhaps. He was not trying to hide anything from me. He was only angry that I had heard such a deceitful story from a mission helper, causing me to come all this way. He had never heard the name Pis. This behaviour did not inspire my confidence and I wondered what interest he, a foreign Dene-speaker, might have in secrecy.

Nearing Gun Rest House it became clear that my own villagers were beyond the range of friendship or affinities; house styles had changed, and no one knew the way. When we reached the village, the *tultul*, or assistant headman, was the only person present. He also denied that there was any spring. No one offered hospitality to my accompanying Siane. We waited an hour and no local villagers came bringing food or firewood to sell. All my questions were answered in the negative. Against such stolid refusal to assist in any way, I realized that staying would collect no information and would mean a cold and hungry night. I turned and left for home.

In Keu I met the other luluais ready to return to Siane, together with the paramount luluai of Duma tribe, whose jurisdiction covered Gun village. The latter was quite straightforward but said he didn't know how the spring was discovered. He had two men guarding the spring, and was directing the operations

of soaking grass in the brine, letting the grass dry and then burning it. The collected ash would then be dissolved in water and dried in clay cylinders placed over heated rocks, but the workshop for this task had not yet been built. It would be allowed to see it, when he sent word that the first cakes were ready for sale. With that I had to be satisfied, and hurried home, leaving my own villagers to amorous adventures in Keu, and a search for an errant wife in the next Dene village to the south.

Needless to say, no word arrived to invite me to Gun, before I left the field in November.

Analysis

In the first place it is clear that the owners of the spring, who, presumably, would gain by having a myth to validate their ownership as resulting from a supernatural gift, were not the inventors of the myth. They either denied the existence of the spring, or, in the case of the paramount luluai, denied any knowledge of supernatural intervention and discussed only practical matters. These people, although in the best position to know what the facts of the discovery were, were unwilling to tell the facts.

The myth originators were the people who did not know the facts — who were, perhaps, deliberately kept from knowing the facts, except for a few hints that a spring existed. In such a situation rumours spread like wildfire, as Firth (1956) has shown for Tikopia. Yet rumours tend to have a cyclical life; either they are rapidly proved true by events, or, if they are not confirmed they gradually die for lack of supporting evidence. In this case occasional admissions (e.g. by the paramount luluai) that a spring existed were enough to keep rumours alive, and the refusal by the Gun people to discuss the actual discovery meant that the rumours could proliferate unchecked.

Yet the rumours also developed cumulatively. Several practical details mentioned by early reporters — notably the grass discolouration, the praying and the existence of bubbling brine before the discoverer arrived — all were finally rejected, in favour

of details with more supernatural connotations. To me the prosaicness of these details and the internal consistency of the praying and the consensus that the discoverer was a mission helper, indicated that here was the kernel of fact. But, to quote Shaw, prosaicness is too true to be good; large departures from fact often have a greater ring of "truth".

There was in my experience intense interest among the Siane in establishing what the "true" story was, and in discussing the true meaning of each event of the story. As people narrated the version they had heard, others, with different versions would argue. No one appealed to the authority of first-hand evidence which was unavailable. Favourable audience reactions to the version determined which version was repeated to succeeding audiences. In such a situation the raconteur has the advantage over the factual reporter.

The audience reactions also structured the accepted version in a predictable way — as the repetitions progressed the elements taken as true became more and more like myths already familiar to the listeners.

The name of the mission helper — Pis (the pidgin spelling for "fish") — is an element of this type. The origin story of Emenyo tribe in Siane (Salisbury 1956:470-2) tells how the two (or in some version, three) clans of Emenyo tribe resulted from the cutting up of a water creature (a fish, eel, or tadpole) by the original ancestor. To have the spring discovered by a man, named for an exotic creature, would make this into the same sort of quasi-totemic story. The vagueness of description of the discoverer, merely walking along, coming from a vague distance, and apparently going to no particular place as no Seventh Day Adventist mission was located near Gun, adds to the sense of myth.

The vision of the woman preceding him along the track is a common theme in Siane stories. During my year of residence in Siane two of the sixty men of the nearest village claimed to have visions of this type while walking home from distant gardens around nightfall. One had restrained himself from following the woman, but thought he had recognized a dead "mother". The other man had been heard screaming hideously in the darkness

from the valley bottom near the village. Next morning he was found, scratched by thorns and bruised but still alive, and told of seeing a shadowy female figure on the track ahead as he came home late from the gardens. He had hurried behind her but had missed a turning in the track and fallen into a limestone hollow where the thorns had ripped him. The woman had beaten him with sticks until he lost consciousness.

A youth told me how, after his mother had died when he was aged about five, he had seen her walking along a path near the village and had followed her into the bush. While so doing he had fallen into a limestone hollow, and had rolled over and over to the bottom. There he had come face to face with his mother's body. Adults had told him that it could not have been her body for she had been buried properly elsewhere, but he was uncertain whether the traumatic experience had been an affair of the spirits or a material one. He volunteered this story, soon after the body of a woman who had died of a wasting illness had been summarily thrown down a limestone fissure, before her kinsmen could arrive from her natal village to weep over her and so claim larger death payments. In this case too, the husband's lineage publicly denied that she had been improperly buried.

Most common are varied stories of men hunting opossums, at evening. Commonly the man saw a woman on the track ahead of him, and on following her into the bush found that she had disappeared near a particular tree. On searching he found opossum droppings, and by remaining on watch he was able to shoot several animals. Alternatively stories describe hunters waiting near trees known to contain opossums, and just as they are about to fire, being hit on the head by a female spirit, being torn by her nails, and having their arrows turned aside in flight.

Even the prosaic practical details of the early versions of the story — the discolouration of the grass, the bubbling of stagnant water in it, and the prodding of the ground which appear as rationally connected to the Western observer, also have a supernatural aspect in terms of Siane belief. Swampy areas, where seepage occurs at the foot of slopes and methane gas bubbles intermittently are well known in Siane country. They are widely

believed to be the abodes of "nature demons" (pidgin *masalai*) (cf. Bulmer 1965:153), materially visualized as a form of snake (*reyana*) and also evidenced by smells or lights at night. Only an insane or supernaturally inspired person would deliberately risk death or disease by disturbing a *reyana* by prodding the ground. Increasing supernatural significance is attached to the discovery as first the discoverer was said to have prayed, then to have prodded once, and finally to have prodded repeatedly.

The last major element, the recognition that the spring was salt closely parallels a well-known Siane myth, that of the migration of Komunku tribe from their place of emergence to their present territory. Coincidentally the place of emergence is supposed to have been near Gun, is what is now a Dene-speaking area, although Komunku is now the largest Siane-speaking tribe (cf. Salisbury 1962b:10-11). A Komunku man was hunting in the primary forest southeast of where Chuave now is³. He shot a bird and cut it open to eat it, but when he ate the crop, he found that it was sweet (i.e. salt). He watched and when another bird flew by, he followed it, and found where it drank at a spring on the east side of the valley. When he tasted the spring he found that it was sweet too. On his return to Gun he told the rest of Komunku tribe and they all moved to live near the spring. It may parenthetically be noted that the spring is no longer salt, and that salt was never manufactured there. The founding clans of Komunku tribe have moved at least twice since the salt-spring episode, once to the south-east towards Emenyo territory, and once, some fifty years ago, to the north into another side-valley of the Mai River. This myth does not validate ownership of a salt spring, nor does it explain the present residence of Komunku tribe.

³ The myth asserts that this land was unoccupied. It is, however, the same side valley investigated by S. Bulmer (1964) and White (1965) both of whom report a virtually continuous archaeological sequence back to paleolithic times. Their evidence comes mainly from cave mouths and rock shelters. On the evidence of bones White concludes that until fairly recently the area was inhabited by migrant hunters. The myth suggests that the primary forest was used for hunting by nearby agricultural groups, using rock shelters for cooking picnic meals of game. It is unfortunate that no closer correlation of archaeological sites and traditions is possible, as archaeological reports cite only recurrent site names, and not the clan or tribal names within whose territories the sites occur.

Interpretation

To the Western observer the preceding narrative and analysis may be divided into a factual description of actual events, and a series of superimposed supernatural imaginings. Among local informants no such division is made into "fact" and "imagination", or into reality and supernatural. The differentiation is between story-tellers who have the "true" story (*ona*), and those who lie (*suki*) or who "do not hear/understand correctly". The criterion for truth is not objective fact. Although the Siane expressed great interest and excitement in going to Gun, when there I was the only person who questioned about fact; merely to have been to Gun was sufficient for most Siane, who then showed more interest in humdrum affairs.

Truth in Siane is partly a matter of appearing an authoritative inside dopester; partly it comes from a belief that there is some power derived from a precise knowledge of ritual formulae. It is these formulae and their inner meanings that are sought in discussions. Lawrence (1964) and Burridge (1961) have described this intense search for "truth" and inner meaning in other areas of New Guinea and have shown how the search lies behind the development of beliefs in the supernatural origin of manufactured goods, or *Kago*. Virtually any European factual statement about factory production or any missionary discussion of sin can be seen as a distortion of a hidden deeper meaning. If one knew that hidden meaning, the ultimate truth, then one would have power to control the flow of manufactured goods. In the same way those who knew only a few facts about the salt spring sought for the inner meaning of those facts, — invented rumours in our terms; sought the truth in Siane terms, in a normal Siane way⁴.

Knowledge of the "real facts" may even hinder the search for "truth" and hidden meaning. The men of Gun, with the most facts available (but with no ties to my friends of Emenyo), and other Dene-speakers with less knowledge but more ties to Emenyo, alike chose to conceal their knowledge, denying that

⁴ This is also the Tikopian way of truth-seeking through rumour elaboration. See Firth (1956).

anything had happened. To a Western observer their reasons are obscure; it would seem more rational and prestigious to advertise the existence of the spring, and so draw customers, even if no salt were yet available. It may be that such promise of wealth would have resulted in excessive demands from fortune-seeking affines. Yet it may also be rational to deny the facts and let other people invent "facts" as a better "soft sell" advertisement. Denial of a rumour has, in technologically advanced countries, become one of the best ways of evoking interest in an already-decided but secret government or business policy decision. In short, ignorance may produce better myths than does historical knowledge; the people who are likely to benefit by a myth (the beneficiaries of the charter) are likely to have historical knowledge, but their interest may be to keep quiet, and to let myths be created by those who know less.

How then do the ignorant make their myths? A substratum of historical fact is needed — in this case knowledge of the discovery, its general location, and an indication that the discovery had been made by an outsider. The first step is to fill in the elements of the story that are practically predictable — the way in which salt would kill the grass, the need to taste the salt etc. The story then has a structure of practical experience but the added detail does not add to the "credibility" of the story as any story-teller could invent these items, and their meaning is obvious.

Next follows an effort to fit the inherently unpredictable elements of the story — "why did he happen to be walking where he did?", "why did the event happen at that particular time?", — into a framework of cultural understandings of human motivation and the nature of chance events — the man wandered in there because a female ghost enticed him, and (being a mission helper) the spring emerged because he prayed. The elements added at this point may be those of other myths, but clearly any one of a number of elements can be inserted to provide each explanation. Prayer was clearly appropriate for a mission-helper to use, yet his merely prodding the ground was the alternative explanation which most people accepted. At this stage it is the reaction of the audience which crystallizes the form of the myth.

A final stage would seem to involve aesthetic and formal re-structuring — the myth is fitted into new frames, elements are added to complete the “balance” of those frames, and other “embroidery” elements enter, which nevertheless have an important relationship with the cruder form of the myth. Thus in the present case the motif of appearance and disappearance, common in stories of seduction by female ghosts, is linked coherently with the prodding of the ground. The murmurings underground then become, not a threat which the discoverer had to pray to avert, but an incitement to prod, — they sounded like *Kudu* drums being beaten for an imminent religious ritual. The entire story therefore is re-phrased as a single incident, with indications of spiritual influences becoming steadily more explicit, and climaxing with the drum beating and the disturbing of the spirits by prodding. The bubbling up of the salt is then only the epilogue, the practical moral of a supernatural story.

But such a neat story, I would also maintain, leaves no room for doubts about its meaning. The really skilful raconteur introduces new elements both to make a more exciting story, and to add something that is not immediately explicable — something truer, as it has more hidden meanings. The mention of hair waving as the spirit tossed her head seemed to do this for my evening audience of February 17th, who argued about the meaning of this new motif.

Their arguments did not exhaust the potential significances. The most seductive female action is usually said to be the motion of her *konto*, the strip of barkcloth hanging from the back of her belt, which swirls like a kilt as she walks. For a man to grab her *konto* is to accept seduction; to walk behind a woman along a path is to expose oneself to seduction. But in this story it is her hair that waves, not her skirt, and it is said to wave like kunai grass. To me the mention of kunai evokes the report explicitly placing the spring in a kunai-grass seepage area. It suggests, perhaps, that the distracted discoverer could not distinguish between the wind in the kunai, and the spirit figure movements.

For the Siane too, long hair on women has certain connotations. It is a pre-mission influence style, worn by independent-

minded women, especially at times of religious ceremonials when the ringlets hang down heavy and matted with pig grease. Young girls taking part in Yam-taro dances knot lengths of shredded bark fibres into their hair and oil them with red pandanus oil to appear like waist-length hair. This style, paralleling styles more common for boys elsewhere in the Highlands (cf. Read 1952), has implications both of sexual attractiveness and of contact with spirits (Salisbury 1965). Any one (or several) of these connotations might be implied by the added phrase that the mission helper was attracted by her tossing hair. This embroidery of the story is "true" for a Siane audience, not as clarifying the story, but for the additional hidden meanings it implies — it maintains ambiguity in the story, and a sense of ignorance in the audience.

In summary, the present analysis would suggest that the common assumption that myths are created by the groups which use the myths to support claims, is not necessarily correct. It ignores the potentialities for myth-creation implied by imperfect factual knowledge in audiences, and the interest audiences have in fitting ambiguous untoward events within their frames of cognitive understanding.

The present study confirms Firth's (1961) discussion of how traditional tales are told in many variant forms, and suggests that his finding, (p. 176) that the greatest degree of variation occurs in tales about the most distant past, may be generalized — most variation occurs where factual accuracy is least checkable. In the present case deliberate concealment of facts was the cause. The existence of variation and change, while throwing doubt on *structural* analyses which appear to account for every detail of a particular version, nevertheless provides the basis for explanations in terms of dynamic principles of *structuring*. Tales are seen in the present case as undergoing continuous elaboration by their tellers in three main directions — amplification of detail deduced from what is known, reorganization and additions to give structural form, and "embroidery" to add hidden meanings. It is the reactions of different audiences which give the stamp of approval to different versions, accepting those structurings which fit audience needs. In those areas where there is most ignorance, structuring is most likely to be effective.

REFERENCES

- BULMER, S.E.
1964 Prehistoric Stone Implements from the N. G. Highlands. *Oceania* 34:246-248.
- BULMER, R.N.H.
1965 The Kyaka in *Gods, Ghosts and Men in Melanesia*. Melbourne and Oxford, The University Presses, pp. 132-161.
- BURRIDGE, K.O.L.
1960 *Mambu*, London Methuen.
- FIRTH, R.
1956 Rumour in a Primitive Society, *Jnl. of Abnormal and Social Psychology*, 53:122-132.
1961 *History and Traditions of Tikopia*. Wellington, The Polynesian Society, Memoir No. 32).
- LAWRENCE, P.
1964 *Road Belong Cargo*. Manchester, The University Press.
- LEVI-STRAUSS, C.
1958 La Structure des Mythes, in *Anthropologie Structurale*. pp. 227-256, Paris, Librairie Plon.
- READ, K.E.
1952 The *nama* cult of the Gahuku-Gama. *Oceania*, 23:1-25.
- SALISBURY, R.F.
1956 The Siane Language... *Anthropos*, 51:447-480.
1962a *From Stone to Steel*. Cambridge and Melbourne, The University Presses.
1962b Notes on Bilingualism and Linguistic Change in New Guinea *Anthropological Linguistics*, Oct. 1962 1-13.
1965 The Siane in *Gods, Ghosts and Men in Melanesia*. Melbourne and Oxford, The University Presses, pp. 50-77.
- VIAL, L.G.
1941 Down the Waghi. *Walkabout*, 7(a):16.
- WHITE, J.P.
1965 Archaeological Investigations in New Guinea, *Jnl. Polynesian Society*, 71:40-56.
-

La société acadienne en devenir: l'impact de la technique sur la structure sociale globale*

PAR MARC-ADÉLARD TREMBLAY

SUMMARY

This article examines the impact of technological change on the traditional Acadian society (of Southwestern Nova Scotia) and on the survival of the Acadians. This analysis is being conducted by viewing the Acadian culture as a whole and trying to see how technological advances have brought about new occupational patterns and deep changes in the social structure (family and kinship structure, processes of social differentiation, and the new power elites) as well as in value-orientations. Viewing all these socio-cultural transformations as acculturational changes, the author assesses the possibilities of survival and development of the Acadian society.

1. INTRODUCTION

Les institutions économiques et la structure sociale traditionnelles de l'Acadie ont été modifiées par les changements technologiques et par les dépressions économiques importantes, en particulier par celle des années 30 qui a duré dix ans dans cette région. À ces dynamismes majeurs, il faut ajouter le jeu de certains autres facteurs secondaires qui ont aussi contribué à l'instauration d'un régime monétaire.

Mais, à l'encontre des pays qui se dégagent des structures traditionnelles pour les remplacer par des structures industrielles, la société acadienne, dans son ensemble, n'a pas encore réussi

* Cette étude fait partie d'une monographie qui a été réalisée en collaboration avec M. Marc Laplante grâce à une subvention du Musée de l'Homme d'Ottawa et qui sera bientôt publiée sous le titre *Famille et Parenté en Acadie*, par les soins du Musée. Nous remercions celui-ci qui a participé à la rédaction d'une version préliminaire de cet article, sur la base de nos matériaux.

à prendre le départ vers une organisation industrielle. Si on utilise les critères usuels, la Baie-Française n'est pas à proprement parler une région urbanisée et industrialisée. Culturellement isolée depuis ses origines, elle a subi, sans que cela soit trop visible, les effets indésirables de l'industrialisation, en ce sens que c'est en dehors et autour d'elle que la vie moderne s'est organisée.

Le groupe acadien est sérieusement menacé dans sa survie s'il ne réussit pas à se développer économiquement et à enrayer l'émigration massive des jeunes vers les centres industriels.¹

La structure des occupations de l'ensemble des villages acadiens reflète bien leur étroite dépendance économique de la province et du reste du pays. Dans chacun de ceux-ci un nombre plus ou moins grand de travailleurs industriels tiennent un emploi à la ville et viennent au foyer à chaque fin de semaine pour visiter les leurs.² Quelques-uns même travaillent dans une autre province ou aux États-Unis et ne reviennent qu'à deux ou trois reprises par année pour revoir leurs parents. Ces mouvements de population, pour une large part, ont coïncidé avec la fin du régime d'économie domestique. Ils ont aussi suscité un brassage considérable des valeurs et ont permis de nouvelles conditions de vie, de nouveaux modes d'existence. Toutes ces transformations, de même que l'ensemble des répercussions qu'elles provoquent à chacun des niveaux de la structure sociale globale, remettent en question une fois de plus la survivance de la culture acadienne au sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse. Mais cette fois-ci, la menace est plus spectaculaire que par le passé. Ces indices tout en étant plus imperceptibles sont néanmoins plus solidement ancrés par leur insertion dans le vécu quotidien de chacun. Les politiques sont également difficiles à tracer et risquent de ne pas être unanimes.

Certains éléments du modernisme ne remettent point en question les traditions nationales acadiennes et sont considérés

¹ Voir, Marc-Adélarde TREMBLAY, "Les Acadiens de la Baie-Française: l'histoire d'une survivance", *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, vol. XV, n° 4, p. 540-541.

² A l'été 1962 environ deux cents chefs de famille de la Baie travaillent à Halifax cinq jours par semaine.

comme des éléments positifs de progrès tandis que d'autres contredisent les thèmes les plus fondamentaux de l'idéologie traditionnelle. Les élites, elles-mêmes divisées par rapport à une stratégie générale de la survivance, préconisent des orientations culturelles divergentes sans en connaître toutefois la fonctionnalité. Bref, le groupe acadien ne possède point, "*intra muros*", l'ensemble des instruments de base nécessaire à sa réorganisation socio-culturelle. Il ne dispose pas non plus des éléments les plus essentiels pour enrayer l'émigration continuelle de ses jeunes, pour contrecarrer l'influence des puissants média de publicité et de communication et, en un mot, pour freiner l'acculturation.

Ce sont les influences internes de ces divers dynamismes exogènes que nous suivrons dans leur évolution respective au niveau des principaux paliers de la structure sociale, à savoir, la structure professionnelle, l'organisation sociale et l'idéologie.

2. LA STRUCTURE PROFESSIONNELLE.

L'évolution économique a d'abord influencé, cela va de soi, l'univers du travail. D'une manière concrète les transformations professionnelles se manifestèrent principalement par une baisse sensible des activités dans le secteur primaire: exploitation de la forêt, culture de la ferme et pêche côtière. Précisons, à l'instant, que ces industries comme telles n'ont pas cessé toute activité. Bien au contraire elles se sont réorganisées sur une base de rentabilité commerciale. À part l'agriculture qui s'est peu mécanisée, les autres industries d'extraction se sont organisées en fonction de la production de masse. Dans la majorité des cas, ce renouvellement dans les techniques de production n'a pas été le fait des Acadiens eux-mêmes. Ce sont plutôt les groupes industriels anglais extérieurs qui ont profité de l'avancement technique pour exploiter les ressources locales et réaliser des profits intéressants, surtout en période de recession économique. Une autre conséquence des changements techniques et économiques fut une baisse substantielle dans le nombre des travailleurs engagés dans les industries d'extraction. Or la très grande majorité des travailleurs acadiens appartenaient à ce secteur. L'évolution économique a donc intro-

duit à la Baie-Française au moins deux réalités nouvelles: le chômage et la nécessité de travailler à l'extérieur de la localité.

Ces deux phénomènes sont étroitement reliés. C'est pour trouver du travail que les individus sont allés à l'extérieur. Le chômage évidemment n'a pas frappé également toutes les couches sociales. En général, les travailleurs non-qualifiés dans les industries de la pêche et du bois furent les plus durement atteints. Déjà en 1952, près des trois-cinquièmes des travailleurs de ces catégories avaient été sans emploi pour une période plus ou moins longue durant les douze mois précédents.³ Les emplois plus nouveaux, tels que les opérateurs de machine, les conducteurs de camions ainsi que les cols blancs engagés dans les tâches administratives, furent beaucoup moins frappés par le chômage.

Le chômage de même que l'habitude de travailler à l'extérieur ont entraîné de fréquents déplacements de population. Les effectifs démographiques de la Baie sont à peu près stables depuis 1910. Puisque peu d'immigrants sont venus s'installer dans la région, on peut affirmer que la croissance naturelle de la population a été absorbée par les départs. L'émigration des jeunes au moment de leur embauche dans un centre industriel, ou encore l'émigration de familles tout entières, ont toujours été une menace continuelle pour la survie du groupe.

Jusque vers les années 20, les Acadiens se sont tournés vers les Etats-Unis et surtout vers les Etats de la Nouvelle-Angleterre pour chercher du travail. Puis, vers cette époque, à la suite des restrictions américaines sur l'immigration au moment de la promulgation de nouvelles lois, les familles émigrèrent vers les centres industriels de la Nouvelle-Ecosse. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les mouvements migratoires ont débordé le cadre provincial et les Acadiens se dirigent maintenant vers tous les grands centres industriels canadiens. Ceux qui partent ainsi cependant ne le font pas facilement. La décision d'émigrer se prend avec beaucoup de circonspection et après plusieurs compromis.

³ L'avancement technique a fait disparaître des emplois traditionnels pour lesquels les travailleurs acadiens étaient bien préparés. Ils n'ont pas été en mesure d'apprendre les métiers de la société industrielle, ceux pour lesquels de nombreux emplois étaient disponibles. Ce double décalage — le déplacement des emplois traditionnels et l'incapacité de se plier aux exigences du marché du travail urbain — est à l'origine du chômage intensif que l'on observe aujourd'hui le long de la Baie.

Le chômage, la nécessité de travailler à l'extérieur, ainsi que l'émigration des jeunes ou des familles entières, en plus de poser des problèmes pour la survie du groupe, soulèvent une quantité d'autres difficultés pour ceux qui restent.

3. L'ORGANISATION SOCIALE.

A. *La structure familiale.*

L'évolution économique et technologique n'a pas seulement transformé l'univers du travail, elle a aussi mis fin au régime de l'économie domestique sur laquelle reposait toute l'organisation familiale. La famille a d'abord perdu son indépendance. Elle ne fut jamais totalement auto-suffisante, mais la situation économique nouvelle ne lui permet même plus de satisfaire elle-même ses principaux besoins. L'importance accrue des échanges monétaires, le contrôle des marchés et des débouchés par les grandes entreprises commercialisées, la présence de besoins nouveaux, le manque de préparation et de ressources pour introduire les nouvelles techniques d'exploitation, *et cetera*, ont rendu désuet le régime d'économie de subsistance traditionnel.

Le "bien" familial ne peut plus faire vivre tout son monde.

De plus, ce "bien" est devenu de plus en plus petit à cause des règles traditionnelles de succession qui exigeaient sa division entre tous les enfants mâles de la famille. Ce partage a cessé au tournant du siècle pour la majorité des familles. Seules les familles les plus fortunées dont le domaine agricole et forestier est plus substantiel ont continué cette pratique jusque vers les années 40. Les terres à cultiver et les boisés à exploiter peuvent faire vivre maigrement un ménage restreint. En général, les fils cherchent à gagner leur vie en dehors de la ferme familiale.

Cette situation a modifié considérablement les structures familiales. Jusqu'en 1920 environ, prévaut la grande famille, dont le chef est le patriarche. De 1920 à 1940, c'est la famille-souche qui domine, c'est-à-dire, la famille composée du mari, de sa femme, du fils marié et de toute sa descendance vivant sous le même toit. Enfin, depuis la dernière guerre, c'est la famille conjugale qui est devenue le modèle.

Une telle transformation du régime familial a entraîné plusieurs conséquences. Tout d'abord, le patriarche a perdu son prestige dans la famille. Autrefois, il était le seul dépositaire de l'autorité. L'autorité est maintenant entre les mains du chef de la famille conjugale et comporte une nouvelle signification. Comme il doit quitter la maison pour les périodes plus ou moins longues, la femme a acquis des pouvoirs nouveaux.

La mère acadienne fut toujours très considérée à l'intérieur du ménage car elle avait charge de la transmission des valeurs morales. Mais, depuis l'absence du mari, ses nouveaux rôles féminins au foyer apparaissent surtout dans la socialisation des enfants, dans la construction des réseaux de relations sociales et dans la définition de l'univers des besoins et des aspirations de la famille.

B. La naissance d'un système de classe.

Les changements technologiques et économiques ont aussi contribué à la naissance d'un système de classe. Nous ne pouvons pas encore parler ici d'une hiérarchie sociale très nette mais certains indices permettent de déduire l'existence de sous-groupes sociaux différents. Parmi ces critères, il faut mentionner celui du niveau de vie. Dans l'organisation traditionnelle, à part une très faible minorité de professionnels et d'hommes d'affaires qui étaient plus fortunés, le reste de la société se situait à peu près au même niveau socio-économique. Les pauvres étaient pris en charge par le reste de la communauté. D'ailleurs, une forte idéologie égalitaire empêchait de grands écarts dans les conditions de vie et freinait les désirs des plus ambitieux.

Mais depuis l'apparition de valeurs nouvelles qui confèrent plus d'importance au bien-être matériel, les écarts dans le revenu deviennent apparents dans la quantité et la qualité des possessions matérielles des familles, le contenu des aspirations est uniforme pour les individus de toutes les classes, les disparités par rapport aux biens effectivement possédés sont plus apparents. Ceci contribue à éveiller la conscience de classe. Ces différences dans le revenu entraînent alors des différences dans les genres de vie: les individus dont les revenus sont égaux tendent à se regrouper dans les associations, les mouvements politiques et les activités récréatives.

La hiérarchie sociale tend aussi à se manifester par suite de la multiplication des fonctions nouvelles. L'éventail des occupations disponibles est maintenant beaucoup plus large à la Baie-Française. Le secteur secondaire s'est quelque peu développé. L'augmentation des travailleurs œuvrant dans le secteur tertiaire a contribué à accentuer les différences de classe. La plupart des fonctions à ce niveau demandent plus d'instruction formelle ou un apprentissage plus avancé et commandent de meilleurs salaires.

Chez les Acadiens, l'intérêt pour l'instruction existe depuis fort longtemps. Les besoins du *leadership* acadien ont beaucoup fait pour éveiller cet intérêt. Mais jusqu'à l'introduction des fonctions nouvelles, l'instruction supérieure était presque réservée aux prêtres et aux professionnels: médecins, dentistes, professeurs, etc... Très souvent d'ailleurs, ceux qui recevaient plus d'instruction ne trouvaient pas l'occasion de l'utiliser à la Baie-Française. Depuis le développement du secteur tertiaire, un nouveau groupe s'est formé: il se compose de ceux qui s'occupent d'administration et de fonctionnarisme, c'est-à-dire ceux qui procurent les nouveaux services.

Le rehaussement des niveaux d'instruction et l'apparition d'élites autochtones qui sont venus remplacer l'élite anglo-saxonne et irlandaise; l'apparition d'un renouveau culturel centré sur la création d'organisations locales poursuivant des objectifs nationalistes; et, enfin, l'introduction de différences sensibles dans les niveaux de vie des familles acadiennes, sont autant de phénomènes reliés à l'évolution économique et à la naissance d'un système de classe.

La naissance de ce système de classes a entraîné la disparition de l'idéologie égalitaire et, par le fait même, a remis en question un des sentiments les plus forts de la culture acadienne. Elle a aussi contribué à une distinction entre le sacré et le profane en établissant une démarcation plus nette des attributions du leader religieux. Mais, au niveau des conséquences sur l'ensemble de la société acadienne, la formation d'une hiérarchie sociale plus structurée a surtout divisé le groupe acadien en deux entités très distinctes: une minorité favorisée à tous les points de vue qui constitue maintenant la nouvelle élite; et une majorité toujours plus grande d'individus défavorisés sur le plan économique et social.

C. *La structure des élites.*

La présence d'un groupe économiquement faible au sein de la société acadienne remet en question la survivance de la nation. Des études récentes sur l'anglicisation des Acadiens dans certains villages mixtes du comté de Stirling indiquent que ce sont les Acadiens de revenu modeste, à faible degré de scolarité et dont la position de classe est inférieure qui sont les plus attirés par les valeurs anglo-saxonnes et qui rejettent le plus facilement les valeurs acadiennes traditionnelles correspondantes.⁴

Par contre, la survivance acadienne est devenue une affaire de classe supérieure. La formation d'une conscience nationale et la promotion des sentiments nationalistes sont des phénomènes en cours depuis la fin du XIX^e siècle.⁵ Ces conventions acadiennes ont fait naître dans l'esprit de ses participants la communauté spirituelle et idéologique de tous les Acadiens des provinces maritimes. Ces réunions ont été l'occasion d'une prise de conscience et ont fait évoluer l'idée que "ce petit peuple", dispersé aux quatre vents, serait assuré de survivre s'il prenait en main sa destinée en créant les institutions capables de défendre ses droits et de promouvoir ses intérêts. On y fait la démonstration du caractère providentiel de la survivance tout en faisant état de la mission spirituelle des Acadiens dans les provinces maritimes. On s'est enfin fixé des objectifs et des programmes d'action.

Mais cette lutte pour la survivance, organisée au temps où le *leadership* n'était pas discuté par l'ensemble du groupe acadien, est devenu aujourd'hui une obligation pour la classe dirigeante. Les multiples organisations créées pour assurer la survivance (société Nationale l'Assomption, le collège Saint-Jean-Eudes, les Festivals acadiens, les diverses associations pour l'enseignement, le renouveau des coutumes acadiennes, etc.) de même que les tâches nouvelles de ceux qui doivent établir et renforcer les liens entre toutes les communautés engagées dans le renouveau acadien

⁴ Marc-Adélaré TREMBLAY, *The Acadians of Portsmouth, A study in Culture Change*, Thèse de doctorat, Université Cornell, Ithaca, N.Y., 1954. Voir aussi, Charles C. HUGHES, Marc-Adélaré TREMBLAY, et al., *People of Cove and Woodlot*, New York, Basic Books, Inc., 1960, p. 73-78.

⁵ Camille RICHARD, *L'idéologie de la première convention nationale acadienne*, Thèse de maîtrise, Université Laval, Québec, 1960.

ont favorisé la naissance de nouvelles élites. Ce renouveau acadien est un mouvement qui vise à renforcer la position et les influences acadiennes dans la municipalité française et dans les provinces de l'Atlantique. Cela implique, il va de soi, des organisations spécialisées, de nouveaux canaux de communication pour exercer des pressions auprès des gouvernements afin de promouvoir des législations nouvelles favorables à la minorité acadienne. Les *leaders* acadiens, religieux comme laïcs, doivent se tenir en constante communication avec ceux qui poursuivent les mêmes objectifs dans d'autres provinces afin de coordonner les activités.

Les nouvelles situations de même que les nouvelles orientations du groupe exigent donc plus de *leaders* afin de remplir tous les postes disponibles dans les différents secteurs de la vie communautaire. Mais ce nouveau type de *leadership* ne suscite pas tout l'intérêt et le respect dus aux fonctions de direction dans la société traditionnelle. Des attitudes comme la passivité, la résistance aux changements et à l'apparition de nouvelles structures freinent l'élan et l'efficacité de la nouvelle classe dirigeante dans ses efforts de redressement économique et national. Le *leadership* s'est diversifié en s'étendant à de nouveaux champs d'activité; il a nécessité des prises de position formelles. Mais il s'est affaibli dans un certain sens parce qu'il ne suscite plus l'unanimité de tous les membres, ni l'obéissance spontanée chez ceux qui acceptent les objectifs généraux des différentes associations.

La dépendance du milieu extérieur, sur le plan économique, a donc forcé les *leaders* locaux à dépasser les cadres communautaires pour penser à un nationalisme mieux organisé qui s'étendrait à toutes les communautés acadiennes. La lutte pour la survivance est devenue une occupation spécialisée. Ceux qui continuent cette lutte appartiennent au groupe favorisé.

Mais, entre ces deux groupes: les économiquement forts et les autres, des distortions idéologiques risquent maintenant d'apparaître. Ceux qui consomment toutes leurs énergies à gagner leur vie ont réalisé que ces buts peuvent plus facilement être atteints en passant du côté du groupe dominant anglo-saxon. L'idéologie de la survivance ne semble pas les préoccuper; d'où leur plus grande sensibilité aux valeurs étrangères. Par contre, la classe dirigeante, coupée du reste de la société à cause des écarts d'ins-

truction, de niveaux de vie et de prestige, continue à vouloir agir au nom de toute la communauté et à travailler à la survivance du groupe. Les *leaders* continuent à s'imposer parce que les gens les admirent pour leurs succès personnels, pour leur réussite. Dans le contexte nouveau, en effet, l'accession aux fonctions de direction n'est plus tant une affaire de statut qu'une affaire de qualités individuelles. Celui qui manifeste des aptitudes spéciales, de l'initiative et de l'intérêt pour la chose publique devient candidat à l'un des postes de meneur. La contribution à la lutte pour la survivance peut alors se comprendre dans certains cas comme un effort, de la part de ceux qui ont reçu plus que les autres, ou qui ont eu plus de chance, pour participer au bien et au développement de la communauté, mais aussi comme des tentatives pour consolider la position de classe. Dans les milieux de culture mixte actuellement, "l'écart entre l'idéologie des *leaders* et celle du reste de la population va toujours grandissant, en même temps que s'affaiblit l'influence des premiers sur l'ensemble de la communauté".⁶

4. L'IDÉOLOGIE.

A. *Idéologie et faits d'acculturation.*

L'influence des transformations économiques et technologiques rejoint indirectement et directement l'idéologie. Dans le cas de la culture acadienne, les études antérieures ont abordé ces paliers de la structure sociale par le biais de l'analyse des sentiments. Ces sentiments acadiens sont une mise en place des valeurs et des normes dominantes du groupe et de ses principales attitudes en face de toutes les grandes questions.

Les changements dans les sentiments acadiens pourront alors être interprétés comme des conséquences des transformations survenues aux autres niveaux de la société. Nous avons déjà présenté les principales chaînes de réaction sans toutefois les suivre jusqu'à leurs limites. Il serait souhaitable de résumer d'abord ces séries

⁶ Francine CHARTRAND, *L'idéologie de survivance chez les Acadiens de Portsmouth*, Thèse de maîtrise, Université Laval, Québec, 1963. p. 2.

de conséquences avant d'aborder la question des valeurs et des changements idéologiques.

Plusieurs des réseaux de conséquences aboutissent à des phénomènes d'acculturation.⁷ Evidemment, le degré d'acculturation diffère selon les diverses communautés de la Baie-Française. Certains villages s'inspirent encore fortement des valeurs autochtones traditionnelles et rejettent les valeurs étrangères tandis que d'autres localités sont fortement acculturées comme l'ont montré les diverses recherches dans ce milieu.⁸

Nous avons déjà vu que la naissance d'un système de classe fondé sur le statut socio-économique avait aidé à la formation d'un groupe — les économiquement faibles — et que cette classe devenait plus nombreuse à mesure que l'économie monétaire se développait. Ceux qui connaissent ainsi un niveau de vie inférieur s'acculturent plus facilement. Or, le chômage a lui aussi contribué à la baisse du niveau de vie. Il a donc, indirectement, aidé l'acculturation en forçant les individus à s'orienter vers les milieux culturels étrangers.

Nous avons déjà abordé les conséquences de ces déplacements sur la vie familiale. Il faut toutefois ajouter que le travail à l'extérieur a augmenté les contacts avec les Anglais. Ceux qui ont eu aussi des relations plus étroites avec les groupes étrangers ont acquis des valeurs nouvelles. Les mêmes remarques s'appliquent aux jeunes travailleurs qui ont ainsi élargi l'éventail des choix possibles pour les conjoints. Dans certains cas, les mariages mixtes entre Acadiens et Anglais furent un facteur de première importance pour l'acculturation. D'autre part, ceux qui sont revenus

⁷ Nous avons présenté dans cette revue l'arrière-plan théorique qui a guidé nos études sur l'acculturation des Acadiens. Voir, Marc-Adéland TREMBLAY, "Le transfert culturel: Fondement et extension dans le processus d'acculturation", *Anthropologica*, Vol. IV, n° 2, 1962, p. 293-320.

⁸ Les principaux facteurs qui favorisent le processus de dissociation culturelle sont: l'isolement des centres de civilisation française, les communications de masse à prédominance anglo-saxonne, les contacts inter-culturels fréquents et continus, les expériences migratoires, les mariages mixtes, l'école neutre et la hiérarchie du diocèse (irlandaise avant 1955). Les facteurs qui freinent le processus d'anglicisation des acadiens sont moins nombreux. Ce sont: la paroisse, la famille et le réseau de parenté, et l'orientation culturelle des élites locales. Pour une étude des niveaux d'anglicisation des Acadiens à Portsmouth, Pulp Creek et Northport, voir: Marc-Adéland TREMBLAY, "Niveaux et dynamismes d'acculturation des Acadiens de Portsmouth", *Anthropologica*, Vol. III, n° 2, 1961, p. 1-50.

à la Baie-Française pour s'établir après plusieurs expériences de travail à l'extérieur, se sont trouvés souvent en conflit avec les gens du milieu d'origine. Ils pouvaient effectuer des comparaisons et ils évaluaient différemment les valeurs acadiennes. Ces tensions laissèrent des doutes ou des inquiétudes chez ceux qui les subissaient et étaient à l'origine d'une remise en question de la culture acadienne.

D'ailleurs, cet état de tension se retrouve aussi en général chez l'Acadien à revenu modeste qui se trouve au centre de forces contraires qui agissent sur lui. D'une part, la jeune génération, plus acculturée ou plus sensible aux valeurs nouvelles, tend à l'arracher à sa culture initiale pour lui proposer les grands *patterns* de la culture américaine et anglaise; d'autre part, les *leaders* cherchent à neutraliser les influences de cette première orientation en lui proposant les modèles de la culture traditionnelle.

L'acculturation peut être, enfin, favorisée de multiples autres manières. Dans la majorité des cas cependant, elle se produit là où les Acadiens sont en groupe minoritaire dans un milieu comme les Acadiens de Portsmouth par exemple — et là aussi où ils doivent avoir des contacts fréquents et internes avec les membres de l'autre culture. Ces Acadiens, aussi coupés des centres de civilisation française, exposés aux techniques de diffusion du milieu anglais, obligés de faire instruire leurs enfants dans les écoles neutres, installés en milieux étrangers peuvent difficilement résister aux forces acculturantes.

Enfin, sans conduire inévitablement l'individu à se détacher de sa culture initiale pour adopter la culture dominante, certains facteurs viennent menacer les valeurs et l'idéologie qui avaient, jusqu'à récemment, assuré la cohésion du groupe.⁹ L'analyse rapide des changements au niveau des sentiments acadiens peut nous en fournir une illustration.

B. *Les changements dans l'univers idéologique*

Nous ne pouvons reprendre ici l'analyse des sentiments traditionnels acadiens auxquels nous avons référé ci-haut. Qu'il

⁹ Une analyse détaillée de l'idéologie nationale acadienne apparaît dans Charles C. HUGHES *et al*, *People of Cove and Woodlot*, *op. cit.*, p. 135-161.

suffise de rappeler que ceux-ci peuvent être regroupés sous trois thèmes dominants: la survivance de la nation, une vision spiritualiste du monde et des attitudes d'infériorité.

Un certain nombre des sentiments traditionnels ont été sensiblement modifiés sous l'influence de l'ordre social nouveau qui est en train de s'installer. En premier lieu, à part les *leaders* fortement engagés dans les associations pour la survivance, ce fait lui-même semble prendre moins d'importance pour l'Acadien moyen. Devant un Anglais, il n'a plus les mêmes sentiments de fierté et ne cherche plus à faire valoir le caractère héroïque ou miraculeux de la survivance de son groupe ethnique. De la même façon, il cherchera moins maintenant à afficher la supériorité morale ou spirituelle des Acadiens. Il a réalisé, semble-t-il, que cette supériorité n'a pas empêché les Anglais de développer une autre supériorité, la supériorité économique et industrielle et que présentement, c'est surtout celle-là qui compte pour vivre. En d'autres mots, la valeur morale des Acadiens les aide surtout à mieux accepter les misères matérielles et à mieux supporter leur infériorité économique.

Mais précisément, cet état d'infériorité n'est plus aussi facilement accepté maintenant, surtout depuis que les possessions matérielles et la rondeur du compte de banque sont devenus des critères importants d'évaluation sociale. La primauté du spirituel et la vision spiritualiste du monde viennent en contradiction avec les valeurs nouvelles qui incitent à la gratification immédiate, qui fournissent des modèles de vie axés sur le bien-être matériel, sur la consommation massive de tous les biens et services possibles, etc. L'Acadien est toujours resté un peu ambivalent au sujet de son auto-évaluation: supériorité morale et infériorité matérielle. Si cette ambiguïté se résout, il semble que ce sera davantage en luttant contre l'infériorité économique qu'en cherchant à accentuer encore la supériorité spirituelle. C'est dans ce sens que s'oriente le nouvel intérêt des *leaders* acadiens pour la reprise en main de leur économie, pour la formation d'un personnel compétent capable d'assumer les nouvelles fonctions économiques, techniques, administratives, etc. Donc, un des thèmes les plus forts: l'insistance sur la survivance du groupe et le caractère providentiel de cette survivance, de même que la "mission" spirituelle de la commu-

nauté ne semble plus aussi opérant que par le passé dans le contexte nouveau.

Il en est ainsi également de certains des moyens de survivance. Un sentiment très fort affirmait que la langue est la gardienne de la foi et que si ces deux éléments restaient unis et inchangés, la survivance était assurée. Or, dans une communauté comme Portsmouth, par exemple, alors que les Acadiens forment 40% environ de la ville, plus de la moitié des familles acadiennes utilisaient l'anglais à la maison et un tiers avaient perdu leur langue complètement. Ces chiffres datent de 10 ans et on peut affirmer que cette situation s'est détériorée depuis cette date. Ces mêmes Acadiens, fortement acculturés maintenant, se sentent en état d'infériorité et cherchent à faire oublier leur histoire aux membres du groupe majoritaire anglais. Ils sont arrivés à un pluralisme religieux et pour eux, toutes les églises sont sur le même pied.

Mais si Portsmouth constitue un cas particulier, il représente une tendance générale à mettre en doute la suprématie incontestée du spirituel. La religion pour l'Acadien moyen n'est plus la seule chose importante puisqu'il accorde aussi de plus en plus de valeur à l'ascension sociale, au pouvoir politique et à la réussite matérielle. Dans la pratique même, la religion et ses préceptes sont devenus moins contraignants.

Parmi les moyens de survivance on mentionnait la cohésion du groupe, le développement d'un *leadership* efficace, le respect de l'autorité et le rehaussement de la scolarité pour la formation de la relève. Or, plusieurs de ces moyens ne sont plus aussi efficaces aujourd'hui ou risquent de moins bien opérer dans l'avenir. La cohésion du groupe est réellement menacé par l'affirmation des différences de classe, et par les conflits entre ceux qui sont allés à l'extérieur et ceux qui ne sont jamais sortis de la communauté. La solidité de la famille est déjà une chose du passé depuis le départ de plusieurs chefs pour le travail à l'extérieur, depuis l'émigration des jeunes et depuis que la femme a acquis de nouvelles fonctions dans le ménage. A part certains milieux exceptionnels, les liens parentaux n'ont plus la même force ni la même importance que par le passé et la famille a développé de nouveaux réseaux de relations sociales. Les problèmes du *leadership*, nous

l'avons vu, sont créés par le départ des jeunes qui ne peuvent exercer leur talent ou utiliser leur instruction au sein de la communauté; ils tiennent aussi au décalage entre l'idéologie des *leaders*, orientée vers la survivance et celle de la population de condition moyenne ou basse, axée plutôt sur le succès personnel ou la simple subsistance. Conséquemment, l'autorité n'est plus aussi respectée et l'unanimité autour des chefs de file n'existe plus. Les décisions et les politiques sont des sujets discutés et critiqués. Enfin, l'éducation s'est passablement développée, mais le départ des meilleurs éléments parmi les jeunes a empêché ce moyen de survivance de jouer dans le sens désiré.

La somme de ces transformations au niveau des thèmes culturels et de l'idéologie laisse croire que la société acadienne de la Nouvelle-Ecosse est déjà profondément marquée par les valeurs nouvelles. Pour l'instant, il est plus facile d'affirmer que l'ancienne structure sociale tend à disparaître que de prévoir le caractère de la nouvelle structure qui émergera bientôt.

5. L'AVENIR DE LA CULTURE ACADIENNE.

A. *La crise de conscience.*

Nous n'avons pas craint d'affirmer en 1960 que les Acadiens de la Baie française avaient réussi à survivre en dépit de forces et de pressions extérieures vraiment contraignantes venant du groupement dominant anglo-saxon. L'évolution du groupe ne s'est point effectuée selon les voies naturelles tracées par le colonisateur pour se terminer par l'assimilation. Bien au contraire le groupe s'est cramponné à ses valeurs les plus authentiques (celles qui le distinguaient du groupe majoritaire), s'est édifié un univers socio-culturel à l'intérieur duquel il était possible de professer des valeurs qui venaient en contradiction avec celles du groupe au pouvoir parce qu'elles découlaient d'un vécu quotidien qui les incarnait et les vivifiait. L'Acadien de la Baie était plus ou moins une personnalité qui retrouvait dans le système social de tous les jours l'ensemble des éléments qu'il fallait pour créer une tradition culturelle auto-suffisante. Il se savait immunisé contre les pénétrations de la culture anglo-saxonne par une tradition endogène

forte et bien adaptée aux conditions locales. Tous ces divers dynamismes permettent de comprendre, en partie, l'ensemble des processus sociaux qui rendirent la survivance possible.

Mais déjà, en 1960, on reconnaissait, à certains signes de plus en plus généralisés, l'existence de tendances nouvelles (nouveau profil de valeurs, comportements linguistiques...) qui s'harmonisent aux modèles culturels de la culture anglo-saxonne. À notre avis, quatre ordres de facteurs expliquent ces changements précipités:

- a. Une dépendance de plus en plus grande de l'extérieur pour la subsistance économique.

Cette dépendance obligea un grand nombre de travailleurs à tenir des emplois dans des milieux anglo-saxons et les élites économiques locales à effectuer, sur une base régulière, des transactions administratives et financières avec les corporations anglo-saxonnes. La région ne possède pas les dynamismes internes nécessaires pour développer son économie. Cette dépendance de l'extérieur crée un climat d'insécurité économique chez le travailleur tout comme elle oblige les Acadiens à transiger habituellement sur une base d'infériorité avec les Anglais.

La disparition du régime de subsistance a aussi suscité de profondes ruptures à l'intérieur de la grande famille entre les diverses unités familiales et, même, entre les membres de la famille nucléaire. Par exemple les jeunes attendent leur première chance pour émigrer à la ville. Il est incontestable que cette mobilité, tant des travailleurs aînés que des jeunes émigrants, s'associe à une pénétration correspondante des valeurs étrangères au cœur de l'Acadie.

- b. Les nouvelles communications de masse.

Bien que les nouveaux univers urbains de travail associent quotidiennement Anglais et Acadiens, ils ne permettent pas, entre les deux groupes, les rapports d'intimité et d'authenticité qu'engendrent les communications de masse. Le cinéma, le magazine à grand tirage et la presse d'expression anglaise ont pénétré en Acadie depuis bon nombre d'années sans susciter, jusqu'aujourd'hui des changements brusques ou spectaculaires. Il existe un

nouveau médium d'information, cependant, qui, en une décennie seulement, a suscité plus de transformations — sur les jeunes en particulier — que tous les autres média pris ensemble: nous voulons dire, la télévision d'expression anglaise. Le "petit écran" fait pénétrer jusqu'au foyer les valeurs les plus fondamentales du groupe anglo-saxon sur l'amour, le mariage, la religion, sur le travail et le repos, sur les relations humaines, bref, sur une philosophie de la vie et une vision du monde qui entrent plus ou moins en contradiction avec les valeurs traditionnelles du groupe. D'ailleurs le simple fait d'écouter la télévision de trois à cinq heures par jour réduit d'autant les chances de communiquer et de s'exprimer en français au foyer. A plusieurs reprises nous avons rappelé cette fin de l'isolement culturel de l'Acadie. Il est encore trop tôt pour connaître les répercussions profondes de cette communion quotidienne de l'Acadie au monde anglo-saxon. Un fait demeure hors de tout doute: la télévision est un système socialisateur qui propose à la jeunesse surtout des valeurs et des idéaux qui concurrencent celles et ceux proposés par les autres agents socialisateurs: les parents, l'école et l'église. Dans quelle mesure va-t-elle accentuer la rupture inter-générationnelle qui est en train de s'amorcer en accélérant chez les jeunes les changements dans les attitudes et les systèmes de valeur? C'est là une question à laquelle nos études ne nous permettent pas de répondre d'une manière définitive.

- c. Le décalage de plus en plus grand entre l'idéologie nationale professée par les élites et l'ensemble des attitudes et des conduites de la masse.

Il fut un temps où — surtout durant les années cinquante — les nouvelles élites locales avaient contribué au rajeunissement de l'idéologie nationale d'une double manière. A la veille des fêtes qui ont marqué le bicentenaire de la déportation des Acadiens dans l'historique village de Grand Pré, on avait insisté, d'une part, sur le passé glorieux des ancêtres afin que ceux-ci continuent d'être un puissant pôle d'identification. On avait rappelé, d'autre part, l'avenir prédestiné du groupe dans les provinces de l'Atlantique à la condition toutefois qu'on rehausse les niveaux de scolarisation et les conditions de vie et en autant que les jeunes intellectuels, les industriels, les commerçants et les cols blancs puissent assurer

la relève. Or depuis que les *leaders* ont proposé des objectifs pour revaloriser le groupe, on remarque une triple désaffection des activités nationales. Les élites, fatiguées d'assumer des tâches assez lourdes de direction se lassent et marquent le pas. Elles veulent enfin bénéficier d'un confort et d'une tranquillité qu'elles considèrent comme le fruit justement mérité de leur labeur. La masse, elle, est de plus en plus préoccupée par des questions d'ordre matériel et se désintéresse progressivement des questions nationales. Pour elle, les grandes victoires sont gagnées (la conservation de la langue, la pratique libre de la religion, l'enseignement en français à l'école, la création d'un diocèse Acadien en Nouvelle-Ecosse, etc...). Elle comprend mal qu'il faille accepter de nouveaux sacrifices pour le groupe alors que la plupart des familles endurent de nombreuses privations pour faire instruire les jeunes. Mais ces derniers reviennent rarement pratiquer leur métier ou leur profession en Acadie. Cette situation suscite à la fois dégénérescence dans le *leadership* et absence de continuité dans les fonctions de direction. Au surplus l'idéologie nationaliste n'a pas su se redéfinir en fonction des problèmes de la vie quotidienne. Les ouvriers à leur travail, les employés à leur bureau ne voient plus concrètement comment le fait d'être Acadien et différent des autres puissent leur être de quelque utilité dans leurs rapports avec leurs employeurs et contremaîtres. Bien au contraire, les contraintes du milieu les forcent plutôt à adopter des modèles étrangers de conduite.

A l'occasion d'événements définis comme importants, les anciennes élites répètent leur profession de foi, mais on a l'impression que la masse comprend de moins en moins le sens des messages proposés et se tient à l'écart. Quant à la jeunesse instruite, elle ne se sent pas attirée par l'Acadie, préoccupée qu'elle est d'assurer son avenir et son bien-être dans des milieux urbains économiquement bien établis.

- d. La famille n'est plus le lieu privilégié où s'exaltent et se vivent les valeurs nationales.

Nous avons répété à plusieurs reprises que c'est la fonction primordiale de la famille dans la survivance acadienne qui nous a orienté vers l'étude des changements technologiques et de leur impact sur les structures et les relations parentales. C'est à la

maison que se formait la conscience historique du jeune Acadien : c'était dans l'intimité du foyer qu'on racontait les faits et les exploits des générations précédentes. C'était aussi durant ces fréquentes et longues veillées de famille que s'élaboraient les liens de solidarité et d'unanimité à l'intérieur du groupe plus large. Les aînés enseignaient aux jeunes, dont ils avaient la charge, les valeurs qu'ils avaient eux-mêmes héritées de leurs parents et de leurs grand-parents. Ils connaissent d'ailleurs tous leurs ancêtres en ligne directe jusqu'aux premières générations colonisatrices. Cet enracinement dans la parentèle comportait des significations nationales fort nombreuses. Avec l'effritement de la "grande famille" et l'atomisation de la famille étendue, il s'est produit une dissociation entre les générations. Cette dissociation concrétisait une nouvelle structure de pouvoir à l'intérieur de la famille bien sûr, mais elle symbolisait surtout une coupure de la génération présente de son passé. Les jeunes familles voulaient assumer leurs responsabilités et construire leur avenir non plus à partir d'enseignements historiques mais plutôt à partir d'ambitions et d'aspirations inspirées par les normes de succès et d'ascension sociale proposées par les communications de masse. Dès lors la famille devient difficilement le rempart où les valeurs nationales ont quelque chance d'être réexaminées et réinterprétées. Il semble qu'il soit déjà trop tard : cette prise de conscience ne saurait apparaître lorsque les familles sont déjà engagées sur une ligne d'évolution rapide. Comment susciter les moments d'arrêt et de réflexion préalables ? Les jeunes enfin sont trop intéressés par leurs programmes de télévision et leurs activités de loisir et toutes les autres préoccupations de leur âge pour s'intéresser à un passé qui leur apparaît lointain non seulement temporellement mais encore davantage psychologiquement. Pour eux, tout est à reconstruire et à recommencer selon d'autres méthodes et à partir de nouvelles préoccupations puisque le monde d'aujourd'hui comporte si peu de ressemblance avec celui d'autrefois.

Ces quatre ordres de facteurs — pour ne signaler que les plus importants — sont les éléments mêmes de la nouvelle crise de conscience acadienne. A notre point de vue, ils sont bien plus puissants (j'allais dire dangereux !) que toutes les situations antécédentes parce qu'ils convergent vers l'édification d'une société de masse qui s'aliène graduellement de ses identifications et de

ses filiations ethniques. Ce désengagement — par rapport à l'idéologie nationale traditionnelle — rendrait possible maintenant chez les Acadiens l'adhésion à l'une ou l'autre des valeurs pluralistes professées par la civilisation anglo-saxonne.

B. *Quelques éléments de re-structuration.*

Nous n'abordons pas cette section dans un esprit prophétique. Nous risquerions d'affaiblir, sinon de discréditer, la valeur démonstratrice des analyses précédentes. Bien que les faits recueillis ne nous permettent pas d'effectuer une prévision sur la survivance des Acadiens de cette région, il faut rappeler pour saisir la signification de l'évolution en cours, les problèmes fondamentaux de l'Acadie moderne et mettre en lumière quelques-uns des éléments critiques de la situation nouvelle.

a. Quelques problèmes fondamentaux de l'Acadie moderne.

Voici les principaux problèmes de l'Acadie moderne.

1. Le sous-développement économique des communautés acadiennes et des provinces de l'Atlantique;

2. L'anglicisation progressive des groupes acadiens vivant dans les milieux mixtes et, à fortiori, dans les milieux à dominance anglo-saxonne;

3. L'idéologie nationale est, sur plusieurs points, ambiguë: les élites n'ont point encore proposé d'objectifs qui seraient en plus étroite conformité avec la vie de tous les jours;

4. La grande mobilité géographique des travailleurs à l'intérieur d'une même province et d'une province à l'autre;

5. L'émigration massive des jeunes vers les centres industriels et les problèmes qu'elle suscite dans le renouvellement du *leadership* et dans la préservation des traditions culturelles.

6. L'industrialisation et l'urbanisation suscitent une différenciation sociale de plus en plus grande, tant au niveau des caractéristiques socio-culturelles "objectives" des Acadiens qu'à celui de l'ensemble des valeurs professées: aucun *leadership* ne saurait maintenant rallier toutes les tendances.

b. Les éléments critiques de l'avenir acadien.

Il semble bien que la famille ne peut plus assumer à elle seule les fonctions de la survivance du groupe et cela pour deux raisons. En premier lieu, elle n'est plus une unité sociale isolée et auto-suffisante ou le microcosme d'une culture plus large. En second lieu, les nouvelles structures de la famille, de même que les nouveaux types de relations qui s'y élaborent ne permettent plus un rattachement au passé et une adhésion automatique à ses enseignements. Dans ce contexte, la promotion des valeurs nationales repose sur d'autres lignes de force, soit: le développement économique, le rehaussement des niveaux de scolarité, la démocratisation des élites et un nouvel aménagement de l'espace social.

1. Le développement économique.

La région économique de la Baie-Française doit redevenir une unité viable, capable non seulement d'absorber sa main-d'œuvre actuelle, mais même devenir un pôle d'attraction. Ceci suppose que les Acadiens puissent exercer un plus grand contrôle sur l'économie régionale, qu'ils puissent planifier le développement économique en tenant compte à la fois des ressources disponibles, des techniques modernes d'exploitation et de la participation locale.

2. Le rehaussement des niveaux de scolarité.

Ce sont les travailleurs les plus instruits et ceux qui ont reçu la meilleure préparation professionnelle qui émigrent en plus grand nombre à la ville. Il faudrait que tous les Acadiens de la région puissent fréquenter l'école le plus longtemps possible et qu'ils puissent recevoir une préparation technique qui corresponde davantage aux exigences du marché du travail. Une scolarisation plus poussée va permettre la naissance d'une élite économique et intellectuelle plus forte. Ne faudrait-il pas aussi prendre des moyens drastiques afin de garder les jeunes hommes instruits dans la région? La consolidation des écoles est un pas dans la bonne direction.

3. La démocratisation des élites.

Les élites traditionnelles sont contestées parce qu'elles prêchent des valeurs qui sont de moins en moins comprises par la

masse. Le pluralisme dans le *leadership* fait apparaître une nouvelle classe de *leaders* plus démocratiques et plus sensibles aux aspirations socio-économiques de la population. Leur vision du monde en voie de changement de même que leur connaissance concrète des conditions de vie et des aspirations économiques des familles sont des qualités qui peuvent amener un renouvellement dans la définition des objectifs nationaux. De ce même point de vue, les maîtres laïcs, eux aussi très près de la jeunesse étudiante, peuvent apporter des compréhensions significatives pour la rénovation de l'idéologie nationale.

4. L'aménagement de l'espace social.

Depuis plusieurs années déjà les Acadiens ont considéré le territoire plus large comme une unité territoriale supra-paroissiale. Des associations telles que l'Association Acadienne de l'Education, la Chambre de Commerce de St-Malo — pour ne mentionner que celles-là — se sont organisées sur une base large et ont réalisé d'importants objectifs. Ce principe d'organisation devra s'appliquer à plusieurs autres champs d'activités afin que toutes les énergies soient regroupées et coordonnées en fonction des mêmes objectifs. Pourquoi ne travaillerait-on pas à industrialiser certains petits centres afin qu'ils deviennent des pôles de développement économique et d'expansion démographique?

Une Baie Française rurale deviendra vite un anachronisme et une proie facile pour l'assimilation dans une société industrielle plus large dont les cadres sociaux nouveaux correspondent davantage aux diverses réalités du modernisme et de la technicité.

Département de Sociologie et d'Anthropologie
Université Laval

Sir John William Dawson: A Faithful Anthropologist

BY BRUCE G. TRIGGER

RÉSUMÉ

Cet article étudie l'œuvre anthropologique de Sir William Dawson, Principal de l'université McGill de 1855 à 1893.

Les convictions religieuses de Dawson l'empêchaient d'admettre le concept d'évolution tel qu'appliqué en géologie, en biologie et en histoire humaine. Cependant, ses travaux archéologiques au site appelé "Hochelaga" ont une valeur durable.

In the last century there were no professional anthropologists in Canada and few people were seriously interested in the subject. Those who were worked in isolation from each other and none had students to carry on his work. These early pioneers thus had no direct links with the professional anthropology that developed in Canada during the present century and their works were largely ignored by their own and succeeding generations.

Recently, however, as Canadian anthropology has come of age, it has begun to search for its roots and these scholars of our country's early days have become objects of interest and serious attention. In 1963 the University of Toronto Press reprinted Horatio Hale's *The Iroquois Book of Rites*, with a new biographical introduction by William N. Fenton. In the last two years, two articles have appeared describing and evaluating the work of Sir Daniel Wilson, President of the University of Toronto from 1853 to 1892, and a man who in terms of his scholarship and productivity was a professional anthropologist in all but name (McIlwraith 1964; Trigger 1966).

So far, nothing has been written about the anthropological work of Sir Daniel Wilson's counterpart, Sir John William Dawson, Principal of McGill University from 1855 to 1893. In

this paper I would like to draw attention to the ideas that Dawson presented in his book *Fossil Men and their Modern Representatives*, first published in 1874 as a series of articles in the *Leisure Hour* and then rewritten and expanded before appearing in book form in 1880 (third edition 1888). The choice of this book is not accidental since it represents a summing up of Dawson's anthropological work and in its author's opinion was "one of the best (books) I have written" (Dawson 1901:130). Details concerning Dawson's life are derived from his autobiography *Fifty Years of Work in Canada* (1901).

John William Dawson was born in Pictou, Nova Scotia, of Scottish parents. At a young age he became interested in the fossils and rock formations of his native province, an interest that was encouraged by Dr. Thomas McCulloch, the head of the Pictou Academy, a local grammar school. In 1840 he made his way to Scotland to study geology at the University of Edinburgh and in 1841 he worked with the great British geologist, Sir Charles Lyell, in the Maritimes. After further studies in Edinburgh he returned to Nova Scotia with his Scottish bride in 1847 to become the provincial Superintendent of Education. As he travelled through the country on his official duties he continued his study of its geological formations and in 1855 published his *Acadian Geology*, which long remained the standard work on this subject. The same year Dawson was offered and accepted the principalship of McGill University, founded in 1821 but still languishing in what Dawson politely described as an "undeveloped condition" (1901:91). Dawson accepted the post on the condition that he also receive a chair of natural history. From that time on his career as an administrator and a geologist was a distinguished and rewarding one.

Dawson's interest in human history sprang from two sources. The one was the deep attachment to religion that he had inherited from his Presbyterian forebearers. This attachment was displayed both in his personal habits (he was a teetotaller) and his work on behalf of Christian organizations, which included the giving of lectures and the writing of religious tracts (Dawson 1901:129). His interest in the Bible led him to study it in the light of archaeology and natural history. The main results of this research were

two books entitled *Archæia, or Studies in the Narrative of Creation in the Hebrew Scriptures* (1860a) (later rewritten and republished as *The Origin of the World* (1877) and *Modern Science in Bible Lands* (1888b). The latter was published after a tour of Egypt and the Levant in 1883-1884 that was subsidized by a gift of \$5000 collected among his friends in Montreal.

The second source of Dawson's interest in human history was his involvement in rescuing Indian artifacts and skeletons from an Iroquoian village site that was discovered just across Sherbrooke Street from the McGill campus, when excavations for building purposes were being made there. This happened in 1860, soon after Dawson's arrival in Montreal. Great interest was aroused in the site since it contained a small amount of European trade goods and seemed to be located in the right place to be the Indian village of Hochelaga, visited and described by Jacques Cartier in 1535. Dawson collected most of the material from the site that is now in the Redpath and McCord Museums at McGill, and he also published in the *Canadian Naturalist* (1860b; 1861) two articles which contain the only record that we have of what was observed in the course of the excavation. Sketchy though his descriptions are, they show an interest in recording information about this site which far outstripped that of any of his contemporaries in Montreal and they have recently provided much of the information used in a restudy of the site. Although long referred to as "Hochelaga", doubts have arisen concerning the accuracy of this designation and it has recently been renamed the Dawson site in honour of the work that the principal of McGill did there (Pendergast, Trigger, *et al.*, n.d.)

Dawson's experience with local archaeology seems to have spurred his interest in the history and culture of the American Indians and inevitably these investigations were tied in with his older concern with the origin and history of the human race, particularly as described in the Bible. The subtitle of *Fossil Men* describes it as "an attempt to illustrate the characters and condition of pre-historic men in Europe, by those of the American races". In the introduction that follows, Dawson expresses the opinion commonly held by scholars of the time, that the study of living peoples with primitive economies could shed light on

the nature of life in prehistoric times. Indeed Daniel Wilson (1863) proposed to do much the same sort of thing when he wrote his *Prehistoric Man: Researches into the Origin of Civilization in the Old and New World* seventeen years earlier. What puts Dawson's study in a class by itself is his suggestion that such a comparison can be done most effectively not on a broad basis but by describing in detail "the antiquities of one tribe or locality, connecting the others with this, so as to show the homogeneous nature of the American culture, and then applying the whole to European facts and difficulties" (p. 4). Needless to say, the material he proposes to deal with is the Dawson site and Cartier's attendant description of Hochelaga. Most prehistorians of this period, attempting a similar work, would have first arranged the native cultures of North America in a series according to their degree of social and economic complexity and then attempted to see in the levels they defined within this series an illustration of the various stages of cultural evolution. Already, on the basis of archaeological evidence Sir John Lubbock (1865) and Gabriel de Mortillet (1867) had divided the Western European Stone Age into a sequence of cultures or traditions that gave strong support to the general concept of social and cultural evolution, if not to the specific schemes that theorists such as Lewis Henry Morgan (1877) were proposing. During the later Victorian period the related theories of cultural evolution and man's development from a simian-like ancestor came to be regarded by most scientists in England and Western Europe as a matter of scientific certainty (Daniel 1963:60-63). Was Dawson ignorant of the developments that had taken place in European archaeology in recent years or did he have something special in mind when he wrote of the "homogeneity" of the Stone Age?

Reading on, it becomes clear that Dawson is in fact arguing that the archaeological evidence collected to date does not constitute proof of cultural evolution. He begins by observing that when the Europeans first arrived in North America, Indian tribes were living at every possible level of development — some, like the Eskimo, hunters and gatherers, others, like the Iroquois, primitive agriculturalists and still others farther south in Mexico and Peru who were civilized. Moreover, the ancient mounds found throughout the Mississippi Valley offered clear proof, so Dawson

believed, that large portions of the continent had been occupied by "comparatively civilized" races (p. 56)¹ prior to the arrival of their most recent native inhabitants. He also suggested that "our American investigations show us that the people who used the best stone implements used also the rudest... so that out of any American village site we could pick out a collection of Paleolithic and Neolithic implements" (p. 214). From this, he concluded that there was no evidence that cultures at different levels of complexity had not co-existed throughout human history. He argued that few of the sites investigated up to that time were well stratified and hence the more "primitive" ones might well be the workshops or hunting camps of more advanced peoples who had their main settlements nearby (pp. 166-167). The sort of artifacts found in a site were hence no indication of its relative or absolute age. Moreover, the absence of pottery and agricultural remains in certain sites was no proof that their inhabitants had been ignorant of these arts, even in the earliest times. Stratified sites that appeared to show a developmental sequence might either be the products of short term local trends or else represent the adventitious interdigitation of contemporary groups with different ways of life. Early forms of fossil man (such as *Homo erectus*) had not yet been discovered and Dawson, like many others of his time (and a growing number of physical anthropologists today), regarded the Neanderthal people as not being essentially different from modern man. Hence he concluded that there was no proof of human biological evolution. Dawson was indeed scornful of the whole idea of biological evolution and wrote several tracts (at least one for a religious organization) presenting evidence in support of the fixity of species (Dawson 1901:129).

Dawson thus opposed the idea of cultural evolution by arguing that no convincing evidence had been presented to prove it had taken place. The claims put forward by the enemies of revealed religion to argue otherwise were at best equivocal and susceptible of varying interpretations. Today, with carbon dating, world wide archaeological sequences and a detailed record of human fossil forms, the idea of man's cultural and biological

¹ All references to page numbers only are to Dawson 1888a.

evolution is no longer in doubt. It would be all too easy for us to attribute Dawson's failure to appreciate the significance of the theoretical breakthroughs going on in prehistory to his isolation (although he visited England at frequent intervals), his amateur status as an anthropologist and, above all, to his strong fundamentalist desire to demonstrate the literal truth of the Bible. If we assume this to be so, we are hard pressed to criticize Dawson, especially on the last point. After all, is not the acceptance of the biological theory of evolution as much an act of faith for most anthropologists as was Dawson's acceptance of the literal truth of the Biblical creation story? While most of us learn the tenants of biological evolution and a few well chosen examples to illustrate each point, would we not be hard pressed to say that we had personally verified enough observations to provide independent support for the theory?

What casts a far darker shadow on Dawson's work is that his desire to prove the literal truth of the Bible led him to oppose the idea of evolution not only in the spheres of biology and human history, where he was an amateur, but also in the field of geology, in which he was a professional and had made many original observations. While Dawson was perfectly willing to admit that the six days of creation might be metaphorical expressions for a long period of time, he was unwilling to admit that man had existed on the earth for more than a few thousand years. He argued that, even if tools and human bones were found in the same strata as extinct forms of mammals, this proved nothing about their age, since many forms of animal life had become extinct within living memory. He also denied that the earliest geological deposits in which human remains were present need have any great age, since geological processes may have gone on much more rapidly in the past than they do now. On his trip to Europe in 1865 he visited the gravels of the Somme Valley, the site of some very important Paleolithic excavations. He describes his mentor Charles Lyell, the father of modern historical geology, as taking "very good-naturedly" his opinion that evidence was lacking "of the excessive antiquity at that time attributed to (these gravels) by some writers" (Dawson 1901:145). Dawson remained fully convinced of Noah's flood throughout his lifetime and on this basis distinguished between *Paleocosmic* and *Neocosmic*

man (1888a:208). Thus he not only rejected the uniformitarianism of Charles Lyell but also embraced an only slightly modified version of Georges Cuvier's antiquated and anti-evolutionary doctrine of catastrophism. He thus rejected evolution not only in those fields in which he was an amateur but also in those in which he had professional competence. It is significant that in each case his defence of pre-evolutionary positions was entirely negative. He never attempted to present any evidence to demonstrate that these theories were correct, but merely attempted to argue that there was not enough evidence to justify accepting any alternative. This, of course, is the position of a conservative fighting a losing cause.

Since Dawson believed that man had been created only several thousand years before Christ, he had strong reasons for believing in the "underlying unity" of culture and more especially of "the higher hopes and aspirations of humanity" (p. 339). He believed that all the languages of the world showed traces of their common origin (pp. 310-311) as did man's conception of a supreme being and his belief in immortality (pp. 278-281; 303-304). He even argued that the prehistoric carvings of Europe were totemic symbols that "an American Indian could... read ... in his own tongue as pictographs" (p. 276). Physical variations were produced more by cultural differences than by long separation and environment (pp. 177-180). Prognathism of the jaw and a recession of the forehead were "more an indication of lowness of culture and civilization than of difference of race" (p. 179).

Dawson divided humanity into three "races" patterned on a then popular classification of languages as members of a Turanian, Aryan or Semitic family. He called these races Turanian, Japhetic and Semitic. The Turanian was believed to be the oldest and its culture and physical type are preserved to the present day among the indigenous inhabitants of Siberia and the New World (pp. 277-279; 334). These people possessed a basic notion of God and immortality and were originally free of such later "degradations" as polytheism, atheism, polygamy, and cannibalism (pp. 281, 316, 145). Out of this state arose the Semitic race, which carried the basic ideas of Turanian religion to new heights

and the Japhetic race, which sought mastery over the natural world and was well on its way to ruling it (p. 334). Dawson believed degeneration to be as characteristic of human history as progress and identified as the leading progressive forces the "God-given genius" of certain gifted men and contact between the more civilized and primitive peoples (pp. 331-333).

It is clear that Dawson was firmly opposed to the transformations that the application of the concept of evolution was bringing about in the fields of biology, geology and human history. His "middle course" which he believed was "most likely in the end to be correct" (1901:144) was ultimately proved wrong and in following it he deprived himself of the opportunity of actively participating in the scientific advances of his day. Like Sir Daniel Wilson he was religious, but Wilson never allowed his religious sentiments to interfere with his scientific judgments. In many other ways as well, Wilson was a more tolerant man who, unlike Dawson, did not find it necessary to describe Hinduism, polygamy and other non-western patterns of behaviour as degenerate.

There are many anthropologists who are extremely proud of the natural science origins of their discipline and who contrast the rigour of its methodology with the inexplicit and sometimes incoherent procedures of humanists. In terms of carrying out specific projects of research there is much to be said for this method. Wilson's background, however, was in history and English; Dawson's in geology. Comparing the work of these men we have cause to wonder if a training in the natural sciences provides any better preparation for grappling with the broader and more emotionally charged issues that confront the study of man in any given generation.

McGill University

REFERENCES

- DANIEL, Glyn
1963 *The Idea of Prehistory*. Cleveland, World Publishing Company.

DAWSON, Sir John William

- 1855 *Acadian Geology*. Edinburgh, Oliver and Boyd.
- 1860a *Archaia: or, Studies of the Cosmogony and Natural History of the Hebrew Scriptures*. Montreal, B. Dawson and Son.
- 1860b *Notes on the Aboriginal Antiquities Recently Discovered on the Island of Montreal*. Canadian Naturalist and Geologist, 5:430-49.
- 1861 *Additional Notes on Aboriginal Antiquities Found at Montréal*. Canadian Naturalist and Geologist, 6:362-73.
- 1877 *The Origin of the World*. Montreal, Dawson Brothers.
- 1880-1888a *Fossil Men and their Modern Representatives*. Montreal, Dawson Brothers (citations are from the third edition, London: Hodder and Stroughton, 1888).
- 1888b *Modern Science in Bible Lands*. Montreal, Dawson and Brothers.
- 1901 *Fifty Years of Work in Canada, Scientific and Educational*. London, Ballantyne, Hanson and Company.

HALE, Horatio

- 1963 *The Iroquois Book of Rites*, reprinted with an Introduction by William N. Fenton. Toronto, University of Toronto Press.

LUBBOCK, Sir John

- 1865 *Prehistoric Times*. London, Williams and Norgate.

McILWRAITH, Thomas F.

- 1964 *Sir Daniel Wilson: a Canadian Anthropologist of One Hundred Years Ago*. Transactions of the Royal Society of Canada, Fourth Series, III:129-36.

MORGAN, Lewis Henry

- 1877 *Ancient Society*. New York, Holt and Company.

MORTILLET, Gabriel de

- 1867 *Promenades préhistoriques à l'Exposition Universelle*. A guide to the prehistoric collections at the Paris Exposition of 1867. Paris.

PENDERGAST, James F., Bruce, G. TRIGGER, *et al*

- n.d. *Cartier's Hochelaga and the Dawson Site*. (in preparation).

TRIGGER, Bruce G.

- 1966 Sir Daniel Wilson: Canada's First Anthropologist. *Anthropologica*, 8:3-28.

WILSON, Sir Daniel

- 1863 *Prehistoric Man: Researches into the Origin of Civilization in the Old and New World*. London, Macmillan and Company.

Recensions — Book Reviews

Lamotrek Atoll and Inter-Island Socioeconomic Ties. William H. ALKIRE. Urbana & London, The University of Illinois Press, 1965. xi-180 pp., 43 illustrations. U.S. \$4.00.

Cet ouvrage est le cinquième de la collection des Illinois Studies in Anthropology. Il fournit une synthèse provisoire des recherches menées par l'auteur de mars 1962 à juin 1963, principalement à Lamotrek et accessoirement à Satawal, Elato et Olimarao, qui sont quatre îles minuscules du groupe occidental des Carolines en Micronésie. L'étude se situe simultanément à deux niveaux.

Tout d'abord, dans une approche classique, l'auteur décrit, souvent dans le menu détail, les institutions et les activités de Lamotrek en matière familiale, politique, économique et religieuse. Malgré l'exiguïté de l'île et ses 201 habitants, la structure sociale est complexe, avec huit clans matrilineaires classés par rang de préséance, dont quatre sont des clans-chefs. Un de ceux-ci est éteint. Les sous-clans jouent un rôle important en politique et dans les affaires de succession, tandis que le lignage est l'unité sociale de base et se localise dans un *bwogat* ou parcelle résidentielle; à celle-ci se rattachent des lopins de terre contigus et dispersés dans une répartition qui assure au lignage une quasi-autarcie. Le *bwogat* montre que l'organisation politique repose non seulement sur des relations parentales, mais encore sur un facteur de localisation, renforcé par l'existence de trois districts recouvrant approximativement les terres des trois clans chefs. Comme les chefs de districts émanent de ces clans, avec compétence territoriale sans égard aux affiliations claniques des résidents, on s'explique pourquoi ces clans contrôlent les activités des clans subalternes. Sur cette organisation territoriale triadique se greffe une organisation dualiste des travaux et cérémonies d'intérêt général, selon un modèle complémentaire concentrique plutôt que contradictoire, comme l'a montré Lévi-Strauss.

La vie économique se déroule normalement au niveau des *bwogat*, avec une division assez rigoureuse des tâches entre hommes et femmes, qui sont également sollicités; le travail des premiers est pourtant plus varié. Pêche et chasse à la tortue peuvent s'organiser au niveau de l'île entière. Le copra est le seul produit commercialisé; les échanges à l'intérieur de l'île sont réduits puisque chaque unité économique se suffit largement.

La vie religieuse n'est abordée que dans la mesure de ses relations directes avec l'organisation socio-économique. L'auteur n'a d'ailleurs guère pu observer les pratiques d'une communauté récemment convertie au christianisme et très réticente à parler de sa vie religieuse antérieure.

A un niveau d'analyse plus élaboré, l'étude prend un relief particulier. Alkire développe la thèse selon laquelle c'est la situation écologique très spéciale de ces petites communautés qui modèle leur organisation sociale et économique, ainsi que leurs attitudes mentales et leur système de valeurs. Plus particulièrement, la précarité de la survie sur des atolls exposés à des ouragans meurtriers et, partant, à une menace de dépopulation, fonde les liens de solidarité étroite et les institutions fonctionnant au niveau inter-îles. Rien d'étonnant que dans ce contexte le métier de navigateur et, à un moindre degré, celui de constructeur d'embarcations jouissent d'un grand prestige.

Un réseau complexe de liens familiaux, économiques et politiques relie entre elles les îles. Le fondement en serait d'ordre économique. A l'origine, l'île de Yap, dont la dimension et le niveau au-dessus de l'océan offrent une grande sécurité, formait la tête d'une hiérarchie de rang entre îles et recevait un tribut régulier en échange de l'aide qu'elle octroyait en cas de détresse. Le rayon des relations s'est depuis lors réduit. Lamotrek est de rang supérieur à Satawal et Elato: elle possède un domaine éminent sur les zones de pêche et les cocotiers d'îles désertes voisines; elle a le droit d'exiger la pratique d'échanges contractuels, en retour duquel elle se montre d'une générosité particulière dans ses cadeaux, qui surpassent ceux qu'elle reçoit de Satawal et Elato au sein du circuit des dons réciproques.

Les échanges portent sur des biens selon leur rareté respective, mais aussi sur des droits et des personnes. Ainsi, l'adoption, qui se fait avant la naissance de l'enfant, est un moyen largement utilisé pour empêcher l'extinction d'un lignage et garantir la continuité de l'organisation politique et sociale. Un membre d'un clan-chef de Lamotrek peut épouser sur une île voisine une personne d'un clan qui a rang équivalent dans cette île, alors même que ce clan serait de rang commun à Lamotrek. Ceci favorise les mariages inter-îles et la scission des sous-clans en clans autonomes. Au niveau de l'île c'est le rang du clan qui joue, tandis qu'entre îles, c'est le rang des îles qui l'emporte sur celui des clans auxquels appartiennent les personnes impliquées.

Le rôle de la hiérarchie entre îles apparaît clairement en matière religieuse. Les gens de Lamotrek ne se sont convertis en masse au christianisme que lorsqu'il reçurent la visite de catéchistes venus d'Ulithi, dont la supériorité n'est pas discutée; ceux de Satawal suivirent le mouvement pour rester en harmonie avec Lamotrek, tandis que les quelques non convertis d'Elato provenaient de Woleai, île d'un rang au moins égal à celui de Lamotrek et dont les habitants étaient restés païens.

Un autre trait fondamental de la société est sa grande souplesse, qui lui permet de s'adapter aux apports extérieurs, certes peu nombreux, sans rien modifier fondamentalement à sa structure et à son système de valeurs, sinon la conversion religieuse. Le fait de la présence d'une puissance étrangère (allemande, japonaise, américaine) a été intégré dans le cadre de l'organisation politique traditionnelle, par la nomination d'un *tamolnīpusash* ou chef-pour-l'étranger, qui n'est autre, à Lamotrek, que le chef du district central, qui a précisément un rôle conciliateur à l'intérieur de l'île.

L'auteur ne nous dit pas si la stabilité des institutions et des valeurs résulte avant tout de leur plasticité, de leur capacité d'absorption d'éléments importés, ou plutôt de la faible intensité de l'impact extérieur. Quelle est à cet égard l'évolution survenue en d'autres îles des Carolines, mises en contact plus dense et permanent avec l'étranger? Si par ailleurs la prééminence originelle de l'île Yap peut s'expliquer suffisamment par sa position privilégiée à l'égard des contraintes écologiques, celles-ci suffisent-elles à expliquer l'ensemble de la hiérarchie des îles? La thèse de l'auteur paraît être ici un peu trop restrictive. Il n'en reste pas moins vrai que l'ouvrage de Alkire est d'une tenue excellente.

A. Lux
Université Laval

*

*

*

Closed Systems and Open Minds: The Limits of Naïvety in Social Anthropology. Max GLUCKMAN (editor), Chicago, Aldine Publishing Company, 1964, x, 274 pp.

This reviewer has found *Closed Systems and Open Minds* a provocative, stimulating yet extremely disturbing book — at least those parts written jointly by Professors Devons (an economist) and Gluckman. I have found it disturbing because its essential message, that social anthropologists should not trespass (too deeply?) into other disciplines, might well take us back to an approach which we thought had been left behind — not to mention the danger that the author's recipe is likely to cut us off from some of the main currents of intellectual development and perspective.

Of course, every social anthropologist, nay every scientist, puts his microscope on a tiny slice of human behaviour or natural phenomenon. To do otherwise merely means that we would not understand the intense complexity of regularity and order which we assume exists both in human action and in the physical and natural world. But invariably social and natural features are woven together so closely that any discipline can be the instrument in exposing the complexity of any act and any event. No man can comprehend all of human behaviour or the living world. Hence the heavy hand of arbitrary demarcation by disciplines drives us all into little boxes. But the intellectual revolution of our time is desperately trying to get us out of these boxes. Why? Because no fact, no reality, no event, no act, has meaning if it stands as the centre of an expanding yet constantly limited field. All of our efforts must be devoted to the dual mission of achieving far greater exactness in our own special fields while at the same time recognizing the limitations which disciplinary boundaries impose on our understanding of what we thought was our very own preserve. Of course we shall always make naïve assumptions about those things which we do not understand — but this holds just as true for the social anthropologist who sticks to his own last as it does for those who realize that their data and their interpretations only assume reality if they do

transgress into other disciplines. What destroys our competence in giving reality to even a small slice of human behaviour is not our naïveté about other relevant disciplines but rather our inability to recognize that every word of caution offered by Professors Devons and Gluckman applies to the field of social anthropology itself. Reality only assumes exactness when this is realized. After all there are some social anthropologists who don't know much about kinship and some who have become great in social anthropology yet also write in the field of law!

I think that all this is realized by Professors Devons and Gluckman, who state: "In a fundamental philosophical sense all... aspects are part of the complex reality of human life..." Yet they go on to insist that "if one is to succeed in studying society, one must split up reality by isolating a particular aspect which presents certain regularities and is *relatively* autonomous and independent of other aspects". (p. 161)

To give body to their argument that social anthropologists dangerously and naïvely transgress into other disciplines, which they are unable to handle, the editor reproduces five important studies all but one of which was written in 1957. Thus, Professor Turner continues his brilliant study of the Ndembu with a chapter on "Symbols of Ndembu Ritual". While he is concerned with what is normative (and hence sticks to his anthropological last), the charge against him is that he is naïve because he works with a "fairly crude, view of human personality, though he takes account of unconscious feelings and motivations", in order to explain the emotional meaning and content of ritual symbols for the Ndembu. Professor Bailey, in analysing inter-caste disputes in two Orissa villages, is forced into a documentation of external events, i.e. Hindu culture, influencing village life, and thus slides over into the realms of the political scientist, the historian and economist, with the result that this part of his analysis is in danger of dealing with a much larger social field than is said to be appropriate for the social anthropologist. This forces him to "circumscribe" his field in an arbitrary manner, i.e. what is relevant to his analysis and what is not. Epstein contributes a chapter on the development of African political activities and thought by showing significant differences in the context of a Mine Township and a Government Township. Thus the traditional social anthropologist slides naïvely over into urban sociology but to do so he too must circumscribe his social field of investigation with the result that he must (in Epstein's own words) "set up an extremely simple model of the urban social system". The results, the editor insists, are "naïve assumptions", "simplification" and the "compression of external factors". At this stage the reader of this closely argued critique begins to wonder whether the editor himself is not guilty of transgressing the very limits he has set for social anthropologists by presuming to be able to judge those who have transgressed into other disciplines. What is more, how can we be sure that this exposé of allegedly naïvely held assumptions about Freud's work (pp. 232-240) is the correct analysis of the contribution of this intellectual giant? Neither Professors Devons nor Gluckman are psychologists or psycho-therapists.

In the next chapter, Profesor Lupton and Dr. Sheila Cunnison present their data on the influence of social characteristics on the output of workers in three Manchester factories. In order to grasp and analyse the reality involved there, these two authors must depart even further from traditional social anthropology and enter the real of the economist and psychologist. They do so believing that "at least an elementary knowledge of the work of these other students of society, and their methods of analysis, is called for". But as they do not have any real sophisticated knowledge of these fields and their techniques, they are forced to compress and circumscribe in such a manner that any economist, let us say, would consider the work most inadequate. Finally, Professor Watson writes about "Social Mobility and Social Class in [Scottish] Industrial [Mining] Communities". To do so he refuses completely to stay within the boundaries of his discipline: thus "he ceased to be a social anthropologist and became himself a sociologist". Why — because he refused to compress and circumscribe. He entered the social field of national life and thus found himself in the area of "macroscopic theory".

Every discipline is caught in the same dilemma and makes use of the same devices to cope with its own predicament. (Conceptualized as "circumscribing" — the rather arbitrary closing off of a field; "incorporation" — a complex of facts taken for granted uncritically; "abridgement" — summarized and oversimplified conclusions taken over from various sciences; "naïvety" or "compression" — highly simplistic assumptions about events, thought to be relevant but involving interpretations from another discipline; "simplification" in social science due to impossibility of presenting all the complex data *in toto*.) In this respect *Closed Systems and Open Minds* is a penetrating critique but without a penetrating answer. One cannot escape the observation that what has been said here has all been said before. But the way the editor and the authors say it is brilliant. Like others, I suspect, once I had started reading this book I did not want to be disturbed. Nowhere else in the anthropological literature have I seen so closely argued an analysis of our failure to present reality — there are no independent systems. The editors know this so that their concern then is to show what happens when we lock ourselves away in little boxes. It sometimes appears that British social anthropologists have a completely different philosophical approach, a different *Problemstellung*, a way to fit the data into an ordained scheme of things.

But the book goes beyond what to this reviewer was a negative conclusion — *don't trespass without training and skills* — "a writer in prose should not read poetry, or a poet prose". The very studies the editor has selected indicate that modern social anthropology is approaching the age of maturity: we transgress because we need to. The age of comparative studies of customs and institutions is now being recast into the mould of total system analysis which requires that we see customs and institutions as being shaped equally by both internal and external agencies. And if we agree to this then it is a brave scholar who will stop when he reaches deep into the external.

Is it not better to be incompetently adventurous than to be competently restricted?

Peter C.W. GUTKIND
McGill University

*

*

*

Manual for Kinship Analysis. Ernest L. SCHUSKY. (Studies in Anthropological Method Series.) New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1965. vii-84 pp., 41 figures, 19 exercises, glossary, bibliography. \$1.50 (paper).

Ernest Schusky's *Manual for Kinship Analysis* appears in a series presumably designed to give both students and outsiders a view of accepted anthropological methodology in particular sub-specialties of the discipline. This volume would have perhaps sufficed for this end had kinship studies ceased 25 years ago, but they did not, and the publication of this small book does advances since that time a serious injustice.

This may sound severe, but the comfort size, the attractive format, and the crying need for a concise introduction to 'kinship studies' all mean that this book likely will be used by a great many students — students who will accept the contents as a precise statement of the basics of kinship analysis, and who will assume that more advanced kinship studies are built upon this. Herein lies the trouble, for much recent methodology and theory suggest that a fundamental *rejection* of many of our previous tenets of 'kinship' (those which Prof. Schusky appears to accept without question) is required in order to get further. Our time is precious little at best, so to read and assimilate materials which must be 'unlearned' in order to advance seems to me extremely inefficient. Students today can ill-afford such sterile exercise.

The small book is divided into two major sections — the first dealing primarily with mechanics, principles of kin reckoning, and definition; the second portion chiefly with "patterned kin behavior" and marriage (of which Prof. Schusky says, "Marriage customs, as well as patterned kin behavior, are closely related to the study of kinship [p. 57]."). This is the tenor of the entire book. On the first page of the text, 'kinship' emerges as a phenomenon *sui generis*. Prof. Schusky is certainly not alone in this view, but the serious student should also know that neither is it accepted everywhere.

If this does not convince the reader of Prof. Schusky's orientation, he is left with no doubts at all when brief mention is made of recent kinship studies. Prof. Schusky refers to Murdock's paper (*American Anthropologist*, Vol. 66, No. 1, 1964, pp. 129-132) which he says (p. 65) provides a "most recent analysis" of bilateral groups, but without any reference whatsoever to Mitchell's excellent statements on the kindred, to which Murdock was in fact replying. From the same *American Anthropologist*, Prof. Schusky quotes Ackerman (Vol. 66, No. 1, 1964, pp. 53-66) as having "seriously questioned Needham's analysis (p. 62)", as if to dismiss it. The next issue of Vol. 66

of the *American Anthropologist* brought several convincing statements of the inadequacy of Ackerman's critique, but apparently Prof. Schusky's book had gone to press by that time. And the bibliography is missing Lévi-Strauss' *Les Structures élémentaires de la parenté* — surely a *loci classicus* for the most basic kinship analysis.

The text of this small manual is attractive and the presentation clear, even if not systematic. Printing errors, however, occur on pp. 2, 15 and 23. The book throughout presents a number of genealogical diagrams to illustrate points, and the student is provided with a number of exercises with these diagrams — some even oriented toward improving his draftsmanship. These are certainly helpful, but they are not kinship. The glossary, on which introductory students will rely heavily, shows a lack of attention. Prof. Schusky opts for Murdock's definition of the clan — a queer breed which is empirically rare. This is his prerogative, of course, but if it is to be clear (or useful), there must be a much more extended treatment of the incorporation of in-marrying spouses than Schusky gives. His definition of exogamy is: "A rule of marriage that requires a person to marry outside such groups (p. 75)." — utterly incomprehensible without reading the previous entry, endogamy. And *marriage* does not appear at all.

This reviewer cannot recommend the book for his students, but then there is a totally different perspective of 'kinship' involved. I do not think, however, it is impossible to anticipate a text which will satisfy anthropologists of different orientations as well as answer to the fully-legitimate aims toward which the present manual is, unsuccessfully, directed.

James FARIS
McGill University

*

*

*

Manus Religion. R.F. FORTUNE. Lincoln, Nebraska, University of Nebraska Press, (Bison Books edition). No date, xv-391 pp., 10 Plates. \$1.50.

This paper-back is apparently a photographically reproduced copy of the original 1935 edition published by the American Philosophical Society. It is already a classic. Its analysis of a religious system where each individual has his own guardian spirit (Sir Ghost) and where seances divining the actions of these spirits in causing human sickness are the major sanctions for a Puritanical moral code, forms an integral part of most texts on primitive religion. As such, a review of the book as a new study would be impertinent

Instead this reviewer will attempt to consider how such a classic can contribute to modern controversies in anthropology — thereby justifying its reissue, making it available to a wide audience, and not just to scholars with recourse to university libraries. To anticipate, let me say that I feel that this reprint is fully justified.

First one should note the inevitable anachronisms — the few introductory remarks criticising Tylorian theories about religious evolution, and the second half of the final chapter where a Malinowskian comparison is made of how well adapted Manus and Dobuan religious forms are for sanctioning a moral code. These date the work.

But the main body of the work is not dated. The forty-three case studies of sicknesses and seances, (pp. 105-342) each one extremely detailed in both the social structural information about participants and the cultural details involved, are magnificent (even over-full) primary data of a quality rarely found even in the work of anthropologists of law who explicitly advocate "case studies". The first three chapters (pp. 1-104) are a straightforward exposition of Manus concepts of ghostly guardian spirits, of magic and nature demons (*tchinal*), and of hereditary cursing power. These chapters contain considerable repetition, and with their dogmatic style might be dismissed as a collection of informants' generalisations, which the case studies merely illustrate. In fact, though this is not indicated as it should be by detailed cross-referencing, the early chapters are inductively derived from the case studies, (p. 239) — an innovation in 1935, and still modern today.

Fortune's concern throughout is to use Manus concepts, in describing both religion and kinship. As such his material dramatically demonstrates (*contra* Lounsbury *et al.*) how kinship terms are categories into which individuals are fitted (p. 147), not merely on a genealogical basis, but in terms of residence, adoption, economic assistance, or even (p. 294) through the supernatural marriage of ghosts. It also consistently demonstrates how supernatural beliefs are not just a reflection of human behavior, but provide a language through which human situations are interpreted (p. 47) or distorted (p. 150). What appears, however, in the religious language to be an extremely rigid conceptual structure (e.g. of clan solidarity, p. 348) in practice is an extremely flexible system, as in any particular case several other conflicting principles may be used. The analysis of how different mediums divine several different causes for illness, and of how different individuals support different divinations, and appropriately manipulate "kin" relationships to suit their political and economic interests is quite modern. It reminds one of VanVelsen's (1963) *Politics of Kinship*.

In the same vein, Fortune's explicit analysis of the hereditary ability of father's sisters' children (especially if female) to curse or to bless an individual, and of how this ability complements the authority and moral ghostly control exercised within patrilineages, is virtually identical with that of Leach in *Rethinking Anthropology* (1962). One may quarrel with Fortune's phrasing in the 1935 terms of "matrilineal lines" (p. 87), but the primary material could be simply restated in a modern idiom. In its description of Manus conceptual models the book admirably complements Margaret Mead's *Kinship in the Admiralty Islands*.

The book is also topical in terms of current discussions of theories of change. It is replete with examples of the long, slow change process that

had been under way in the Admiralty Islands since around 1900. The way in which mediums can innovate deliberately and can issue reinterpretations of cultural rules is liberally illustrated (e.g. p. 176). The effects of the 1918 influenza epidemic in depopulation and in causing clan fission are described (though the paradox that the clan so created in 1918 is mentioned in genealogies relating to the 1880's is not discussed). The total incorporation into the ghost cult of ideas of policemen, Government law courts, prohibition of prostitution, and white ghosts is clearly brought out.

We should be grateful to the University of Nebraska Press for making the book widely available again. Let us hope that this will enable its outstandingly rich 1928 material to be properly utilized in the controversies of 1966.

Richard F. SALISBURY
McGill University

*

*

*

The Vanishing Village: A Danish Maritime Community. Robert T. ANDERSON and Barbara GALLATIN ANDERSON. (Publication of the American Ethnological Society.) Seattle, University of Washington Press, 1964. xii-148 pp., bibliography, index, illustrations, maps. \$5.00.

Andersons' *The Vanishing Village* is an account of the emergence of an island folk community into 20th century suburb. The island is Amager — lying just off Copenhagen, and the village is Dragor — once the principal maritime seat of the island.

The Andersons find it profitable to separate what they call 'culture change' from what they call 'social change'. The former is considered relevant inasmuch as the village of Dragor is composed of the descendants of imported Dutch farmers as well as Danes, and the shifts necessary for the formation of a single Dragor folk community are labelled 'culture change'. 'Social change', on the other hand, may be in this book loosely equated with urbanization; that is, the processes of change which the community undergoes from its 19th century maritime orientation to the suburban appendage of Copenhagen which it is today. Nowhere, however, is the order of difference between 'culture change' and 'social change' clearly spelled out, and I am not convinced it is here a useful distinction. They are categories bequeathed the Andersons from the morass of jargon plaguing anthropology today — they do not clearly emerge from the data presented.

This causes the Andersons trouble. A fundamental thesis of this book is that Dragor change (social and cultural) has not led to conflict because it has been massive. Three questionable assumptions seem to underlie this thesis. First, the Andersons appear to assume real 'conflict' must be of the order of bloodshed, cargo cults and such like. But surely 'conflict' may be a *cultural* category, and it may be that a major 'conflict' is evidenced in the differences

in sexual mores of the young Danes from their elders. This is 'breakdown' and 'conflict' from one point of view. Nowhere is it spelled out just what is 'conflict'.

Secondly, given that it is demonstrated that something called 'conflict' does not occur, the Andersons feel required to explain why. This, of course, rests on the assumption that 'conflict' is a *potential* in all change — yet this has not, so far as I am aware, been demonstrated universally, and the assumption rests on a static organicist model of society.

And third, given that conflict is a potential and that it does not occur, the explanation offered is that change has been 'massive' rather than 'piecemeal'. But we have no control — no data which would allow us to conclude that these *are the* significant determinants of culture and social change. Why not others? Just how would 'piecemeal' processes differ from 'massive' change?

The theoretical apparatus chosen by the Andersons does not add much to their data and raises several questions about its validity. It certainly does not illuminate the change they document.

But two portions of the book stand out from the lack-luster total — the fascinating initial chapter on the history of Amager Island, and the sections devoted to differential sexual behavior through time. History, which the Andersons have largely culled from documents, appears to be decidedly out of fashion in much of contemporary community study. But surely tradition is as significant as experience in directing 'change', and it is gratifying here to see detailed reference to the past. The sections devoted to sexual behavior are also somewhat more complete, and the reader gets a clearer picture of just how young Dragorites behave toward members of the opposite sex. We are left wanting, however, material on practically everything else — before a reader could enter the community and behave and respond to behavior in a manner he could with assurance feel was appropriate.

This reviewer is unfamiliar with the literature in Scandinavian languages on Northern European communities, but certainly the present book, with all its inadequacies, is a contribution to the English literature on the area.

I personally feel a much better monograph could have resulted, however, if the orientation were more in line with the excellent depth studies (in English) of social anthropologists such as those of the University of Bergen (cf. Fredrik Barth [editor], *The Role of the Entrepreneur in Social Change in Northern Norway*).

James FARIS
McGill University

ANTHROPOLOGICA

N.S.

Vol. VIII

1966

Table des matières — Contents

<i>Sir Daniel Wilson: Canada's First Anthropologist</i>	
by Bruce G. Trigger	3
<i>The Structure of French Canadian Acculturation</i>	
by Trevor Denton	29
<i>Diversity in White-Eskimo Leadership Interaction</i>	
by David Damas	45
<i>Eskimo Theories of Mental Illness in the Hudson Bay Region</i>	
by Frank G. Vallee	53
<i>Demographic Analysis of a Laboratory Cadaver Population</i>	
by Teuku Jacob	85
<i>Some Recent Archaeological Discoveries from Prince Edward Island</i>	
by Richard J. Pearson	101
<i>La méthode d'analyse dans les sciences de l'homme</i>	
par Renaud Santerre	111
<i>On the Classification of Bifurcate Merging Systems</i>	
by Warren Shapiro	145
<i>Recensions — Book Reviews</i>	151
<i>Les Caraïbes noirs: trois siècles de changement social</i>	
par Pierre Beaucage	175
<i>Modernization, Value Identification, and Mental Health: a Cross-Cultural Study</i>	
by Normand A. Chance - Hsien Rin - Hung-Ming Chu	197

<i>Tenure foncière et valeurs socio-culturelles dans un groupe africain</i>	par Albert Doutreloux	217
<i>The Dynamics of Verbal Exchange: A Newfoundland Example</i>	by James C. Faris	235
<i>African Urban Chiefs: Agents of Stability in African Urban Life?</i>	by Peter C.W. Gutkind	249
<i>Recent Labor Legislation in Trinidad: Its Economic and Political Implications</i>	by Frances Henry	269
<i>Industrialisation et dynamique des tensions raciales et sociales dans l'ancien Congo Belge</i>	par André Lux	291
<i>Structuring Ignorance: The genesis of a myth in New Guinea</i>	by Richard F. Salisbury	315
<i>La société acadienne en devenir: l'impact de la technique sur la structure sociale globale</i>	par Marc-Adélarde Tremblay	329
<i>Sir John William Dawson: A Faithful Anthropologist</i>	by Bruce G. Trigger	351
<i>Recensions — Book Reviews</i>		361

AUX COLLABORATEURS DE LA REVUE

Les manuscrits: texte, citations, notes, bibliographie, doivent être dactylographiés à double interligne, sur papier 8½ x 11 pouces. Les notes doivent être numérotées consécutivement et incluses sur une feuille séparée à la fin du texte. La bibliographie doit énumérer les ouvrages dont il est fait mention dans le texte; elle doit inclure la liste des auteurs par ordre alphabétique, et par ordre chronologique pour chaque auteur. Dans le texte les renvois bibliographiques sont mis entre parenthèses en indiquant l'auteur, l'année et la page (Mauss, (1939: 176). Les recensions et critiques d'ouvrages doivent donner: le titre, l'auteur, le numéro de la série de la monographie s'il y a lieu, l'endroit de publication, l'éditeur, la date, le nombre de pages, les illustrations et le prix de la publication recensée.

INFORMATION FOR AUTHORS

Authors are requested to submit all manuscripts on standard 8½ x 11 inch paper, double-spaced, and typed on one side only. This refers to all material submitted, including footnotes, which are to be numbered consecutively throughout the manuscript and submitted on a separate sheet of paper. All references to other works should be placed in parentheses within the text, indicating the author's proper name, with the year of publication and page references (Jenness, 1954: 151). The bibliography must also be presented, double-spaced, on a separate sheet and in alphabetical order according to authors. Works of the same author should be listed chronologically. Book reviews are expected to include: title, author (monograph, etc., if required), place, publisher, date, pagination, figures, plates and maps. price.

IMPRIMÉ AU CANADA
PRINTED IN CANADA